

L'aggravation de la tension dans le Golfe et la réunion du Conseil de sécurité

Les Etats-Unis excluent tout marchandage avec M. Saddam Hussein et étendent leur dispositif militaire aux Emirats arabes unis

L'ONU
en première
ligne

DÉCIDÉMENT, il est bien loin, le temps où le général de Gaulle pouvait, sans trop choquer, brocarder le « machin » de New-York. Aujourd'hui, l'Organisation des Nations unies n'inspire plus la moindre raillerie, seulement l'espoir et le respect.

La crise du Golfe a consacré, d'ores et déjà, et de quelle manière ! - le retour en grâce et en force de l'ONU, amorcé ces dernières années.

Dès l'invasion du Koweït par l'armée de Bagdad le 2 août, la grande maison de verre des bords de l'East River est devenue le principal centre de traitement de la crise. Qu'elle reste le lieu privilégié de la concertation n'est pas nouveau, mais conforme à sa mission. Ce qui importe, c'est qu'elle se soit, cette fois, comportée d'emblée en centre de décision, rapide et efficace.

Au soir même du coup de force irakien, le Conseil de sécurité exigeait un retrait immédiat et inconditionnel de l'invasisseur. Le 6 août, il décidait, unanime, dans sa résolution 661, l'embargo commercial, financier et militaire de l'Irak et du Koweït occupé. Le 9 août, il déclarait, toujours aussi unanime, « nulle et non avenue » l'annexion du Koweït annoncée la veille à Bagdad. Et il n'attendait visiblement pas en rester là.

POUR riposter aux derniers charriages de M. Saddam Hussein, pour l'obliger à libérer les ressortissants occidentaux qu'il retient en otage et le contraindre à lâcher prise au Koweït, le Conseil envisage le recours à la force. Il devait se réunir dans la soirée du lundi 20 août pour examiner l'imposition d'un blocus naval, conformément à l'article 42 de la Charte des Nations unies. Le recours à une telle mesure serait sans précédent dans l'histoire de l'Organisation internationale, si l'on considère que le mandat de l'ONU dont se sont réclamés les Etats-Unis pour riposter à l'attaque communiste en Corée avait été obtenu dans des conditions juridiques contestables.

SI l'ONU est réhabilitée, quarante-cinq ans après sa naissance, elle le doit d'abord à M. Gorbatchev, qui fut son meilleur avocat, depuis le discours prononcé à sa tribune en décembre 1983. Après n'avoir vu dans l'Organisation internationale pendant des décennies qu'une enceinte où déverser sa propagande et séduire le tiers-monde, après avoir usé et abusé de son droit de veto, Moscou réhabilita soudain les Nations unies, affichant son désir de leur voir jouer un rôle essentiel.

Cette conversion n'était pas due à un caprice. Elle découle de la détente Est-Ouest telle que la concevait M. Gorbatchev. Dès lors que la nécessaire entente entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, à la fois force et faiblesse des Nations unies, est un fait acquis, comme c'est le cas dans cette crise du Golfe, l'ONU peut enfin jouer pleinement son rôle. Le talent de son secrétaire général, M. Perez de Cuellar, médiateur discret et tenace, fait le reste. Résultat : le président Bush, qui représentait naguère son pays à l'ONU - et n'a jamais noué pour elle le mépris affiché par son prédécesseur - a pris soin, d'entrée de jeu, de placer sous sa bannière la riposte des Etats-Unis.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont rejeté le nouveau marchandage proposé par le président irakien, M. Saddam Hussein, c'est-à-dire le retrait des forces américaines en échange de la libération des milliers de ressortissants occidentaux retenus en Irak et au Koweït. Washington a annoncé, lundi matin 20 août, l'arrivée prochaine de troupes américaines dans les Emirats arabes unis.

Le déploiement américain. - Le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, a indiqué, lundi matin 20 août à Abou Dhabi, que les Etats-Unis allaient déployer des forces militaires dans les Emirats arabes unis. Ceux-ci ont précisé qu'ils étaient également prêts à accueillir des unités arabes pour assurer leur défense. Selon certaines estimations, 20 000 soldats américains sont à présent en Arabie saoudite et un nombre équivalent se trouvent à bord des bâtiments de guerre croisant dans la région. Paris a durci sa position en autorisant ses navires à faire preuve de « fermeté » envers les bâtiments qui ne respecteraient pas l'embargo.

La concertation arabe. - A la demande de l'Egypte, les ministres des affaires étrangères des pays arabes pourraient se réunir dans le courant de la semaine au Caire pour examiner la crise. Dans le cadre



d'une intense activité diplomatique, le président algérien, M. Chadli Bendjedid, a reçu successivement au cours du week-end des responsables koweïtiens, libyens, saoudiens, soudanais ainsi que le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat.

Le sort des ressortissants étrangers. - Les conditions posées dimanche par le président Saddam Hussein à la libération des milliers d'étrangers retenus en Irak et au

Koweït ont été rejetées le jour même par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et lundi par la France. La veille, le Conseil de sécurité de l'ONU avait exigé, à l'unanimité, que l'Irak « autorise et facilite le départ immédiat du Koweït et de l'Irak des nationaux des Etats tiers ».

A Paris, le Quai d'Orsay a démenti lundi que la France « ait tenté de régler pour son compte et de façon séparée » le problème des ressortissants français retenus en Irak et au

Koweït, comme l'affirmaient certaines informations de presse. Il a confirmé que trente-trois Français résidant à Koweït et à Bagdad avaient été emmenés jusqu'à présent par les Irakiens vers des destinations inconnues. Un conseil des ministres restreint doit se tenir mardi 21 août à l'Elysée. Le même jour, les ministres des affaires étrangères et de la défense des neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale seront réunis à Paris pour s'efforcer de coordonner les opérations dans le Golfe. Une réunion des Douze est prévue mardi à Paris pour examiner le sort des otages. Pour sa part, l'Irak a lancé lundi un ultimatum de cinq jours aux ambassades étrangères à Koweït, leur demandant de cesser toute activité et de fermer leurs locaux.

Pages 3 et 6

Le mouvement de baisse s'accroît lundi 20 août en début d'après-midi à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40 affichait un recul de 4,6 %, après avoir ouvert à -1,4 %. Le recul touchait aussi Tokyo qui clôturait à -1,1 %. Le prix du baril de brut accusait une baisse de 20 cents, à 26,90 dollars sur le marché de Rotterdam, l'Arabie saoudite paraissant déterminée à accroître sa production.

Pages 15 et 20

Le grand prédateur et les otages

par Jacques Amalric

Saddam Hussein impose à la communauté internationale le premier vrai test de sa détermination à construire un ordre nouveau pour remplacer celui de la guerre froide, de la rivalité et de la dissuasion Est-Ouest. Il faudrait être aveugle pour ne pas mesurer l'ampleur du défi tant l'expansionnisme de Bagdad a chargé la barque : annexion pure et simple du Koweït, dans la grande tradition des Mussolini et autres Hitler ; tentative de renversement d'alliance à l'égard de Téhéran, l'ennemi héréditaire, un peu à la manière de Hitler et Staline ; efforts multiples pour transformer un acte de rapine en jour en une croisade anti-Israélienne, le lendemain en un affrontement Nord-Sud, le tout pour déstabiliser plusieurs pays de la région, grâce à des arguments populistes et égalitaires qui feraient pour un peu oublier que si l'Irak, deuxième producteur mondial de pétrole, est un pays pauvre, ce n'est que par la

faute de la passion guerrière de son chef ; promesse d'avoir recours aux armes chimiques et enfin prise en otage de milliers d'Occidentaux dont on proclame haut et fort qu'ils seront les premières victimes d'un éventuel conflit.

La plupart des nations ont condamné le kidnapping du Koweït et se sont ralliées au principe de sévères sanctions contre l'Irak. Les motivations de la mise de Bagdad au ban de l'humanité ont été sans doute variées même si le souci de ne pas voir grimper le prix du baril de pétrole a primé, y compris chez bon nombre de dirigeants du tiers-monde dépourvus de ressources énergétiques. Parmi les autres raisons, citons le refus de voir apparaître sur les ruines de l'ordre ancien des dictateurs régionaux libres de remettre en cause les frontières issues de la colonisation et de pratiquer, sous prétexte d'anti-impérialisme, un colonialisme aussi bien politique qu'économique.

Lire la suite page 6

L'inquiétude derrière le consensus

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Avec la démonstration de force, viennent aussi les questions. Elles ont commencé à être posées ce week-end par la presse et certains congressistes et tournent autour d'un seul thème : quelles sont les véritables intentions du président George Bush dans la crise du Golfe ?

Jusqu'à présent, le soutien a paru unanime. La détermination du président n'a suscité que louanges. Il faut aller à l'extrême droite pour trouver quelques voix « isolationnistes » et critiques du déploiement militaire en cours. A l'opinion d'images télévisées, l'Amérique regarde ses boys partir pour le front, sinon pour la guerre, apparemment sans trop bien savoir ce que veut le président, mais en lui faisant confiance.

Le spectacle est permanent de marines faisant leur paquebot, de marines embrassant femmes et enfants avant de monter à bord d'un des bâtiments de l'armada, de marines pendant le voyage et de

marines à l'arrivée sur des bases en Arabie saoudite que les journalistes n'ont pas le droit de nommer. La télévision donne les numéros de téléphone des permanences chargées de relayer les messages des familles des soldats : « Dad, tu es parti en emmenant le carnet de chèques... »

Un groupe pop a écrit une chanson : « Les Yankees arrivent ». Une boutique de Washington vend un t-shirt à l'inscription douteuse : « Phobies irakiennes ? Rien qu'un petit raid ne saurait soigner ». Le président n'a encore signé aucun appel à la mobilisation des réservistes - sauf pour une quarantaine d'équipages de l'aviation civile - mais les pères de famille interrogés annoncent qu'ils partiront sans hésiter.

Derrière cette façade de confiance et de solide consensus, se cache une certaine inquiétude et pas mal de confusion dans la perception des objectifs de l'opération. L'impression dominante est que plus elle durera et moins sera assuré le soutien du président par l'opinion.

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 6

Un article du secrétaire général de la CFDT

Sortir de la somnolence démocratique

par Jean Kaspas

En 1989, nous fêtons le bicentenaire de la Révolution française. Cela fait deux siècles que notre pays, à travers bien des conflits, des crises et des drames a donné corps à l'idée démocratique. Les partis politiques mais aussi le syndicalisme y ont pris leur part.

Pourtant aujourd'hui la démocratie dans notre pays semble essouffée comme si elle ne constituait plus la grande ambition, comme si notre démocratie n'avait plus d'espaces à conquérir. La situation est inquiétante. Regardons les faits.

Le débat politique, malgré la qualité de la majorité des hommes et des femmes qui s'y consacrent, se cantonne trop souvent à des questions ou à des débats sans lien avec les interrogations, les angoisses et les attentes de la majorité des

citoyens. Le débat d'idées a du mal à se développer en dehors des anathèmes traditionnels qui n'intéressent plus que ceux qui les professent. Le court terme l'emporte souvent sur la recherche de perspectives qui éclaireraient l'avenir.

Le mouvement syndical lui-même a du mal à sortir des sentiers battus. Comme le disent fort justement Daniel Labbé et Frédéric Périn dans leur récent ouvrage « Que reste-t-il de Billancourt ? », « le syndicalisme structure de moins en moins le monde de l'entreprise, tout se met en place dans des arrangements où il est absent ». Les organisations syndicales restent installées dans leurs tranchées creusées par l'histoire, tandis qu'autour d'elles tombent tant de murs que l'on croyait immuables. Alors que la démocratie prône la participation de tous et le choix du plus grand

nombre dans les orientations politiques, économiques, sociales, tout se déroule à présent dans une passivité grandissante.

Le désintérêt pour la chose publique se manifeste par un abstentionnisme croissant et une désaffection persistante pour les formes traditionnelles d'organisations militantes.

Lire la suite page 17

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Pauvres dans les pays riches
riches dans les pays pauvres
Italie : Termini, terminus du rêve
La chronique de Paul Fabra :
La troisième voie du capitalisme
pages 13 et 14

SORTIE LE 22 AOÛT

PHILIPPE NOIRET ROBIN RENUCCI

FAUX ET USAGE DE FAUX

UN FILM DE LAURENT HEYNE-MANN

DIALOGUE JEAN-MARC ROBERTS

M 0147 - 821 0 - 5,00 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 2,20 SCH ; Belgique, 32 FB ; Canada, 2,26 \$ CAN ; Danemark, 12 KR ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 F. ; Norvège, 13 KRW ; Pays-Bas, 2,50 F. ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F. CFA ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (other), 2 \$

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux



Paul Verlaine
au café,
quelques
semaines
avant sa mort.

vices, soulignent que l'alcoolisme est le premier responsable de la phthisie, qu'il aggrave la surmortalité dans un pays déjà menacé d'une « ruine de l'espèce » par le malthusianisme, multiplie suicides, accidents et impuissances sexuelles : en 1895, le docteur Legrain ramasse leur sombre argumentaire dans *Dégénérescence sociale et alcoolisme*. Magistrats et policiers rapportent de leur côté l'alarmante progression des crimes et des délits perpétrés sous l'empire de la boisson. Les militaires, pour- tant grands pourvoyeurs de « cosso- lantes » à la caserne ou en campagne, font mine de surcroire et rappellent que l'arme ne devra pas trembler au bras du défenseur de la Patrie. Les socialistes du POF de Jules Guesde eux-mêmes exposent que l'alcool, opium du pauvre, anesthésie la contestation sociale et devient « le meilleur gendarme du Capital ».

L'initiative privée a tenté de popula- riser la plupart de ces thèmes dans les milieux les plus atteints. La vieille Société française de tempérance, trop élitiste, s'essouffait, mais le docteur Legrain a lancé en 1891 une dynamique Union française anti-alcoolique qui compte bientôt 40 000 membres. En 1899, un premier Congrès international à Paris marque l'apogée de cette croi-

ses ravages chroniques. Et la syphilis prospère, avec ses néfastes traitements au mercure ou à l'iode, malgré une meilleure surveillance des filles publi- ques. La lutte prophylactique générali- sée n'étant guère engagée avant 1901, la voici installée à l'épicentre des angoisses. Elle devient donc d'un coup mal absolu, moteur latente du drame bourgeois, remède populaire et bastion de toutes les familles, avec une fixation particulière sur sa propagation chez les innocents. Les *Annales d'hygiène publi- que et de médecine légale* s'empressent de dissertations sur les atteintes du bébé par la nourrice, ou sur la transmission du trépan dans les salons de coiffure ou les bureaux de poste, les banes de communion des églises ou les sièges des lavabos.

M AIS elle effraie surtout parce qu'elle est pro- messe assurée de dégéné- rescence, rappelée par les travaux du docteur Fournier, puisqu'elle frappe les femmes de stérilité, augmente les risques d'avortement, multiplie rachitiques ou monstres, et qu'elle sévit surtout chez les jeunes sujets sains des deux sexes. Alors qu'elle cause moins de 3 % des décès (mais 7 % dans l'enfance), elle a « volé » tout l'imaginaire social. En 1900, dans les *Mancenilliers*, atroce étude clinique d'André Couvreur, elle est comparée au mancennillier, l'arbre mortel pour ceux qui s'endorment sous son ombre.

Toutes ces peurs appellent les secours d'une police des mœurs et d'une hygiène

26. Dégénérescence et bains-douches

La France est une éponge. Plus de 400 000 bistrotiers l'abreuvent d'absinthe, de petit blanc ou de Noilly. Les aliénistes fustigent les alcooliques qui encombreront leurs services. Mais l'éthylisme n'est pas le seul fléau. La tuberculose et la syphilis rôdent.

« **L** E travail est la plaie des classes qui boivent », avait rappelé joliment Bernard Shaw. Il n'empêche : c'est sans émotion économique particulière que le Conseil supérieur de l'instruction publique renforce, en 1897, le programme scolaire dénonçant les ravages de l'alcool, que Poincaré avait lancé en 1895. Mais si ses causes profondes sont négligées, la lutte contre le fléau est engagée sans merci. A tous les niveaux de l'enseignement, et surtout à l'école primaire, les maîtres vont installer leurs élèves étonnés devant des planches anatomiques où le foie cirrhotique vire au brun excrémental, où le cerveau imbibé se recroqueville, misérable truffe promise au délirium.

Puis ils feront circuler ces images désolantes de la femme gémant son poivrot devant l'assommoir et le recon- duisant, titubant, jusqu'au logis, où il jouera du tisonnier sur les petits avant de sombrer dans le sommeil de la brute. L'argent gaspillé, le foyer déserté, bientôt les dettes, le désespoir, la brutalité, puis le crime ou le cabanon : aucune étape du cycle fatal ne sera épargnée. Chaque matin une maxime calli- graphiée ornera le tableau noir : « La porte du cabaret conduit à l'hôpital », ou « Le cabaret est un abattoir d'hommes ». Dictées, calcul, narrations, méditations sur des faits divers funèbres soutien- dront en outre l'attention tout au long de l'année. L'école part en guerre contre le plus redoutable signe d'une dégéné- rescence de la race.

La France, il est vrai, est une énorme éponge. Les publicités pour les quinquina- nas roboratifs et le *Dictionnaire popu- laire de médecine usuelle* soutiennent que « les boissons alcooliques excitent

l'appétit, stimulent le système nerveux, raniment l'énergie des fonctions vitales et sont utiles à toutes les classes de la société, autant à l'ouvrier qui fatigue qu'au convalescent qui se rétablit, autant à l'enfant qui se développe qu'au vieil- lard qui tombe dans la décrépitude ». Pasteur lui-même avait déclaré que le vin était « la plus saine et la plus hygié- nique des boissons », jamais ne parut meilleur ce pinard français qui relevait l'âme de la nation défaite en 1870. Tant et si bien que, sans compter d'innom- brables buvettes mobiles, tripots d'ar- rière-cour, cantines, « celliers ouverts », crémeries et kiosques qui débitaient aussi du « gros qui tache » et doubaient sans doute les chiffres officiels, on recensait en 1886 plus de 400 000 débits de boissons patentés et 470 000 vers 1900, soit la proportion respectable d'un établissement pour 54 adultes.

La consommation a changé de nature. Aux ivresses passagères et publiques des jours de fête et de paye, aux bitures mélancoliques des essouffés, s'ajoutent désormais la griserie systématique et ostentatoire, l'imprégnation industrielle et quotidienne par la « consolante », dit-on significativement en argot du temps. Le petit monde urbain des employés, des commerçants et même des ouvriers à l'aise a basculé dans l'« apéritisme » pour le grand bonheur de Noilly, de Cusenier et surtout de la « verte » Terminus ou La Penle (la seule production d'absinthe décente de 1880 à 1900). En outre, « il est peu de per- sonnes qui après chaque repas ne pren- nent pas un petit verre de liqueur », explique le *Dictionnaire populaire* tou- jours optimiste, quitte à poursuivre, il va de soi, avec le « tout ensemble », ce café arrosé consommé parfois dès l'aube, délice nouveau des femmes et même des enfants qui prennent de forts « canards », qu'on retrouve, toujours sous des noms affectueux, « bistouille, postillon, rincette, gloria » ou « champo- reaux ».

Partout en ville, à toute heure, l'in- dustrie coule à ras bords, « rouges » de luxe bien sucrés, « petits blancs » chargés à l'œuf, malagés extraits des noyaux de pruneaux, « trois-six » à la mélasse, ver- muths et bitters puant le cuivre, tous les produits d'une habile chimie qui di- mine le « mauvais goût de tête » ou « de queue » pour offrir de « l'alcool de cœur ». Dans les campagnes, un bon mil- lion de bouilleurs de cru « brûlent » sans désemparer et fournissent un solide approvisionnement, familial et supposé plus proche de la nature, en jus, lies, « casse-pattes », « tord-boyaux » ou marcs « rectifiés ».

T OUS ces « esprits de soleil » et autres « eaux de braves » sont allègrement enfilés : 4,37 litres d'alcools taxés par habitant en 1890, plus de 6 litres en 1900. Les villes boivent dans l'ensemble bien plus que les campagnes, les pays producteurs de vigne sont plus sobres que les bocages ou les limons. Mais c'est toute la France septentrionale

qui trinque le plus haut avec, en écharpe de Brest à Lille, des records absolus pour l'Ouest, le Bassin parisien et le Nord : de 16 à 21 litres à la fin du siècle dans la Somme, l'Oise, le Calvados puis la Seine-Inférieure, et même 33 litres dans la Manche contre 4 dans l'Hérault ! A ces sensations fortes des heures de pointe s'ajoute la lubrification quoti- dienne : 234 litres de vin coulant par tête pour la seule année 1900 dans les banlieues ouvrières de Paris, mais 164 à Nantes et moins de 100 dans le Midi, ingurgités en toute innocence et souvent en sain défi face aux autres boissons fre- latées (« Je suis pour le vin contre l'absinthe, comme pour la tradition contre la révolution », affirme un spécialiste, Léon Daudet, le dénonciateur du *Stupide XIX^e siècle*).

En clair : l'alcool sous toutes ses formes est consommé à table comme au café ; on en apprend l'usage à l'armée et au travail, dans l'intimité familiale comme dans les sociabilités de quartier ; les hommes entraînent femmes et enfants, les anciens forment les jeunes. Etudiant dans sa thèse les paysans de la Normandie orientale, Jules Sion observe : « A tous les âges la morbidité est aggravée par l'alcoolisme. [...] Aux enfants, on trempe souvent la soupe à

sade aux effets, semble-t-il, assez limi- tés. Si bien qu'il revient à l'Etat de ren- forcer les lignes et d'officialiser le cri d'alarme. Il intervient fort peu, par une législation sur les bouilleurs de cru ou sur la répression de l'ivresse publique, que maires et préfets hésitent à appli- quer, et investit, on l'a vu, le meilleur des forces sur la génération à venir, par le canal de l'école.

La massivité de l'alcoolisme margi- nalise toute dénonciation des méfaits des autres drogues, dont on postule un peu vite que l'usage serait réservé, entre autres vices inavouables, aux aristo- crates fin de race, aux bourgeois à bout de souffle et aux artistes décadents. Tous ceux-ci, déjà fort imprégnés du nervosisme fin de siècle, sacrifient donc à Cécrot pratiquement sans ombre, astiquent leurs seringues de Pravaz et hantent les fumeries, passant de la mor- phine, « noire idole » ou « fée grise », à l'éther, puis, vers 1900, à l'opium plus exotique. Par contre, l'énergie mobilisée face à l'alcool se démultiplie sur le front, tout aussi menacé, des maladies. La révolution pastorienne a permis de mieux repérer l'ennemi et, par chance, un vieux ravageur comme le choléra frappe pour la dernière fois en 1893. Mais le Mal prolifère au plus intime de

drastique. Maladies morbides, folie (le nombre des internés passe de 75 000 à 90 000 de 1891 à 1901), hystéries exhi- bées à la Salpêtrière, drogues et alcools : autant de symptômes du désordre intime de la société, autant de pro- messes physiques de décadence. Crimi- nologues et médecins légals, qui tiennent des bosses suspectes sur les crânes des assassins et qui trient leurs fiches anthropométriques avec le docteur Ber- tillon, ont déjà tiré la conclusion de leur recherche du chromosome fatal ou de la morphopsychologie douteuse : la mala- die, l'hérédité, l'épuisement de la race ont à voir avec le crime. Le docteur Lacaze défend cette thèse dans la trop française dans les congrès internatio- naux, contre l'anthropologiste italien Lombroso. « Le criminel, a-t-il dit dès 1885, est un microbe qui ne pullule que dans un certain milieu ». Ainsi est bou- clé le cercle de la déliquescence collec- tive.

Que faire désormais, et qui croire ? Malgré tant d'inquiétudes et de délires, une des réponses les moins inadaptées, raisonnée et rafraîchissante, fut le culte tout neuf de l'hygiène publique et privée auquel ces années-là sacrifient si volon- tiers. Pour chasser les miasmes et les microbes, pour guérir un corps social qui divague dans son malheur, la fin de siècle inventa donc aussi les bains- douches municipaux et l'eau à tous les étages.

Prochain épisode
Le triomphe
de M. Perrichon

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean- Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

• Lundi 20 août : Dégénérescence et

bains-douches.

• Mardi 21 août : Le triomphe de

M. Perrichon.

Pour en savoir plus

► *Liberté, égalité, propriété. La morale de l'hygiène au XIX^e siècle*, de Julia Csargo, Albin Michel, 1988.
► *Médecins et assassins à la Belle Époque*, de Pierre Darmon, Le Seuil, 1989.
► *Murders and Madness. Medicine, Law and Society in the Fin de siècle*, de Ruth Harris, Clarendon Press, Oxford, 1989.
► *Archives du corps. La santé au XIX^e siècle*, de Jacques Léonard, Ouest-France, 1986.
► *La Belle Époque de l'opium*, d'Ar- nould de Liedekerke, Ed. de la Diffé- rence, 1984.
► *L'Histoire des feubourgs*, Lion Murard et Patrick Zylberman dir., Recherches, 1978.

Le culte
de la propreté
se développe
jusque
dans les asiles
municipaux.



l'eau-de-vie dès 3 ou 4 ans. » Et Clemen- ceau de s'interroger en 1895 dans le *Grand Pan* : « Est-il donc étonnant, quand l'organisme vient à faiblir, que l'homme dépit, inquiet du lendemain, veuille d'abord pourvoir au plus pressé en pliant au service exigé la bête résistante ? Il prend les mains pour saisir le remède. Il trouve le poison. » Puis Zola de conclure, dans *Fécondité*, en 1899 : « Un souffle d'alcool sortait des restaurants et des cafés, émasculait les hommes, détra- quait les femmes, empoisonnait l'enfant dans l'œuf ».

Des alcools médiocres, consommés en plus grande quantité et dans une ému- lation sociale plus que douteuse : ce constat, étayé par des statistiques fébriles, met en émoi tous ceux qui pen- sent à l'avenir de la race. Médecins et aliénistes décrivent par le menu le sort des épaves qui surchargent leurs ser-

هكذا من زيل

ÉTRANGER

La crise du Golfe et les menaces sur les ressortissants étrangers retenus en otage

Bagdad souffle le chaud et le froid pour tenter d'ébranler la cohésion des pays occidentaux

L'Irak a soufflé dimanche 19 août le chaud et le froid pour s'efforcer d'ébranler la cohésion des pays occidentaux dans leur fermeté à l'encontre de Bagdad. Les autorités irakiennes ont commencé par provoquer l'émotion, dimanche matin 19 août, en sommant les ressortissants étrangers au Koweït de se regrouper dans trois hôtels, passant outre à une injonction du Conseil de sécurité exigeant d'elles d'autoriser, voire de faciliter le départ des nationaux retenus en Irak et au Koweït.

Le soir, après que le président Saddam Hussein ait confirmé que les ressortissants étrangers servaient de bouclier pour dissuader les Américains d'intervenir, l'Irak a annoncé « comme preuve de sa bonne volonté » qu'un certain nombre de ressortissants d'Australie, de Suède, de Suisse, de Finlande et du Portugal seraient autorisés à quitter l'Irak, « les pays dont ils dépendent n'ayant pas envoyé de forces ni d'équipements dans la région ».

Bagdad a ajouté que la situation des autres ressortissants de ces pays sera examinée en fonction de l'attitude que ces pays adopteront à l'égard du blocus alimentaire décrété contre l'Irak.

Dans sa lettre ouverte aux familles des personnes retenues en Irak et au Koweït, le président Saddam Hussein a

posé des conditions extrêmement dures à la libération des milliers d'otages occidentaux. La première exige un engagement des États-Unis de retirer leurs forces de la région, sous les auspices du Conseil de sécurité et dans un délai n'excédant pas le temps que ces forces ont mis pour se déployer.

La seconde réclame au président des États-Unis un engagement par écrit « clair et sans équivoque » de retirer ses forces, et celles de ses alliés, des terres arabes et des lieux saints musulmans ; de ne pas attaquer l'Irak et de lever l'embargo qui lui est imposé.

Ces propositions ne représentent aucune concession sur le fond, si ce n'est un engagement de l'Irak à ne pas attaquer l'Arabie saoudite. Quant au problème fondamental de l'occupation et de l'annexion du Koweït, le président irakien le renvoie astucieusement aux instances arabes — au même titre que celui du Sahara occidental, qui oppose longtemps l'Algérie et le Maroc, et la question de « l'occupation syrienne au Liban », — sachant la Ligue arabe paralysée par ses contradictions. Il a d'ailleurs rappelé longuement que le Koweït a fait, à certaines périodes de l'histoire, partie intégrante de l'Irak, en qualifiant une nouvelle fois l'émir du Koweït de « Crépus ».

La Maison Blanche, par la voix de son porte-parole, M. Martin Fitzwater, a donc rejeté avec célérité la dernière initiative du président irakien. « Il semble que nous avons depuis quelques jours une leçon quotidienne sur le ridicule de la part de l'Irak », a-t-il déclaré.



dimanche à bord de l'avion présidentiel ramenant à Washington M. George Bush de Kennebunkport, où il se trouvait en vacances.

Quelques heures plus tôt, un porte-parole de la présidence, M. Doug Davidson, avait indiqué que les États-Unis maintenaient leur position selon laquelle l'Irak doit se retirer « totalement, immédiatement et sans condition » du Koweït. La nouvelle initiative de Saddam Hussein « n'a vraiment pas beaucoup à voir avec nos objectifs ».

quitté le Koweït », a poursuivi M. Fitzwater qui a estimé que cette initiative n'améliorait pas les perspectives de trouver une solution à la crise du Golfe.

A Londres, dans la soirée, le Foreign Office a rejeté à son tour les propositions du président Saddam Hussein en indiquant que « cela ne représentait aucun véritable progrès ». Le Foreign Office avait auparavant annoncé que les ressortissants étrangers rassemblés dans les hôtels de Koweït City seront transférés dans des « installations sûres » au Koweït et en Irak, telles que des bases militaires, et que les personnes qui ne s'exécuteront pas seront recon-

chées. Toute la journée de dimanche, via le service international de la BBC, le Foreign Office a conseillé aux Britanniques de « rester chez eux et de garder un profil bas ».

Il a cependant demandé « à tous ceux que les autorités irakiennes tentent de déplacer de force de s'offrir aucune résistance ».

Trente-cinq Américains réfugiés à l'ambassade

Selon la chaîne américaine CBS, des Américains ont commencé à être dispersés dans au moins quatre installations stratégiques en Irak, dont des usines chimiques. L'envoyé spécial de la chaîne à Bagdad, Dan Rather, a également indiqué qu'un groupe de trente-cinq Américains avaient trouvé refuge dans des locaux diplomatiques dépendant de l'ambassade des États-Unis à Bagdad.

Selon Dan Rather, dont les informations n'ont pas été confirmées par le département d'État ou la Maison Blanche, les ressortissants américains ont été répartis dans au moins quatre usines produisant des armes chimiques, des produits chimiques et de l'acide sulfurique : Al Qaim (près de la Syrie), Al Iskandariyah (sud de Bagdad) et Baqi (au nord de Bagdad), notamment.

Huit autres Américains qui se trouvaient à Mossoul (nord de l'Irak), l'un des plus importants centres de production pétrolière, ont également reçu l'ordre de rester où ils se trouvaient pour protéger ces installations qui se trou-

vent près des frontières turque et syrienne. Interrogé sur la chaîne ABC, le secrétaire américain, M. Richard Cheney, a indiqué que les États-Unis comptaient pour le moment sur les efforts diplomatiques pour obtenir la libération des otages (que la Maison Blanche continue de refuser d'appeler ainsi, bien que le mot ait été utilisé par des parlementaires et des diplomates américains).

En fait, indique-t-on dans les milieux militaires, le nombre même des personnes retenues rend une opération de secours pratiquement impossible, surtout si elles sont dispersées à travers le pays. En outre, les effectifs américains arrivés sur place, dont la puissance de feu est fondée surtout sur celle de l'aviation, seraient sans doute insuffisants.

Samedi, l'Irak avait averti que les étrangers, notamment les enfants, souffriraient, au même titre que les Irakiens, de la pénurie alimentaire provoquée par les mesures de boycottage économique. Pour Bagdad, le blocus du pays constitue un « acte de guerre » et les pénuries alimentaires qui s'ensuivraient seraient aussi ressenties par des ressortissants étrangers, nouveau-nés y compris.

« Déclarer aux Irakiens vivants et mûrissants est un acte de guerre », a déclaré le ministre irakien du travail et des affaires sociales, ajoutant que la meilleure solution était de mettre fin à l'embargo. (AFP, AP, Reuters)

Le Conseil de sécurité pourrait prendre des mesures militaires

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir lundi 20 août dans la soirée pour envisager des mesures militaires qui prendraient la forme d'un blocus naval de l'Irak.

NATIONS UNIES

correspondance

Les cinq membres permanents avaient enlaidé dimanche après-midi des consultations au siège de la mission française. Selon des informations recueillies à l'ONU dans la soirée, Américains et Britanniques s'efforcent de convaincre l'URSS d'accepter ce blocus. Si Washington, Londres et Paris étaient d'accord pour prendre de telles mesures, Moscou et Pékin — jusqu'à présent opposés à une action unilatérale qui ne serait pas sous le couvert de l'organisation — pourraient ne pas exercer leur droit de veto.

Les quinze membres du Conseil s'étaient réunis dans la nuit de samedi à dimanche pour menacer l'Irak d'une éventuelle action militaire si Bagdad n'acceptait pas de libérer « immédiatement » les ressortissants étrangers qu'il détient.

La résolution 664 adoptée à l'unanimité se réfère au chapitre VII de la charte de l'ONU, qui permet au Conseil d'utiliser la force pour faire appliquer ses décisions. S'agissant « vivement de la sécurité et du bien-être des nationaux des pays tiers », elle « exige » que Bagdad « autorise et facilite » leur départ immédiat de l'Irak et du Koweït.

« Dégout et horreur »

Elle réclame aussi que les agents consulaires dont relèvent ces nationaux puissent garder le contact avec eux et demande que l'Irak ne prenne aucune mesure de nature à « compromettre la sûreté, la sécurité et la santé » des étrangers. Le texte réaffirme que l'annexion de l'émirat par l'Irak est « nulle et non avenue » et exige une fois de plus que Bagdad « rapporte les décrets par lesquels il a imposé la fermeture des missions diplomatiques et consulaires au Koweït ».

A la demande de l'Italie — qui préside actuellement la Communauté européenne — le secrétaire général de l'ONU, qui se trouve en voyage en Amérique latine, a dépêché deux diplomates de haut niveau à Bagdad. MM. Virendra Dayal, chef de cabinet de M. Perez de Cuellar, et Kofi Annan, contrôleur de l'ONU, étaient attendus lundi dans la capitale irakienne.

La réunion de samedi est considérée comme l'avertissement le plus ferme à l'égard de M. Saddam Hussein. Bien que Washington évite tou-

jours d'utiliser le terme de « otages », l'ambassadeur américain aux Nations unies, M. Pickering, a, pour la première fois, eu recours à ce mot tabou, déclarant qu'« il est évident que Bagdad a l'intention de garder tous les étrangers comme otages ». Pendant le débat, le délégué du Yémen, seul membre arabe du Conseil, a invité toutes les parties concernées à la « modération ». Il a demandé au Conseil de lever les sanctions contre l'Irak et le Koweït en ce qui concerne les produits alimentaires.

Parlant après le vote, M. Pickering a exprimé « dégoût et horreur » devant les menaces irakiennes contre les étrangers, ajoutant que « M. Saddam Hussein a choisi les nouveaux-nés et les vieillards pour les priver de nourriture ». Il a affirmé qu'il fallait « répondre de la manière la plus ferme à ce régime ».

Le représentant chinois, tout en exprimant sa « sympathie » pour le sort des otages, a émis des « réserves » sur « le recours à la force des grandes puissances [qui] n'est pas favorable à la paix ». L'ambassadeur soviétique, tout en faisant part, lui aussi, de ses « réserves », a déclaré que son pays serait prêt à participer à une action « exclusive » sous le couvert de la charte.

M. Pierre-Louis Blanc, ambassadeur de France à l'ONU, a déclaré que la seule réponse de Bagdad aux déclarations de Paris pour permettre aux citoyens français de quitter le Koweït et l'Irak avait été une « succession de déclarations annonçant des mesures de plus en plus draconniennes ». Le Conseil, a-t-il ajouté, pourrait adopter « des mesures d'application plus contraignantes » si l'Irak ne respectait pas ses résolutions.

Quant au représentant de l'Irak, il a accusé Washington et Londres d'avoir « imposé leur interprétation de la Charte » et de s'être érigés en « gardiens et policiers » de la région. « Nous sommes au bord de la guerre », a-t-il déclaré avant de se montrer menaçant : « Dans ces conditions, nous utiliserons tous les moyens à notre disposition pour nous défendre ».

La question de la rupture des relations diplomatiques avec l'Irak a été « délibérément écartée », afin de laisser ouvert un ultime moyen de communication avec Bagdad, a-t-on appris de bonne source. Un autre problème est resté « délibérément » dans le vague : celui de l'application des sanctions sur les produits alimentaires et les médicaments. « C'est une question d'appréciation », dit-on à l'ONU ajoutant que, pour le moment, Bagdad dispose de trois mois de réserves.

AFSANE BASSIR POUR

La lettre ouverte du président irakien aux familles

« Moi aussi, je souffre avec vous... »

Voici les principaux extraits de la lettre ouverte du président Saddam Hussein aux familles des étrangers retenus en Irak et au Koweït, diffusée en arabe, dimanche soir 19 août, par la radio et la télévision irakiennes :

« Mesdames, messieurs, chers enfants, je sais que vous souffrez parce qu'il n'est pas permis à vos parents de quitter l'Irak et, moi aussi, je souffre avec vous. Je suis certain que le président et les membres de l'Assemblée nationale souffrent également, comme tous les Irakiens et Arabes (...).

« Vous savez que l'Irak sort d'une guerre avec l'Iran qui a duré huit ans. Vous savez également que cette guerre mettait aux prises deux pays pétroliers sur les champs de pétrole du Golfe. Il se trouve que les troupes irakiennes ont pénétré en Iran et que les troupes iraniennes ont pénétré en Irak. Pourquoi l'Amérique, la Grande-Bretagne et d'autres ne sont-ils pas intervenus pour y mettre fin, et pourquoi n'ont-ils pas menacé ceux qui ne se pliaient pas aux résolutions du Conseil de sécurité à l'époque ? Ils ne l'ont pas fait parce qu'ils contribuaient à l'attiser (la guerre) et parce que, eux et leurs alliés arrière comme le Crépus de Koweït et ses collaborateurs, voulaient la voir se poursuivre.

« Pourquoi le président des États-Unis et le premier ministre de Grande-Bretagne veulent-ils affamer le peuple irakien jusqu'à la mort ? A bas tout cela. Qu'a fait le peuple irakien sinon de s'unir et de réunir les familles que le temps avait divisées entre l'Irak et le Koweït, de se défendre et d'aider à renverser le chéikh arriéré du Koweït qui ne s'intéressait qu'à amasser argent et femmes ?

« L'Assemblée nationale de notre pays, conformément à ses obligations constitutionnelles et humanitaires, cherche un moyen d'éviter la catastrophe. L'un des moyens dont elle est convenue avec les autres responsables est d'empêcher les étrangers de quitter l'Irak, particulièrement ceux dont les gouvernements ont adopté une attitude hostile à l'égard de l'Irak et participé à des préparatifs pour une agression et un boycottage économique. Ce sera l'un des moyens d'ouvrir la voie à un dialogue approfondi avec les peuples de ces pays, leurs représentants et administrations afin de trouver une solution pacifique et éviter une catastrophe pour la région et l'humanité tout entière. De toute façon, leur présence aux côtés de familles irakiennes comme cibles vivantes pourra peut-être

empêcher une « agression militaire (...). Éviter la mort et la famine résultant de la politique américaine « contre l'Irak » en empêchant des personnes de voyager bénéficie à l'humanité en général.

« Afin de donner à toutes les parties l'occasion de réaliser la paix, de démasquer ceux qui veulent la guerre et la destruction, et d'assurer la liberté à tous, nous prenons l'initiative suivante :

« Premièrement, que le Conseil de sécurité garantisse, avec l'accord des États-Unis, que l'Irakique restera ses forces de la région dans un délai au moins aussi court que celui de leur déploiement dans la région, et que le Conseil de sécurité s'engage auprès de l'Arabie saoudite à s'opposer militairement à l'Irak, aux côtés de ceux qui accepteraient la résolution, si l'Irak tentait d'attaquer l'Arabie saoudite. Dans le même temps, l'Irak et l'Arabie saoudite garantiraient qu'aucun des deux n'attaquerait l'autre ou ne s'en prendrait à ses intérêts.

« Deuxièmement, ou bien que le Conseil de sécurité s'engage à toute la région conformément aux principes généraux de notre initiative. Et que les forces étrangères se retirent des lieux saints dans le Hedjaz et le Nedjd. Nous considérons cette option comme étant celle qui permettrait une paix totale et complète et une stabilité certaine pour cette région du monde.

« Troisièmement, si la clause une ou deux est appliquée, alors les étrangers seraient immédiatement autorisés à voyager où ils le souhaitent et en toute liberté.

« Quatrièmement, s'il n'est pas possible d'appliquer les clauses ci-dessus, il suffirait, en ce qui nous concerne, que le président des États-Unis s'engage clairement, publiquement et sans ambiguïté à retirer ses troupes et les troupes de ses alliés de la terre arabe et des lieux saints des musulmans au moins aussi rapidement qu'elles se sont déployées, et qu'il garantisse qu'il n'usera pas de la force contre l'Irak, annonce qu'il respecte la loi internationale et ne la violera pas, lève le blocus de l'Irak sans délai et totalement, et traite l'Irak sur la base d'un respect mutuel où chacun respecte les intérêts de l'autre.

« Cinquièmement, concernant la question du Koweït, les Arabes la traiteraient comme un problème arabe, comme cela a été le cas pour tous les autres problèmes de même ordre, comme la question du Sahara occidental entre le Maroc et les parties prenantes dans ce différend, comme l'occupation syrienne du Liban et d'autres problèmes. » (Reuters)

Sans précédent depuis quarante ans

GENÈVE

de notre correspondante

Être ressortissant d'une nation ennemie ou réputée telle — ce qui est le cas dans l'actuelle crise du Golfe — dans un pays en proie à un conflit ou occupé à toujours être une situation périlleuse, surtout dans la situation d'otage.

La prise d'otages est bien sûr prohibée par la 4^e convention de Genève, en date du 12 août 1949, relative à la protection des populations civiles en temps de guerre.

L'article 4 précise que « sont protégées par la convention les personnes qui, à un moment quelconque et de quelque manière que ce soit, se trouvent, en cas de conflit ou d'occupation, au pouvoir d'une partie en conflit ou d'une puissance occupée dont elles ne sont pas ressortissantes ». En outre, l'article 28 de cette convention stipule qu'« aucune personne protégée ne pourra être utilisée pour mettre par sa présence certains points ou certaines régions à l'abri des opérations militaires ». L'Irak a signé et ratifié la 4^e convention.

Avant 1949, les belligérants ou les forces d'occupation pouvaient, sans différer le droit international, utiliser les étrangers comme monnaie d'échange ou comme « matériel de protection ». C'est ainsi que, durant la guerre de 1914-1918, tous les étrangers se trouvant sur le territoire des parties au conflit furent généralement internés et l'on procéda parfois à des échanges de civils entre États qui se battaient. Il y eut aussi des cas de civils arrêtés et détenus en otages : ainsi, des ressortissants belges, déportés pour travailler en Allemagne, furent mis sur les toits des trains militaires pour y servir de « boucliers », ce qui souleva des protestations un peu partout dans le monde. Les alliés n'ont pas hésité pour leur part à utiliser les civils de puissances ennemies à bord de navires hôpitaux afin d'éviter le risque de les voir couler par des sous-marins allemands.

Pendant la deuxième guerre mondiale, les ressortissants de pays ennemis ont été internés. Quand ils étaient assimilés à des prisonniers de guerre, ils pouvaient bénéficier de l'assistance de la Croix-Rouge ou de celle de pays neutres. Il y eut des situations plus insolites, comme celle de l'internement en Afrique du Sud de civils finlandais ou l'arrestation en Égypte d'Italiens qui y étaient établis depuis des générations, le plus souvent dans l'épicerie.

La plupart de ces civils n'ont pas

été maltraités, vraisemblablement parce que le principe de réciprocité a pesé d'un poids suffisant, ce qui n'a pas été le cas des juifs, des Tziganes et des populations des pays annexés par le III^e Reich qui ne jouissaient d'aucune sorte de protection.

Mais depuis l'entrée en vigueur de la 4^e convention de Genève, les civils étrangers n'ont jamais connu de situation comparable à celle qui prévaut actuellement en Irak.

La crise de Suez et le rôle de la Suisse

Pendant la crise de Suez (1956), la plupart des ressortissants français et britanniques qui résidaient en Égypte ont pu être rapidement rapatriés grâce à l'assistance de la Suisse, « puissance protectrice » chargée de défendre leurs intérêts. Mais les 55 000 apatrides, ou considérés comme tels par Le Caire, que comptait alors l'Égypte furent internés.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) eut la possibilité de les visiter et, au bout de deux ou trois ans dans certains cas, réussit à leur faire quitter le pays. Il s'agissait surtout de juifs européens ayant fui les persécutions nazies, mais aussi de juifs égyptiens déçus de leur nationalité par décision de Nasser. Le CICR a ainsi enregistré 7 090 départs à destination du Pirée. La plupart de ces émigrants ayant été dépossédés de leurs biens, il fut aidé financièrement dans sa tâche par des organismes juifs d'assistance. Au chiffre du CICR, il convient d'ajouter le nombre, difficile à préciser, de ceux qui, ayant conservé quelques ressources, parvinrent à partir par leurs propres moyens.

Pendant la guerre de six jours, l'armée israélienne ayant atteint le Jourdain, un certain nombre de ressortissants (entre autres des Irakiens) de pays sans relations diplomatiques avec Israël tombèrent sous son contrôle à Jérusalem est et en Cisjordanie. Tous ceux qui le souhaitaient purent partir.

An cours de la guerre du Bangladesh (1973), la tension avait été auparavant si grande que de nombreux civils pakistanais habitant l'Inde et d'indiens du Pakistan oriental s'étaient déjà rapatriés de leur propre chef. Il y eut cependant des internés de part et d'autre. En application de l'accord de New-Delhi, du 28 août 1973, les internés civils des deux pays en guerre furent rapatriés. Aucun autre étranger ne fut inquiété durant le conflit.

ISABELLE VICHNIAC

هكذا من الأصل

LA CRISE DU GOLFE

Intense activité diplomatique dans le monde arabe

Une intense activité diplomatique a eu lieu tout au long de cette fin de semaine autour de la crise du Golfe. De passage à Paris où il a été reçu par MM. Michel Rocard et Roland Dumas, le cheikh Sabah Al Ahmed Al Sabah, ministre koweïtite des affaires étrangères, s'est félicité d'avoir «trouvé toute compréhension» auprès du gouvernement français. Il a indiqué qu'il avait demandé à la France de lui fournir des pièces de rechange pour son matériel militaire (notamment les avions qui ont pu être évacués) et des munitions. Regrettant l'échec d'une solution arabe au conflit, il a estimé que celle-ci était désormais dépassée et que seule restait la solution militaire.

Le responsable koweïtite s'est ensuite rendu en Algérie, où il a rencontré le président Chadli à Oran, avant de s'envoler vers Tunis. Le chef de l'Etat algérien, qui se montre très actif dans la recherche d'une solution à la crise du Golfe, a également reçu le secrétaire aux relations extérieures de la Libye, le président soudanais, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, et un émissaire saoudien. Le numéro un du Yémen devrait lui aussi se rendre à Oran.

A Tunis, on indique de source informée que la Tunisie est en train de réviser sa position sur la crise et que, si elle milite toujours pour une solution arabe, elle insiste désormais sur la nécessité d'un retrait irakien du Koweït. Par ailleurs, l'OLP, dans un communiqué publié à Tunis, a demandé dimanche que l'on «parvienne à une solution sauvegardant la dignité et les droits de tous, non en faveur d'une partie au détriment de l'autre, et de manière à sauvegarder l'intégrité de l'Irak, du Koweït, de l'Arabie saoudite, du Golfe et de la région arabe tout entière».

En Israël, un soldat jordanien a été tué et un autre capturé dimanche matin par une patrouille militaire alors qu'ils s'insinuaient en Cisjordanie occupée, dans la vallée du Jourdain. Les deux hommes, armés et en uniforme, avaient franchi la frontière quand ils ont été interceptés. Le gouvernement israélien a déclaré une extrême vigilance la situation dans le Golfe et ses répercussions, a indiqué dimanche un communiqué officiel publié à l'issue du conseil des ministres.

Tandis que Jérusalem manifeste son inquiétude face à

la mise en état d'alerte de l'armée jordanienne, un officier des renseignements a estimé, dans le Jerusalem Post, que la guerre était désormais «inévitabile». De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. David Levy, a demandé la distribution «immédiate» de masques à gaz à la population. Par ailleurs, le ministre de l'habitat, M. Ariel Sharon, a entamé vendredi soir une «visite discrète» dans plusieurs pays européens.

Au Koweït, des réfugiés ayant fui en Arabie saoudite ont fait état d'activités de la résistance anti-irakienne. Une attaque-suicide à la voiture piégée aurait ainsi été lancée contre une position irakienne dans la banlieue de la capitale. Selon le correspondant de l'agence Reuters à Koweït, qui a réussi à gagner lui aussi l'Arabie saoudite, un lieutenant-colonel irakien a été pendu à une grue devant le siège de la municipalité de Koweït par les autorités d'occupation. A son tour était suspendue une pancarte, en signe d'avertissement aux pilards : «Il a volé l'argent du peuple!».

L'Egypte a demandé aux ministres des affaires étrangères des pays arabes de se réunir au Caire au cours de

la semaine, apparemment pour accroître la pression contre l'Irak. Les ministres de la défense des six pays du Conseil de coopération du Golfe doivent se rencontrer mercredi à Djeddah. Dans la même ville, le chef de la diplomatie saoudienne a critiqué samedi ceux qui «ne dénoncent pas l'Irak dans l'espoir de parvenir à une médiation en vue d'un règlement pacifique de la crise».

A Téhéran, les ministres des affaires étrangères de la commission tripartite de l'Organisation de coopération économique (OCE, Iran, Pakistan, Turquie) ont «unaniment condamné» l'occupation irakienne du Koweït. «Nous sommes d'accord qu'une coopération régionale est à même de prévenir la présence de forces étrangères» dans la région, a précisé, au nom de l'Iran, M. Velayati.

A Rome, le pape a lancé dimanche un appel à la paix entre les peuples. Sans mentionner expressément la crise du Golfe, Jean-Paul II a déclaré : «Je vous invite tous à vous joindre à moi pour prier, afin que Dieu inspire à tous les peuples le désir d'une paix durable fondée sur la justice.» — (AFP, Reuters, AP)

Cent mille réfugiés en deux semaines

La Jordanie doit supporter un fardeau dont elle se serait bien passée...

La «frontière», comme si la Jordanie n'en avait plus qu'une, c'est aujourd'hui Ruweishid, un poste au milieu du désert, à 370 kilomètres au nord-est d'Amman. Jour et nuit, ils sont des milliers à la franchir.

AMMAN

de notre envoyée spéciale

En un flot quasi ininterrompu, travailleurs arabes, égyptiens en majorité, ou asiatiques, fuient l'Irak ou le Koweït, ces eldorado dont ils rentrent sans le sou avec pour seul vif d'écarter les balcons mal ficelés qu'ils entassent tant bien que mal sur des bus briguant. Au milieu d'eux quelques «privilegiés» en voiture, ressortissants des pays considérés par l'Irak comme «amis» ou neutres et qui fuient la montée des périls. Eux aussi ont tout abandonné derrière eux.

Depuis le début de la crise, environ cent mille personnes ont ainsi trouvé refuge temporaire en Jordanie, devenue le principal point de transit de cet exode. Une masse inattendue et le plus souvent dépourvue de moyens qui n'est pas sans poser de problèmes, tant les possibilités de refuge dans ce pays d'origine sont disproportionnées avec le flot ininterrompu d'arrivants.

Stockage de vivres

Dans le port d'Akaba, les trois ferries qui assurent quotidiennement la liaison avec l'Egypte sont loin d'absorber les milliers de réfugiés qui s'entassent sous un soleil d'enfer aux abords de la ville. A Amman, ils sont plusieurs centaines de Soudanais, Yéménites, Philippins, Indiens qui ont trouvé refuge dans des mosquées ou

corrent sur les trottoirs aux abords de leurs ambassades.

L'ampleur du phénomène pourrait vite dépasser les possibilités de la Jordanie qui, en ouvrant largement sa frontière, supporte un nouveau fardeau dont elle se serait bien passée. Compte tenu de la multiplication des vols charters pour l'évacuation de ces réfugiés, il semble déjà que le kérosène commence à manquer et les autorités de l'aéroport ont dû informer le 18 août les compagnies aériennes que la priorité pour le ravitaillement des avions serait accordée aux vols réguliers.

Les stocks de nourriture importée dont dispose la Jordanie ne sont pas non plus extensibles et pourraient être affectés par ces arrivées massives et imprévues, d'autant plus que l'incertitude de la situation a déclenché une sorte de panique diffuse dans le pays.

Depuis une dizaine de jours, la population cherche à stocker les vivres de base pour parer à toute éventualité. Le ministère du ravitaillement a dû intervenir et a interdit notamment aux supermarchés de vendre plus de quatre kilos à la fois des produits de première nécessité comme le sucre, l'huile ou le riz.

Premier incident à Akaba

De plus, l'embarquement pour l'Irak va toucher la Jordanie dont le seul débouché maritime est aussi le port d'Akaba. En l'absence d'une décision politique, celui-ci pourrait connaître un embargo de fait. Les importateurs, qui doivent faire face à des surcoûts imposés par la multiplication des primes d'assurance, ne peuvent augmenter leurs marges fixées par décret ministériel. Ils hésitent donc à prendre des risques et préfèrent aujourd'hui attendre.

Quant aux livraisons vers l'Irak, qui se sont poursuivies ce week-end, les difficultés de paiement de Bagdad dont les avoirs sont gelés freinent aussi les marchands.

Le port d'Akaba, qui tourne au cinquième de son activité normale, a toutefois été l'objet dimanche du premier incident dû à la décision des Etats-Unis d'inspecter les bateaux qui pourraient livrer leurs marchandises à Bagdad. Amman a en effet officiellement protesté après de Washington à la suite de l'interdiction faite par la marine américaine à un bateau soudanais de se rendre à Akaba. Selon la Jordanie, qui envisagerait de saisir le Conseil de sécurité à ce sujet, ce bateau vide venait récupérer des réfugiés soudanais. Malgré les «excuses» et l'invocation d'une «erreur» par l'ambassadeur des Etats-Unis, convoqué par le ministre jordanien des affaires étrangères, le bateau n'avait toujours pas repris sa route dimanche soir.

Toujours dans l'attente des «éclaircissements» demandés au Conseil de sécurité, notamment à propos des produits alimentaires et surtout d'une garantie solide et chiffrée pour les pertes qu'elle subirait au cas où elle appliquerait l'embargo — un milliard de dollars, soit le quart de son PIB, affirme un expert, pour les cinq derniers mois de l'année. — la Jordanie, malgré les assurances officielles, n'a pris aucune mesure contre son puissant voisin.

Mesures de restriction

Outre les bateaux qui viennent toujours à Akaba et dont le flot pourrait se tarir de lui-même et les camions qui continuent leurs va-et-vient entre Akaba, d'autres points du pays et Bagdad, ce sont maintenant des avions d'Iraq Airways qui viennent quasi quotidiennement à Amman et le pétrole irakien continue d'alimenter la Jordanie.

Tout se passe comme si le roi Hussein, pressé par son opinion d'une part, qui n'accepterait pas les mesures autoritaires d'embargo contre l'Irak, et par les Etats-Unis d'autre part, laissait faire. Dans l'attente de la mise en place d'un embargo «de fait» et d'un ralentissement consécutif de l'activité économique ou dans celle, beaucoup plus improbable, d'une quelconque solution qui le libérerait de ce choix impossible.

Les encarts publicitaires reproduits à la une de tous les journaux appellent, «au nom des enfants de Jordanie, la conscience humaine à mettre fin à l'injustice contre les enfants d'Irak qui sont menacés d'être privés de pain et de lait» sont révélateurs de l'état d'esprit qui règne ici, où même la prise d'otages de milliers d'étrangers en Irak ne soulève que très peu d'indignation.

Mobilisés aux côtés de Bagdad, l'immense majorité des Jordaniens, inquiets mais jusqu'à maintenant déterminés, acceptent sans rechigner les mesures de restriction d'énergie annoncées par le gouvernement qui a, par exemple, banni l'air conditionné des bureaux des administrations, décidé de diminuer de moitié l'éclairage public et demandé aux particuliers de restreindre leur consommation électrique. Ces mesures, qui ont pour but de réduire les besoins de pétrole dont 95 % viennent d'Irak, pourraient être suivies d'autres plus contraignantes.

ALEXANDRE BUCCIANI

FRANÇOISE CHIPAUX



«S'il vous plaît, pas d'ingérence. C'est un problème arabe. Nous nous en chargerons nous-même.» (En bas, à droite : «Evitons de le regarder dans les yeux...») (The Sunday Times du 19 août)

En visite à Tunis

Le prince héritier du Koweït rejette les tentatives de médiation de l'OLP

TUNIS

de notre correspondant

«Il n'est d'autre solution possible à la crise du Golfe que le retrait immédiat et inconditionnel des forces irakiennes, le retour à l'autorité légale et la non-ingérence dans les affaires intérieures koweïtites», a affirmé, dimanche 19 août à Tunis, le prince héritier du Koweït, Saad al Abdallah al Sabah.

Cette formule équivaut à un rejet pur et simple des tentatives de médiation en vue d'un compromis auquel s'attache tout particulièrement le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, que le prince héritier n'a d'ailleurs pas cru utile de rencontrer durant les vingt-quatre heures qu'il a passées à Tunis après s'être rendu en Algérie et au Maroc et avant de partir pour Tripoli.

Arrivé samedi dans la capitale tunisienne, où il a été logé dans un hôtel de la Marsa, habituellement réservé aux seuls chefs d'Etat, le prince Abdallah al Sabah s'est entretenu avec le président Ben Ali «de façon globale» de la situation actuelle dans le Golfe et a eu des conversations avec plusieurs membres du gouvernement. On peut penser que celles-ci n'ont pas forcément revêtu un caractère exclusivement politique puisque le ministre tunisien de l'économie et des finances y participait.

La présence financière koweïtite en Tunisie n'est en effet pas négligeable. Elle se situait aux environs de 500 millions de dollars. De 1988 à 1990, les crédits accordés par le Koweït, essentiellement pour des travaux d'infrastructure, se sont élevés à quelque 180 millions de dinars (1) auxquels il convient d'ajouter de fortes participations dans plusieurs sociétés d'investissements à caractère touristique et immobilier. En outre, le Koweït participe au capital de cinq banques ou sont également associés, pour une moindre part, d'autres émirats.

Lors de sa conférence de presse, le prince koweïtite s'est déclaré «satisfait» de la condamnation par la Tunisie de l'invasion irakienne et de son «soutien au pouvoir légitime». Il n'a pas commenté le ferme rejet tunisien de la présence des forces occidentales dans le Golfe et a feint d'ignorer les critiques, souvent virulentes, d'une partie de la presse locale contre les régimes «des riches et méprisants émirats» et la solidarité déclarée de l'opinion tunisienne avec l'Irak.

Un premier contingent de 150 des 2 000 Tunisiens travaillant au Koweït a regagné Tunis, via Amman et Damas, à la fin de la semaine et un second, plus important, était attendu lundi. Deux mille autres

Tunisiens vivent en Irak. Le gouvernement n'a pas l'intention, dans l'immédiat, de procéder à un rapatriement général mais a pris des dispositions pour aider tous ceux qui le souhaitent à quitter ces deux pays soit par avion, soit par la voie terrestre.

Selon les récits des premiers arrivants publiés par le journal le Temps, une résonance est en train de s'organiser au Koweït où des tirés se font entendre durant la nuit assés après le début du couvre-feu. Tous affirment que le pays connaît une sévère pénurie alimentaire; les magasins «ont été vidés dès les premiers jours», et il faut «faire la queue pendant des heures pour avoir du pain». Certains ajoutent même que dans la capi-

tale, «tout a été ravagé». Plusieurs de ces voyageurs se sont plaints que «les milices populaires» les aient forcés à leur donner le pain qu'ils avaient difficilement obtenu et que les soldats irakiens «ont confisqué tous les appareils électroménagers, radios, et vidéos». Les témoignages concordent sur le fait que les Tunisiens, comme tous les autres ressortissants arabes, à l'exception des Egyptiens «jugés indésirables», n'ont été «ni menacés, ni agressés». En revanche, les Occidentaux «sont en général tous haïs mais les Américains et les Anglais sont les plus détestés».

MICHEL DEURÉ

(1) Le dinar vaut environ 6,50 F.

Selon le «Teheran Times»

L'Iran «ne s'engagera en aucune façon dans une guerre contre l'Irak»

Les ministres turc et pakistanais des affaires étrangères, MM. Ali Bozer et Sahabzadeh Yaqub Khan, se sont entretenus dimanche 19 août avec leur homologue iranien M. Ali Akbar Velayati pour tenter de convaincre l'Iran de participer aux sanctions internationales prises contre l'Irak. Selon Radio Téhéran, M. Velayati a une nouvelle fois condamné l'invasion irakienne au Koweït, mais a aussi qualifié d'acceptable le déploiement de troupes étrangères dans le Golfe. «Nous pensons que les Etats de la région doivent eux-mêmes trouver une solution à ce problème», a-t-il dit.

Le Teheran Times, pour sa part, affirme que «certains milieux occidentaux et le Congrès américain veulent plonger l'Iran dans la crise actuelle du Golfe», mais que l'Iran «ne s'engagera en aucune façon dans une guerre contre l'Irak pour aider l'émir du Koweït à retourner au pouvoir, ou par égard aux intérêts de l'Occident dans cette partie du monde». Selon le quotidien, proche du gouvernement du président Rafsanjani, «la position de l'Iran vis-à-vis du déploiement des forces étrangères dans la région est claire. Téhéran condamne fermement la présence des puissances étrangères dans la région». «L'Iran est préoccupé par la crise koweïtite et il a annoncé sans équivoque qu'il ne pouvait accepter, sous aucune condition et circonstance, l'occupation du Koweït et l'agression contre un autre

Etat», poursuit le journal qui indique enfin que «l'Iran demande le retrait inconditionnel et rapide de l'Irak du Koweït, et évidemment il est prêt à aider pour faire avancer cette idée conformément aux résolutions de l'ONU».

En ce qui concerne l'échange des prisonniers, l'Iran et l'Irak ont déjà libéré 5 000 hommes (3 000 en Irak et 2 000 en Iran). Selon un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, les deux pays ont décidé d'accroître le processus d'échange de 2 000 prisonniers à 8 000 par jour.

Le retrait irakien du territoire iranien, entamé vendredi et qui doit être complété en cinq jours, selon Bagdad, est achevé dans certains endroits, d'où les forces irakiennes se sont repliées au-delà de la frontière internationale reconnue. Les troupes irakiennes se sont retirées de plus de 60 % de la région occupée de Chahmeh et de Kouchik, dans le sud-ouest de l'Iran. Les forces irakiennes se sont retirées de quelque 120 kilomètres carrés dans la province du Khouzistan, où le 3^e et une partie du 7^e corps d'armée irakiens étaient déployés après plusieurs offensives lancées dans cette région en 1986. Elles ont également démantelé leurs positions sur les hauteurs stratégiques dans la province d'Illam (ouest du pays), ainsi que dans des secteurs qu'elles occupaient dans les régions de Qas-Chirine, de Naft-Chahr, de Soumar et de Mehran. — (AP/AF)

Egypte : plusieurs personnalités musulmanes soutiennent l'intervention occidentale

LE CAIRE

de notre correspondant

Les personnalités musulmanes égyptiennes faisant autorité ont, contrairement à celles d'autres pays arabes, adopté une position anti-irakienne prononcée et sont même allées jusqu'à soutenir l'envoi de forces occidentales dans le Golfe.

Le grand mufti d'Egypte sillonne le pays pour dénoncer l'agression irakienne contre le Koweït et soutenir l'envoi de troupes égyptiennes dont un troisième contingent a quitté Le Caire dimanche 19 août, pour la défense de l'Arabie saoudite.

Selon le cheikh Mohamed Sayed Tantaoui, les musulmans ont le devoir de combattre l'Irak. Le cheikh lit à l'appui un verset du Coran : «Si deux groupes de croyants se combattent, rétablissez la paix entre eux. Si l'un des deux tyrannise encore l'autre, luttent contre celui qui tyrannise jusqu'à ce qu'il s'incline devant l'ordre d'Allah». Pour le cheikh Tantaoui, «ce qu'a fait l'Irak contre le Koweït est une forme de tyrannie, d'iniquité et d'injustice».

Le cheikh Mohamed Metoualli, El Charaoui, le plus célèbre «télé-consiste» du monde musulman,

qui soutient l'opinion du grand mufti, met en garde les musulmans contre les tentatives irakiennes «de les induire en erreur» et les rappelle à libérer les lieux saints d'Arabie saoudite violés par la présence des troupes américaines.

«Le devoir de l'homme envers l'homme»

Le penseur islamiste modéré, Khaled Mohamed Khaled, va plus loin. «Je vous salue, jeunes venus d'Amérique, de Russie ou d'Europe, pour accomplir le devoir de l'homme envers l'homme. Je vous salue d'autant plus que le fait que le tyran Saddam écrase sous sa botte les peuples arabes et la destinée islamique ne vous affecte pas.»

Dans une violente attaque contre le chef du FIS algérien, Abassi Madani, il justifie la présence étrangère en rappelant que le prophète Mahomet lui-même avait demandé l'aide d'une tribu d'in-croyants contre les Mecquois qui le martyrisaient. «Pourquoi donc jetez-vous la pierre à l'Arabie saoudite, au Koweït et aux pays du Golfe s'ils font appel aux seuls capables de les sauver d'un danger plus grand que celui qu'encourait le prophète?» conclut Khaled Mohamed Khaled.

ALEXANDRE BUCCIANI

LA CRISE DU GOLFE

Session « extraordinaire » à Paris

Les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'UEO se réunissent pour « coordonner » certaines opérations

Une session ministérielle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), réunissant les ministres des affaires étrangères et de la défense des neuf pays membres (1) de l'organisation, se tiendra à Paris mardi 21 août.

La France, qui assure la présidence de l'UEO depuis le 1^{er} juillet, pour un an, a pris l'initiative de cette réunion « extraordinaire » pour examiner la crise du Golfe et ses conséquences pour les États membres. Les contacts déjà pris dans le cadre de l'ONU, de l'Alliance atlantique et de la Communauté européenne sont ainsi poursuivis. Pour la France, l'UEO, seule instance européenne compétente en matière de sécurité, est un forum utile qui doit être « plus clairement rattaché à l'effort de coopération européenne ».

Compte tenu des circonstances et de la situation exceptionnelles, l'Irlande, la Grèce, le Danemark et la Turquie ont été invités à participer aux travaux, à titre d'observateurs et au niveau des ambassadeurs. Seul Dublin (pour des raisons sans doute liées à la neutralité) a décliné l'invitation. La présence de la Turquie n'estime en rien, précise-t-on à Paris, la dimension résolument « communautaire » que l'on souhaite donner à la session.

Quels seront les sujets de discussion des dix-huit ministres au Centre Kléber? Faire le point, d'abord, de la crise du Golfe, dix-neuf jours après l'agression irakienne contre le Koweït. Dresser un bilan des mesures prises par les neuf pays au niveau national concernant l'application des sanctions décidées par les Nations unies. Évaluer enfin les besoins de coordination des opérations, comme cela avait été le cas, en 1987-1988 par exemple, dans la guerre entre l'Irak et l'Iran, pour réaliser des opérations de déminage. Qu'envisage-t-on de faire les uns et les autres? Quelles sont les règles de comporte-

ment des différentes marines occidentales dont les forces navales sont déjà dans le Golfe ou en passe d'y arriver? Sur ces différents points, les pays de l'UEO ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde.

La coordination des opérations ne peut être apparemment que limitée, chaque flotte restant sous commandement national. Il n'est pas question, par exemple, de se répartir des zones opérationnelles, cette possibilité ne figurant pas dans les statuts de l'UEO. Elle peut toutefois s'appliquer dans les domaines de la logistique, des télécommunications et de l'exploitation des données recueillies sur d'éventuelles violations de l'embargo. La constitution d'un groupe de travail chargé de la coordination et d'un groupe d'experts militaires pourrait être décidée à l'issue des entre-

tiens de Paris. Les Européens étant engagés dans le Golfe à des degrés divers, est-il possible de rationaliser, et comment? Peut-on faciliter le contrôle de la mise en œuvre de l'embargo contre l'Irak? « Si nous ne le faisons pas, les États-Unis le feront à notre place », fait remarquer un observateur qui estime que « pour l'Europe, c'est important, surtout pour certains petits pays membres de la CEE ».

Il est clair que l'action de certains gouvernements européens qui hésitent encore à envoyer des forces dans le Golfe se trouverait facilitée par une initiative commune et coordonnée de l'UEO. En République fédérale d'Allemagne, par exemple, les chrétiens-démocrates du chancelier Kohl sont plutôt favorables à un engagement allemand. L'opposition (SPD et Verts) y

est résolument hostile, arguant que la loi fondamentale de la RFA interdit tout engagement militaire en dehors de la zone de l'OTAN. La Belgique et les Pays-Bas ont envoyé des forces dans la région mais attendent aussi, semble-t-il, des décisions de l'UEO pour préciser la mission de leurs navires. Cela leur permettrait de la justifier plus aisément devant leurs opinions publiques respectives. Telle est aussi un peu l'attitude de l'Italie et de l'Espagne. A Rome, le gouvernement a décidé l'envoi de trois unités en Méditerranée orientale tandis qu'à Madrid, on indique que M. Felipe Gonzalez pourrait prendre une décision après la réunion de l'UEO à Paris.

ALAIN DEBOVE

(1) France, Grande-Bretagne, RFA, Italie, Espagne, Portugal, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg.

Australie : le spectre de la guerre du Vietnam

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Les uns invoquent les Sudètes, les autres le Vietnam. Une semaine après la décision de Canberra d'envoyer deux frégates lance-missiles et un navire ravitailleur – soit six cents hommes – se joindre à la « force multinationale » américaine et britannique dans le Golfe, le débat après l'Australie. Faut-il ou ne faut-il pas « y aller »?

L'initiative du premier ministre, M. Bob Hawke, est en effet loin de faire l'unanimité. Les premiers porteurs de calicos hostiles à tout engagement militaire sont déjà descendus sur le pavé de Sydney ou de Melbourne. Le petit Parti des démocrates et l'aile gauche du Labour riment eux

aussi dans les brancards. Plus important encore, l'ancien premier ministre Gough Whitlam, figure morale de la gauche travailliste, s'est montré très réservé quant au bien-fondé de la position australienne.

Dans ce concert de critiques, le refus d'apparaître à la remorque de Washington revient comme un leitmotiv. Que M. Bob Hawke ait décidé de dépêcher des troupes dans le Golfe – où cent cinquante de ses ressortissants se trouvent pris en otages par l'Irak – après un coup de téléphone de M. Bush, sans s'assurer de la couverture juridique des Nations unies, a excité un anti-américanisme déjà fort chaotique dans une large fraction de l'opinion. Il n'est pas sans danger pour que rassurer le spectre de la guerre du Vietnam, à laquelle les troupes australiennes ont participé

dans des conditions peu flatteuses pour l'orgueil national.

D'où l'embarras de Canberra. Après quelques jours de grande confusion sur la mission précise confiée au détachement australien, le ministre des affaires étrangères, M. Gareth Evans, a édité les règles du jeu. A la manière des *boobies* britanniques, les deux frégates jouant les agents de circulation désarmés, se contentant d'inspecter les cargos croisés dans les eaux du Golfe, mais sans tirer un seul missile sur les contrevenants. Les renseignements concernant ces derniers seront transmis aux Britanniques et aux Américains, auxquels reviendra la tâche d'« engager les actions appropriées », a indiqué M. Evans. Il ne sera pas dit que l'Australie joue les va-et-vient entre ce qu'elle se dévoue de ses responsabilités.

FRÉDÉRIC BOBIN

M. Saddam Hussein, joueur-trop têtù

La seconde guerre du Golfe est-elle inévitable? Si celle-ci éclate tôt ou tard, on pourra y voir l'épilogue désastreux d'une série d'erreurs de jugement commises par M. Saddam Hussein. Depuis qu'il lança ses chars sur le Koweït le 2 août, le président irakien se comporte comme un joueur qui, malgré le sort contraire, tente à toute force de préserver sa mise – ou plutôt, en l'occurrence, son butin.

A chaque riposte de l'adversaire, il tire une nouvelle carte de sa manche. Mais, de débiteur en surenchère, sa marge de manœuvre ne cesse de se réduire, tandis que l'enjeu monte. Ce joueur trop têtù croit encore mener sa partie, alors qu'il est mené par elle.

Sa faute initiale – et majeure – fut bien sûr de dresser un mauvais diagnostic de l'état du monde. L'analyse qui semble avoir été la sienne s'appliquait à une réalité déjà disparue, celle de l'« avant-Gorbatchev ». Comment le cynique président irakien, qui passe aussi pour intelligent, a-t-il pu ignorer – ou feindre d'ignorer – les premiers ravages de la perestroïka dans le monde arabe, qu'annonçait le plus spectaculaire d'entre eux, l'émigration massive vers Israël des Juifs soviétiques?

M. Saddam Hussein n'a pas tenu compte du souci de l'URSS, dégringolée de ses chimères impériales, de se désengager militairement du Proche-Orient. Il a oublié que le monde arabe, désormais privé du soutien inconditionnel de Moscou, ne pouvait plus espérer exploiter la vieille rivalité soviéto-américaine.

Il a négligé les effets de l'écroulement du communisme européen, dans des pays qui, après avoir renoué avec Israël, sont d'autant plus à l'écoute de l'Occident qu'ils prétendent en devenir au plus vite membres à part entière. Il a fait l'impasse sur la volonté soviétique de voir les Nations unies jouer à nouveau pleinement leur rôle, au point de suggérer – comble du « légitimisme » ouvrier – le recours à des mécanismes prévus par leur Charte mais jamais mis en œuvre à ce jour.

Voilà autant d'erreurs que n'a pas commises l'ennemi mortel de

M. Saddam Hussein, le président syrien Hafez el-Assad, lui qui, avec autant de cynisme mais beaucoup plus d'habileté, a su en quinze ans mettre la main impunément sur une grande partie du Liban. Si celui-ci a choisi, dans cette affaire, le camp du Koweït agresseur, c'est d'abord à cause de son hostilité farouche envers le parti Baas irakien et son chef. C'est aussi parce que, plus lucide ou plus prudent que son rival, il sait désormais à quoi s'en tenir avec le Kremlin.

Comme nombre de dirigeants arabes, M. Assad est « malade de Gorbatchev ». Mais il a, mieux que d'autres, diagnostiqué son mal. Ne pouvant plus tabler sur une aide militaire massive de l'URSS, il a fait son deuil de sa vieille espérance, la parité stratégique avec Israël. De son « bon choix » dans la crise du Golfe, qui lui vaut l'estime de Washington tout en lui conservant celle de Moscou, la Syrie espère de futures récompenses.

En corollaire, M. Saddam Hussein a sous-estimé à la fois la volonté et les moyens de riposte des États-Unis, auxquels le fait soviétique avait abandonné le monopole de la superpuissance, mais aussi la solidarité occidentale et atlantique. Celle-ci a joué d'embellie – et à plein – entre Washington et ses alliés. Le Japon et l'Australie n'ont pas été les derniers à faire cause commune avec l'Amérique.

Fuite en avant

Même si elle a reflété une différence d'approche entre Paris, d'une part, Washington et Londres, d'autre, dans la manière de traiter la crise du Golfe, la querelle sémantique opposant l'« embargo » et le « blocus » s'est évanouie, la France ayant au cours du week-end donné des consignes de fermeté à ses forces navales chargées de faire respecter l'embargo.

Ce débat sera vite totalement dépassé si le Conseil de sécurité, comme on lui en prête l'intention, prend l'initiative, inédite dans l'histoire de l'ONU, de voter un blocus contre l'Irak et le Koweït occupé. Les derniers chantage de M. Saddam Hussein mettant en jeu la vie de

leurs ressortissants ne peuvent qu'inciter les pays occidentaux à relever collectivement ce défi en serrant les cordes.

Ce qui frappe chez M. Saddam Hussein, tout au long de cette crise, c'est sa fuite en avant débridée. Certes, au Proche-Orient encore moins qu'ailleurs, les peuples, pour regarders sur la manière dont leurs chefs remportent leurs succès, ne pardonnent pas l'échec en politique. Seul le Nasser de 1967 eut assez de charisme, au soir de la défaite, pour retourner les foules en sa faveur et se faire plébisciter. Ce fut d'ailleurs un tour de passe-passe sans lendemain. Mais pour le président irakien, perdre la face serait sans doute fatal. D'où ce besoin de surenchère, de garder l'initiative à coups de défis.

Une fois l'erreur initiale commise et comprise – M. Saddam Hussein aurait pu calmer le jeu, amorcer un mouvement de repli, ramener le conflit sur le terrain diplomatique tout en le recadrant sur le monde arabe, or, loin de tenter d'apaiser – sinon d'amoindrir – ses pairs, il a voulu enflammer leurs peuples, au nom de l'anti-impérialisme puis de l'islam. L'Irak s'en trouve aujourd'hui plus isolé que jamais sur la scène arabe, ayant même été lâché dimanche par le Yémen à la tribune du Conseil de sécurité de l'ONU.

M. Saddam Hussein donne l'impression de s'être lui-même contraint à cette fuite en avant. Comme s'il avait craint de céder à la tentation du compromis, il s'est empressé de faire claquer dans son dos la moindre porte de sortie. Le formidable cadeau fait à l'Irak, qui n'en attendait pas tant, à propos du Cheu-el-Arab était la meilleure preuve de sa détermination à ne rien céder sur le Koweït. Sa dernière offre évoquait trop un marchandage pour avoir un écho.

Tout se passe comme si le maître de Bagdad jouait la guerre désormais inéluctable. Du coup, il se pose déjà en victime et rejette à l'avance sur ses ennemis les éventuelles conséquences d'un drame dont il aura été l'unique apprenti sorcier.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

L'inquiétude derrière le consensus

Suite de la première page

Si l'un des objectifs était de défendre l'Arabie saoudite après l'invasion du Koweït par l'Irak, il est sans doute atteint – au moins momentanément. S'il s'agit d'assurer l'embargo économique décrété par l'ONU, la flotte en place devrait être suffisante.

Si l'on devait, en revanche, s'installer dans un long siège, dans l'attente que les sanctions incitent Saddam Hussein au retrait, alors, selon la plupart des commentateurs, « le temps jouera contre les États-Unis ». Au mois de novembre, les électeurs devront renouveler l'ensemble de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat. Dans le *Washington Post*, Henry Kissinger met en garde : « Si l'Irak devait réussir à rester au Koweït, voire à maintenir son contrôle sur l'émirat par l'intermédiaire de quelque régime fantoche, alors la démonstration de force américaine tournera à la débâcle ».

Réglement de comptes ?

L'opinion américaine supporterait mal une longue et coûteuse immobilisation des troupes sans résultats tangibles et qui laisserait le temps à Saddam Hussein de capitaliser une popularité croissante dans le monde arabe pour déstabiliser certains régimes amis des États-Unis. Par ailleurs, à face renforcée, précéderait l'image que le gouvernement veut éviter : celle d'un règlement de comptes entre les États-Unis et l'Irak, entre Saddam Hussein et George Bush – une image qui, là encore, poserait le chef de l'État irakien en héros du Koweït et mettrait en place quelques circuits de détournement de l'embargo, le temps ne ferait pas l'affaire des États-Unis.

La situation devient plus compliquée si l'on avance – comme de nombreux commentateurs américains – que l'Irak de Saddam Hussein, même en cas de retrait du Koweït, continuera à menacer l'émirat et à tenir en respect le royaume saoudien. Henry Kissinger explique que « la réalisation de l'objectif des Nations unies – le retrait irakien du Koweït – ne fournirait qu'un bref répit des lors que Saddam Hussein resterait au pouvoir et continuerait à développer son potentiel nucléaire et chimique ».

Le grand prédateur et les otages

Suite de la première page

Deux facteurs expliquent l'échec que Saddam Hussein vient d'enregistrer dans l'exploitation de cette veine : l'attitude de l'URSS, tout d'abord, qui, après quelques hésitations, vient de condamner solennellement la « perfidie » et les méthodes de son ancien allié. C'est bien sûr, dira-t-on, le prix à payer pour cette aide économique occidentale tant recherchée. Mais rien n'interdit de penser, en attendant d'autres preuves, qu'il s'agit d'un changement de mentalité plus profond et du rejet sincère de méthodes de gangster d'autant mieux connues à Moscou qu'elles y sont longtemps pratiquées. L'autre raison de l'impasse dans laquelle Saddam Hussein se retrouve, c'est son incapacité à changer, jusqu'à présent, la nature du conflit dont il est le seul responsable : ses appels à la lutte anti-occidentale et anti-islamique ont certes un important écho en Jordanie, inquiétant les dirigeants algériens et tunisiens mais n'ont nullement embrasé comme il l'espérait les masses arabes, en particulier sur les bords du Nil, où l'on ne connaît que trop bien, grâce aux récits des millions d'Égyptiens qui ont travaillé en Irak pendant la guerre contre l'Iran, les charmes et les délices du « socialisme » à l'irakienne.

Menacé d'asphyxie, Saddam Hussein brandit maintenant son dernier atout : les otages, qu'il propose de libérer à condition que la communauté internationale lève les sanctions dont il fait l'objet, retire toutes les forces militaires envoyées dans le Golfe et le laisse tranquillement accaparer les richesses du Koweït. De telles conditions sont clairement inadmissibles. Les accepter reviendrait à récompenser l'agresseur, même s'il est prêt à marchander un vague

statut de semi-autonomie pour le Koweït. Il faut espérer que l'unanimité d'hier prévaudra encore demain sur la question, même s'il n'y a que peu de chances de la résoudre sans larmes ni sang. Ce consensus va d'autant moins de soi que le dictateur irakien joue sur le temps et sur les divisions qu'il va tenter de susciter entre ses adversaires en affirmant réserver des traitements différents à ses prisonniers selon leur nationalité. L'annonce de la libération prochaine des otages portugais, finlandais, suisses, autrichiens ne vise rien d'autre. De même que l'utilisation des Palestiniens pour tenter de rassurer Paris sur le sort des otages français.

Les périls de l'après-guerre froide

C'est dire combien les jours qui viennent seront cruciaux pour la gestion d'une crise qui nous enseigne que la période de l'après-guerre froide ne sera pas forcément paradisiaque, qu'elle sera porteuse de bien des périls et qu'elle exigera beaucoup de vigilance et de détermination. L'heure, plus que jamais, est au maintien de cette unité internationale sur le refus radical de la prise d'otages ; moins que jamais, elle n'est au chantage-pour-soi, au rêve de l'apaisement ou à la confusion des problèmes, même s'il est clair que le conflit irakien devra faire l'objet d'un réexamen fondamental dans le cadre du nouvel ordre mondial qu'il faut construire, mais où Saddam Hussein prouve qu'il n'a pas sa place. Ne serait-ce que parce qu'un grand prédateur n'est jamais apaisé ; s'il paraît sommeiller parfois, c'est simplement qu'il digère sa dernière proie.

JACQUES AMALRIC

partie qui se joue entre le président Bush et le Chef de l'État irakien, une toute petite erreur de calcul peut changer la physionomie de la confrontation et amener une intervention musclée que l'opinion américaine pourrait alors soutenir.

C'est dans cette hypothèse que pèsera le sort des milliers d'Occidentaux retenus en otage en Irak et que M. Saddam Hussein entend utiliser comme « bouclier humain » contre d'éventuels bombardements sur des sites industriels et militaires du pays. M. Bush a jugé « totalement inacceptable » cette « utilisation de civils innocents » et la Maison Blanche, au fin de journée dimanche, a qualifié de « ridicule » la dernière proposition irakienne de rendre leur liberté aux Occidentaux en échange d'une levée de l'embargo et du départ des troupes étrangères aujourd'hui en Arabie saoudite.

Ne pas se laisser « paralyser »

Certes, M. Bush ne peut ignorer les otages. Mais l'humiliation ressentie lors des précédents iraniens et libanais fait sans doute que l'opinion et les dirigeants ont évolué sur cette question. M. Aspin, qui préside la commission des forces armées de la Chambre des représentants, remarquait qu'il y a des Américains partout à l'étranger – il y en avait à la Grenade et au Panama – qui sont des otages potentiels en cas de situation conflictuelle et que c'est là une donnée qui ne doit plus « paralyser » la politique étrangère des États-Unis. Le propos paraît laisser entendre que le Congrès serait disposé à soutenir le président, même si ce dernier entreprenait une action de nature à faire peser des risques sur les Américains prisonniers en Irak.

Ce que paraissent demander les dirigeants du Congrès à ce stade, ce sont plutôt des éclaircissements sur les objectifs de M. Bush, même s'ils disent comprendre que le président maintienne un certain mystère pour faire monter la pression sur Bagdad. Cette absence de mission bien définie assignée à l'armée du Golfe commence aussi à susciter quelques commentaires inquiétants dans la presse : « Les Américains, écrit le *New York Times*, ne se sentent pas très à l'aise avec l'envoi de leur armée dans quelque endroit éloigné du tiers-monde pour défendre des intérêts très vaguement définis » – et dont une partie de l'opinion soupçonne qu'ils sont au moins aussi vitaux pour l'Europe que pour les États-Unis.

ALAIN FRACHON

سكز لمن لا يهل

Le grand producteur
et les otages

سكدر من لامل

LA CRISE DU GOLFE

Les réactions dans les milieux arabes à Paris

« Le linge sale se lave en famille »

Egalement inquiète des bruits de bottes au Proche-Orient, la communauté arabe de Paris semble voir d'abord dans ce conflit une chance historique de redistribuer les rôles dans cette région du monde. Mais pour les personnes interrogées dans les quartiers populaires de la capitale, cette redéfinition doit se faire uniquement entre pays arabes, et surtout sans les Américains, dont le débarquement est condamné. Quant au Koweït, il semble déjà oublié.

« C'est nous qui avons le pétrole, mais les cartes American Express, les dollars, c'est pour les Américains. Regardez-nous en train de boire une bière à 7 F la bouteille, comme des nuls, sur un banc. Les Américains, quand ils boivent un coup, c'est sur les Champs ! ». Pour Karim, dix-sept ans, les vacances, c'est Barbes et le petit square du passage Léon, minuscule enclave de calme qui surplombe l'animation colorée de la Goutte-d'Or. Assis au soleil, avec Mustapha, Abdellah et Amar, une bière à la main, il est loin du golfe Persique. Où il ne mettrait sans doute jamais les pieds. Mais au cours des événements qu'il suit comme un feuilleton à la télé, il est au moins persuadé que les « Yankees » vont en baver.

Un réveil salutaire

Le numéro un de Bagdad n'était rien, il y a quelques semaines, pour les gamins de Barbes. Tout juste, un militaire quelque peu arrogant. Désormais, il fait pour eux figure de victime, donc de héros. Mattar, professeur de français en Tunisie, est venu pour le mois d'août aider son cousin de Paris. Pour tous

ceux qui fréquentent son magasin de textiles, une évidence s'impose : « Le linge sale se lave en famille ». Entre pays arabes, et jadis George Bush n'aurait dû débarquer en Arabie saoudite, avec son armada, comme dans « son jardin ». « Nous ne sommes pas des objets entre ses mains », assure Mattar. En s'interposant, comme si seuls les marines pouvaient régler le problème, l'occident Sam aurait « humilié les Arabes ».

Devant la Grande Mosquée de Paris, quelques minutes après la fin de la prière du vendredi, les fidèles s'attardent. « Un Tunisien négocie, un Irakien, par contre, ne révèle jamais », assure Khalel, lui-même originaire de Tunisie. Dans ce lieu aussi, George Bush est accusé par les musulmans de ne pas comprendre les pays arabes et d'avoir volontairement pourri la situation. Maintenant, Saddam ne peut plus « se défilier, perdre la face devant le monde arabe ».

Ahmed, Algérien, menuisier installé en France depuis 1951, rappelle qu'au départ de la crise, les Etats arabes dans leur quasi-totalité avaient condamné l'intervention de l'Irak au Koweït. Mais l'intervention américaine a réveillé les vieux réflexes engourdis de « fraternité arabe ». Ahmed, ironique, en arriverait presque à saluer les porte-avions de George Bush, qui ont réussi là où la Ligue arabe avait régulièrement échoué depuis de longues années, à savoir « ressouder le monde arabe ».

Si le sort des « otages » occidentaux et les risques de guerre créent aussi une grande inquiétude dans la communauté arabe de Paris, le conflit actuel est encore perçu, avant tout, comme une chance unique de redistribution des cartes au Proche-Orient. « Les Arabes étaient tous immobiles, la tête entre les mains, encaissant un coup, Israël, mais ils ne faisaient rien. Maintenant, une nouvelle situation est

créée », dit avec une certaine froideur Mustapha, étudiant marocain. Voir une nation arabe se faire respecter, faire trembler les plus grands, devrait selon lui contraindre Jérusalem à négocier : « Sans coups sur la tête, Israël ne négocie jamais », ajoute le jeune étudiant.

Ce face-à-face militaire dans les sables du Golfe est, pour beaucoup, l'occasion de recouvrer un honneur trop longtemps bafoué. Et de constater, amer, qu'il suffit à l'Irak d'avaler « la tirelire de George Bush » pour voir aussitôt l'Occident unanime se dresser, alors que, lors des massacres de Sabra et Chatila, ou de l'invasion du Liban par l'armée israélienne, « l'ONU est restée étrangement muette » et Ronald Reagan n'a pas bougé.

Si, pour avoir eu le culot de défier les « boys » débarqués de Californie, ou de Floride, le numéro un irakien a mis la majorité du monde arabe « dans sa poche », dans les milieux musulmans de Paris, son appel à la guerre sainte ne fait pas illusion. L'image de Saddam Hussein le laïc, le soldat, reste ancrée dans les esprits. Cette soudaine conversion, cet ardent besoin, tout à coup, de défendre les lieux saints prête plutôt à sourire, à la sortie des mosquées de la capitale.

Pas une larme pour le Koweït

N'importe quel musulman ne peut appeler à la guerre sainte. Il faut être un grand savant de l'islam pour se permettre un tel acte », glisse Fouad, étudiant algérien, qui a voté pour le Front islamique du salut aux dernières élections dans son pays.

Personne n'est dupe : si Saddam brandit le Coran, c'est uniquement dans un objectif de propagande à destination des islamistes et des chérites de son pays. La commu-

nauté arabe de Paris publie aujourd'hui ses déchirures pour condamner en bloc l'« impérialisme américain » et son cheval de Troie dans le Golfe, le Koweït. De l'échec qui croule sous les tissus, rue de la Goutte-d'Or, à Barbes, au café plutôt sordide de la rue des Trois-Bornes, personne ne verse, en effet, la moindre larme sur le sort des seigneurs de l'émirat.

La main recroquevillée sur un chapelet qu'il égrène lentement, Abdelhamid Zebentout est une figure de Barbes. « L'imam de la Goutte-d'Or », vieux sage écouté avec respect, voit la chute de la maison Koweït comme une punition divine : « Dieu lui a donné des richesses. Il fallait qu'elle ressuscite la terre. Qu'elle crée des « Normandies » en plein désert, comme l'a fait l'émigration juive en Israël. Mais le pétrole du Koweït ne servait qu'à entretenir les casinos et les bordels de l'Occident. Et le Sahara est toujours aussi squelettique... »

Les dynasties au pouvoir au Proche-Orient sont soupçonnées d'avoir provoqué le numéro un irakien, de l'avoir acculé à cette épreuve de force. Saddam Hussein aurait servi de bouc émissaire, de victime expiatoire, face aux iraniens, et empêché l'intégrisme forcené de leur guide, l'imam Khomeiny, de submerger le Golfe. Mais quand il a fallu le soutenir financièrement, pour avoir sacrifié son peuple pendant huit ans face aux soldats de la révolution islamiste, les seigneurs du pétrole koweïtiens auraient refusé.

Aziz, ouvrier marocain, ne s'intéresse pas, lui, au conflit du Golfe. Il vient de se marier et exhibe avec fierté la photo de sa jeune femme. Les malheurs des Emirs du pétrole ne l'atteignent pas. « Moi, je vis à Paris et je dois gagner ma vie. Je n'arrive pas à trouver le moindre logement. Alors, ce qui se passe là-bas... »

OLIVIER LUCAZEAU

« Vous faites de Saddam un nouveau Nasser »

Ils n'étaient pas tous pour Saddam Hussein, mais la plupart d'entre eux le sont devenus. Depuis le déploiement des troupes américaines dans le Golfe, les intellectuels arabes vivant en France se rangent, dans leur grande majorité, aux côtés du président irakien. Sans illusions, mais sans remords : « Qui s'est intéressé à ce que Saddam faisait endurer à son peuple ? Sûrement pas les Occidentaux, qui l'ont fabriqué, afin de lutter contre l'avancée de l'Iran. Alors, ne nous donnez pas aujourd'hui de leçons. »

Comme beaucoup d'autres, M. Fawaz Traboulsi, écrivain et journaliste libanais, animateur de la revue Zawayi, a adopté le « nous ». Nous, les Arabes, nous, les peuples du Sud, aujourd'hui « en lutte contre les Occidentaux, Américains en tête, qui veulent dicter leur loi ».

« On s'identifie aux ennemis de nos ennemis », avoue-t-il. Alors bien qu'« opposé à toute invasion d'un pays arabe par un autre », il condamne avant tout l'intervention américaine, « un acte d'agression mais surtout un moyen de préserver un statu quo dans le monde arabe, vis-à-vis du pétrole, du rapport de forces entre Israël et les pays arabes, et surtout de la question palestinienne. »

« Un nouvel ordre arabe »

Combattre ce statu quo, soutenir « n'importe quelle action qui fasse bouger les choses, même si cela doit mener à la catastrophe » : le sociologue syrien Ghalioum Burham « comprend » le succès remporté auprès des masses arabes par le président irakien. Lui aussi salue dans l'action de « ce dictateur », « le coup de bouc dans le camp des nantis et l'espoir d'un nouvel ordre arabe ». La richesse des petits pays pétro-

liers investissant à l'étranger constituait, selon lui, « une provocation permanente » pour les autres Etats de la région. « Plus rien ne sera comme avant », se réjouit-il.

Rares sont ceux qui, comme Tahar Ben Jelloun, qualifient de « tragédie » la disparition du Koweït. Pour l'écrivain marocain, « le monde arabe dans son ensemble est à présent complètement défiguré par l'action, non d'une culture ou d'un peuple mais d'un seul homme ».

Cette position fait cependant figure d'exception. Certains, à l'image de l'écrivain égyptien Lutfallah Soliman applaudissent même la fin de « ces puits de pétrole élevés artificiellement à la dimension d'Etat par la seule volonté des anciennes puissances coloniales ». Et si, comme lui, ils condamnent le régime irakien, ils ne s'en inquiètent pas trop : « Rome a bien survécu à Néron et à Caligula ». Lutfallah Soliman balaise également les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU : « L'occupation des territoires par Israël, celle du Liban par les Syriens et les Israéliens étaient aussi qualifiées de nulles et non avenues, on voit ce que ça a donné. »

Tracé arbitraire des frontières, détournement des profits du pétrole, obstruction dans le règlement de la question palestinienne : l'Occident porte, pour la majorité des intellectuels arabes, la responsabilité de la crise. « Et, comme si cela ne suffisait pas, vous faites aujourd'hui du boucher de Bagdad un nouveau Nasser, accuse M. Soliman. A l'intolérable, vous êtes en train d'ajouter l'imbécillité. »

NATHANIEL HERZBERG

AFRIQUE

LIBÉRIA

Des pourparlers sont annoncés, mais les combats se poursuivent

Le chef des rebelles libériens, Charles Taylor, a confirmé qu'il partirait, lundi 20 août, aux premiers pourparlers de paix organisés à Banjul (Gambie) par la Commu-

nauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Tandis que les combats se poursuivaient à Monrovia, les marines américains ont évacué, dimanche 19 août,

un nouveau groupe de plus de huit cents étrangers, principalement des Libanais, mais où figuraient aussi un petit nombre de Français.

« Pourquoi le monde entier nous laisse-t-il tomber ? »

MONROVIA
de notre envoyée spéciale

Le zoo, c'était sa vie. Il l'avait construit de ses propres mains et au fil des ans les espèces rares s'étaient accumulées. Mais lorsque, la semaine dernière, le directeur du zoo de Monrovia a quitté le Libéria pour sa Suisse natale, il n'a laissé derrière lui que des cages vides. Sous ses yeux, les soldats gouvernementaux ont tué les animaux un à un. Pour survivre.

Antilopes, rhinocéros et chimpanzés ont été massacrés par ce qui reste d'une armée affamée, coincée entre mer et fleuve, assiégée d'un côté par les rebelles de Charles Taylor, de l'autre par ceux de Prince Johnson. Une armée qui a commis les pires violences. Tous les témoignages concordent : la ville a été mise à sac, la population terrorisée, tous les Ghios et les Manes - originaires des mêmes ethnies que les rebelles - massacrés. Cernés, les hommes de Samuel Doe - le dictateur qui refuse de quitter le palais - n'ont plus rien à perdre. Leur violence est devenue gratuite. Ils ne se contentent plus de rançonner les civils qui fuient la ville, ils les tuent.

Des armes « Made in Libya »

Les hommes de Charles Taylor ont parfois un visage plus humain. Il arrive de voir au fond d'une voiture qui quitte le front une petite vieille recroquevillée au-dessus de son baluchon, entourée de quelques rebelles qui l'emmènent en lieu sûr. Celle qu'ils ont prise sous leur aile est indubitablement ghio ou mano, comme eux.

Là où ils la déposeront, à l'un des multiples points de contrôle où les réfugiés attendent en file indienne, leurs camarades de combat exécutent sommairement les Krahns, les Mandingues (les deux ethnies proches du gouvernement Doe) et, depuis une quinzaine de jours, parce que leurs

armées sont susceptibles d'intervenir, les Nigériens, les Guinéens et les Ghanéens. Le motif est toujours implacable : « S'ils ont tué un civil, c'est que c'était un militaire. »

Ils s'appellent Rambo 2, Kill them all, Jim Jones, Chuck Norris, No rebel nor war, Guimachine brain... Ils viennent tous du Nimba, la région du nord du pays, où le conflit a débuté fin décembre. Ils ont tous perdu une mère ou un frère lorsque l'armée a brutalement réprimé la rébellion. Aux portes de Monrovia, ils font la guerre telle qu'ils l'ont vue dans les feuilletons américains.

Rebel Baby, quatorze ans, les pieds dans des bottes d'adulte, le ventre recouvert d'un antique gilet parabolique «pris sur l'ennemi», est tous les jours en première ligne. Un de ses petits camarades est mort la semaine dernière mais, prisonnier de son rôle de messager, il dit ne pas avoir peur. A ses côtés, James, vingt-trois ans, s'apprête à courir vers l'ennemi avec pour seules armes un arc de bois qu'il a fabriqué lui-même, une paire de ciseaux et un rasoir.

Pourtant, les rebelles ne manquent pas d'armes. Kalachnikovs, berettas, mortiers et lance-roquettes arrivent sur le front, via le Burkina-Faso et la Côte-d'Ivoire, dans des caisses estampillées «made in Libya», et finissent entre les mains de grands enfants qui jouent à faire la guerre sans avoir jamais appris la moindre règle du jeu. Dans ce monde pris de folie, tout devient possible pour les narses Occidentaux qui n'ont pas quitté le pays : un jour, c'est un Britannique qui raconte que les rebelles dorment dans les arbres, le lendemain c'est un ambassadeur qui prétend que les soldats krahns se mangent entre eux.

« Doe est un chien », proclame un graffiti, côté rebelles. « Le gouvernement de Doe n'est pas bon, ce ne sont que des mangeurs d'hommes », affirme Amos, un des « combattants de la liberté ». Il y a le ministre de la défense de Samuel Doe, le général Allison, à été jugé pour cannibalisme. Depuis, tous les Krahns sont accusés de se livrer à cette pratique.

Quoi qu'il en soit, aucun protagoniste ne se bat sans une certaine mystique. Bad-Man - un rebelle - part au combat le visage enduit de kaolin, une bouteille sous le bras. « C'est de l'African power pusher, explique-t-il en tenant la ficelle, ça me rend plus fort. » La bouteille est presque vide, mais il fait confiance à son commandant qui doit lui rapporter du Nimba une nouvelle dose de cette potion : de l'alcool de canne, dans lequel macèrent des écorces «magiques» préparées par le sorcier du village.

Une guerre tribale

« Ces ethnies se sont toujours fait la guerre », affirme une Occidentale mariée à un Libérien, les Ghios sont des guerriers qui ont toujours eu l'impression de dominer les Krahns. Pendant dix ans, les Ghios ont subi la dictature d'un Samuel Doe, qui a laissé régner sans partage les ethnies krahns et mandingues. Aujourd'hui, c'est l'heure de la revanche. Charles Taylor a beau dire que « cette guerre n'est pas une guerre tribale », c'est bien d'un conflit ethnique qu'il s'agit, un conflit dont les victimes sont les civils.

Samedi 11 août, sur le point d'acquiescer, Rita a couru vers l'hôpital catholique Saint-Joseph en laissant sa fille de huit ans chez elle, du côté des gouvernementaux. Ce samedi-là, les rebelles arrivaient dans le quartier de l'hôpital. « A 6 heures du matin, on a fait partir tous les Krahns, c'était des grands blessés, on a dû amputer à tour de bras, c'était suicidaire mais on n'avait pas le choix », selon un médecin qui a aujourd'hui quitté le pays. Quand Rita est arrivée, elle a suivi le flot des blessés et s'est réfugiée à la résidence italienne, à quelques centaines de mètres du front. Le lendemain naissait Fortuna. Le regard dans le vide, le bras tendu vers son quartier, Rita murmure sa détermination : non, elle ne quittera pas la zone

des combats tant qu'elle n'aura pas récupéré sa fille, restée seule à la maison. Un cas parmi des milliers.

Une population affamée

A quelques centaines de mètres, plus d'un millier de Nigériens vivent tapés entre quatre murs, dans le parc de leur ambassade. L'ambassade voisine, celle d'Allemagne, a été évacuée mercredi, par convoi terrestre. Il ne reste plus un seul ambassadeur occidental à Monrovia. Quelques Allemands, Britanniques et Libanais sont toujours là, chargés par le NPFL (Front national patriotique du Libéria) de faire tourner une économie au point mort, de remettre sur ses pieds un pays dévasté. Une gageure... La population est sur les routes, les plus riches exilés aux Etats-Unis, certains en Guinée et en Côte-d'Ivoire, la plupart tout simplement dans le bush. Sous la pluie incessante et sans les moindres vivres.

« Dix mille réfugiés arrivent chaque jour à Buchanan », affirme un missionnaire irlandais resté dans cette ville portuaire, nous n'avons rien à leur donner, pas le moindre gramme de riz ». Le Rizoun Enterprise, un bateau pakistais arraisonné le 1^{er} juillet par le NPFL, a quitté les quais de Buchanan il y a une dizaine de jours lesté de ses 13 000 tonnes de riz. Les rebelles ont distribué la prise. Maintenant, tous les entrepôts sont vides, deux millions et demi de personnes sont menacées de famine. « Pourquoi, demande le missionnaire, aucune aide alimentaire n'arrive-t-elle à Buchanan ? Les combats sont terminés ici, il n'y a aucun risque. Pourquoi le monde entier nous laisse-t-il tomber ? »

MARIE-PIERRE SUBTIL

Une manifestation de soutien à M. Saddam Hussein à Paris. - Quelque cent cinquante personnes se sont rassemblées, dimanche 19 août, place de la République, à Paris, « pour protester contre l'intervention américaine et affirmer leur solidarité avec Saddam Hussein ». Les manifestants avaient répondu à l'appel de quatre associations maghrébines (Association

M. François-Poncet : « Tous les coups sont permis »

M. Jean François-Poncet a déclaré, dimanche 19 août, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de Libération, que Saddam Hussein avait « franchi toutes les limites » et que, désormais, « tous les coups sont permis » contre lui. L'ancien ministre des affaires étrangères estime que « la communauté internationale se trouve libérée des restrictions qu'elle pouvait s'imposer », car, a-t-il dit, « nous sommes sortis d'une grave illégalité pour entrer dans une violation des principes humanitaires ».

Considérant que « la préoccupation des Etats-Unis et des puissances occidentales est, désormais, de sauver la vie des otages », l'émissaire du président de la République en Jordanie a

ajouté que, à son avis, « la tentation existe, pour les Etats-Unis, de prendre des mesures préventives » et que « la justification [de telles mesures] est là ». M. François-Poncet estime que la France doit « prendre l'initiative » auprès des Nations unies et « demander que des mesures de force soient prises s'il y a violation d'embargo, ce qui est le cas ».

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche, à Bastia, que M. Saddam Hussein utilise « ses otages occidentaux comme des boucliers vivants » et qu'il « pourrait avoir l'intention de changer la nature du conflit en l'orientant vers Israël ».

Une lettre de M. Jean-Marie Le Pen

A la suite de la publication, dans le Monde du 15 août, d'un article intitulé : « Le Front national et ses satellites se rangent derrière Bagdad », M. Jean-Marie Le Pen, président de ce parti, nous écrit :

(...) Sachez que le Front national ne se range derrière personne et que, en l'occurrence, il ne connaît qu'une règle : celle de l'intérêt de la France et des Français. La position que j'ai exprimée est celle d'un homme libre. (...) J'ai dit, et je redis, que l'invasion du Koweït était une voie de fait, mais qu'y répondre par une autre voie de fait conduirait au fatal engrenage de la guerre. La France n'a rien à gagner et tout à perdre dans cette aventure, pleine de risques pour la paix mondiale. La ferme position que je défends relativement à la nécessaire inversion du courant de l'immigration en France n'a jamais, contrairement à ce que d'aucuns ont affirmé, impliqué d'hostilité à l'égard du monde arabe et islamique. (...)

quant d'être pris, là-bas, entre le marabout et l'enclume. La démarche que j'ai entreprise auprès de l'ambassade d'Irak peut donner l'occasion à ce pays de faire un geste significatif en leur rendant leur liberté de circulation. Cette première avancée devrait permettre à notre pays de jouer un rôle de médiation avant qu'il ne soit trop tard. Le Front national et moi serions fiers d'avoir contribué à éviter que la crise ne s'envenime et ne s'enkyste.

[L'article auquel se réfère M. Le Pen faisait état, entre autres, d'une déclaration de M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, demandant que « les propositions de Saddam Hussein » sur un règlement « global » des problèmes de frontières au Proche-Orient soient « prises en considération par la diplomatie occidentale ». D'autre part, M. Le Pen laisse sans réponses les questions que le Monde a posées à son service de presse sur les déclarations de M. Jules Monnerot, membre du bureau politique et président du « conseil scientifique » du Front national, récusant sa position (le Monde du 18 août). - O. B.]

Dans l'immédiat, et les choses étant ce qu'elles sont, je pense, aujourd'hui, au sort de nos compatriotes, qui ris-

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

3 000 spécialistes au congrès international de parasitologie à Paris

Découverte d'une parenté entre le virus du sida et le parasite de la bilharziose

Le prochain numéro (septembre 1990) du mensuel scientifique américain « Journal of experimental medicine » publie les résultats d'un travail français concluant à une étonnante parenté structurale entre le virus du sida et le « *Schistosoma mansoni* », le parasite responsable des formes les plus sévères de bilharziose, une affection sévissant sur un mode endémique dans de nombreux pays du tiers-monde (1).

Cette découverte française sera évoquée dans le cadre du septième congrès international de parasitologie, qui réunit du 20 au 24 août à Paris près de 3 000 spécialistes. Elle trouve son origine dans une observation fortuite faite par les chercheurs du centre d'immunologie et de biologie parasitaire (unité mixte INSERM 187-CNRS 624) que dirige à Lille le professeur André Capron.

LILLE

de notre envoyé spécial

La découverte des chercheurs lillois soulève de nouvelles questions quant aux liens pouvant exister, notamment en Afrique, entre le sida et la bilharziose et pourrait

fournir une nouvelle clé dans la compréhension du mode de fonctionnement du virus du sida.

On savait déjà que l'épidémie africaine du sida affectait en priorité des populations vivant dans des régions à haute endémicité d'affections parasitaires, au premier rang desquelles figurent le paludisme et la bilharziose intestinale. Cette dernière maladie, très répandue en Afrique, est due à l'infection de l'organisme humain par *Schistosoma mansoni*, genre de ver de l'ordre des trématodes hébergé par des mollusques d'eau. Elle se caractérise par des symptômes digestifs (syndrome dysentérique, cirrhose du foie, splénomégalie), aux conséquences le plus souvent très graves. Des chercheurs du centre de Lille travaillant de manière indépendante sur le virus du sida et sur ce parasite ont, par le plus grand des hasards, découvert à quelques jours d'intervalle, par le biais d'une « réactivité immunologique croisée », qu'ils avaient mis en évidence une structure protéique très voisine et peut-être identique.

Une « réactivité croisée »

Après vérification, ils concluent avoir découvert, grâce à un anticorps monoclonal, une parenté de structures tout à fait inattendue entre une protéine du virus du sida (protéine virion infectieux ou *vi*) et deux protéines existant à la surface

du parasite. Cette « réactivité croisée » a été confirmée dans les sérums d'enfants africains âgés de huit à dix ans, sérologiquement vis-à-vis du sida et, de manière inverse, chez des sujets européens séropositifs n'ayant jamais été en contact avec le parasite responsable de la bilharziose.

Cette « réactivité croisée » a également pu être mise en évidence au niveau des lymphocytes T, catégorie particulière du système immunitaire. Les lymphocytes T, d'un organisme immunisé avec l'antigène du parasite peuvent « reconnaître » la protéine *vi* du virus du sida. « De plus, explique le professeur Capron, nous avons pu démontrer que l'injection chez le rat de l'anticorps monoclonal « anti-*vi* » permettrait d'obtenir chez ces animaux un très fort niveau de protection contre l'invasion schistosomiale. Tout se passe, en définitive, comme si un anticorps anti-viral pouvait protéger contre une infection parasitaire... ».

Les chercheurs français ne disposent pas encore d'arguments leur permettant d'affirmer que cette parenté correspond à des structures en tous points équivalentes. Toutefois, l'équipe lilloise a récemment découvert une seconde étonnante parenté de structures entre une autre protéine (*he*) du virus du sida et à nouveau une protéine de la surface du parasite de la bilharziose. Leurs travaux portent aujourd'hui sur l'identification précise de ces structures. Cette

connaissance permettra de mieux comprendre le rôle précis joué par la *vi* dans le métabolisme du virus du sida. Il s'agit également d'élucider les liens pouvant exister entre la réponse immunitaire de l'organisme à l'infection parasitaire et la multiplication du virus ou des cellules infectées par celui-ci.

Ce type de parenté structurale est un phénomène de plus en plus fréquent avec le développement des techniques de biologie moléculaire. Toutefois, une telle homologie est ici doublement différente. D'abord parce qu'elle concerne deux agents pathogènes de l'espèce humaine; ensuite parce que l'on sait aujourd'hui que les zones d'émergence du virus du sida (Zaire et Burundi notamment) correspondent à des régions où la bilharziose sévit à un mode hyperendémique. Il reste donc aujourd'hui d'une part à découvrir, au travers de l'origine de cette parenté des structures, l'histoire des liens entre le virus et le parasite, d'autre part à vérifier s'il n'y a pas ici une clé moléculaire qui permettrait d'agir efficacement contre le virus responsable du sida.

JEAN-YVES NAU

(1) Cette communication est signée de MM. Jamal Khalifeh, Jean-Marie Grigey, Raymond Piere, Jean-Claude Ancien, André Capron, M^{me} Anne-Marie Schacht, Hélène Gras-Masse, MM. André Tartar (centre d'immunologie et de biologie parasitaire, Institut Pasteur de Lille) et Jean-Pierre Lecocq (société Transgene, Strasbourg).

Après le meurtre de Mont-sur-Meurthe

La messe de l'abbé Pierre à la mémoire de la victime

NANCY

de notre correspondant

« Si ce crime avait été commis par un enfant du village, est-ce qu'aujourd'hui vous demanderiez le départ de sa famille ? » Samedi matin 18 août, la voix de l'abbé Pierre a résonné dans les murs de l'église de Mont-sur-Meurthe (Meurthe-et-Moselle), ce village lorrain choqué encore par le meurtre, le 5 août, d'une jeune fille de dix-huit ans, André Grandcolas.

Si le fondateur des Communautés d'Emmaüs a pris le plein de vent dans le village pour y rencontrer les parents de la victime et les habitants, c'est que le meurtrier présumé est un compagnon d'Emmaüs. En effet, une semaine après la découverte dans la Moragne, la petite rivière qui traverse Mont-sur-Meurthe, du corps de la jeune fille frappée de plusieurs coups de couteau, les gendarmes de Lunéville et de Nancy arrêtaient Raymond Del Rosario. Celui-ci, âgé de vingt-huit ans, était arrivé dans le foyer de la Communauté d'Emmaüs en décembre 1989.

A l'annonce de l'identité du meurtrier présumé, certains des habitants ont remis en question la présence de la communauté dans le village. C'est donc pour calmer les esprits, et éviter tout amalgame, que l'abbé Pierre est venu à Mont-sur-Meurthe, où il a célébré dimanche une messe à la mémoire d'André et ren-

contré successivement le père de la jeune fille et le responsable régional de la Communauté d'Emmaüs, chargé des communautés à l'échelon national.

Un des griefs que formulait à l'encontre du foyer de Mont-sur-Meurthe ceux qui souhaitaient son départ est l'absence de responsable titulaire depuis cinq ans. Des responsables stagiaires et des chefs de cours, chargés par l'association au niveau régional de surveiller les chantiers, se sont succédés. Il aura fallu que survienne ce drame pour que la communauté de Mont-sur-Meurthe devienne « une priorité » et que soit garantie la présence d'un responsable administratif dès septembre.

Le maire du village, M. Yves Weller, a demandé que s'établissent « des relations régulières entre la communauté et la mairie, permettant au maire, chargé de l'ordre public et de la police municipale, de connaître à tout moment les nouveaux arrivants et les départs, ainsi que, confidentiellement, les antécédents éventuels des compagnons ». En attendant que se règle cette question administrative, à Mont-sur-Meurthe les villageois et les compagnons d'Emmaüs vont essayer de vivre comme avant, ou presque.

MONIQUE RAUX

ENVIRONNEMENT

Depuis le 17 août

3 000 hectares de pinèdes ont brûlé en Corse

AJACCIO

de notre correspondant

Trois mille hectares environ de pinèdes et de maquis ont été la proie des flammes dans la région du col de Bavella, sur le territoire des communes de Zonza et Conca en Corse-du-Sud. Le feu s'est déclaré dans la matinée du vendredi 17 août pour une cause qui n'est pas établie, mais qui n'est pas forcément accidentelle, non loin du petit hippodrome de Vico. Attribué par le vent et favorisé par la combustibilité du couvert végétal, cet incendie, d'une puissance rarement atteinte ces dernières années, a rapidement gagné les crêtes pour redescendre vers le rivage oriental de l'île, en dépit des importants moyens mis en œuvre pour le maîtriser. Dimanche, il ne restait plus que des foyers résiduels, que les hélicoptères et bombardiers d'eau s'attachaient à éteindre.

Sur la côte occidentale, entre Figari et Bonifacio, toujours en Corse-du-Sud, un autre incendie a été allumé pour la cinquième fois en l'espace de trois semaines. Les quatre premiers avaient été déclarés sur le domaine de La Testa, qui appartient à Paribas, après avoir été acquis, au début des années 70, par l'homme d'affaires israélien Samuel Flatto Sharon. Un cinquième, vendredi 17 août, a éclaté en lisière de ce domaine, à Ventilegna. Il a pu être circonscrit, mais ces sinistres successifs ont parcouru au total environ 400 hectares.

L'aménagement de La Testa-Ventilegna est l'un de ceux qui suscitent en Corse une opposition sans concessions depuis deux décennies. Ces incendies paraissent suspects aux nationalistes, qui y voient le signe avant-coureur de l'aménagement redouté. Une vingtaine d'entre eux ont donc décidé de constituer une sorte de milice, qui s'est donné pour tâche de patrouiller dans cette zone afin de découvrir l'éventuel incendiaire ou, le cas échéant, le mettre hors d'état de nuire.

PAUL SILVANI

Gendarme d'un jour à Saint-Tropez

Le ministre de la mer veut réformer le permis bateau

M. Jacques Mellick, ministre de la mer, a annoncé, samedi 18 août, à Cogolin (Var), à l'occasion d'une opération « coup de frein » dans le golfe de Saint-Tropez, sa décision de procéder à une réforme du permis bateau - institué en 1966 - qui devrait prendre effet dès l'été prochain.

NICE

de notre correspondant régional

« Bonjour. Je suis le ministre de la mer. Pouvez-vous me montrer vos papiers ? » Samedi 18 août, M. Mellick a joué, plus d'une heure durant, au gendarme dans le golfe de Saint-Tropez, haut lieu de la navigation de plaisance, où était organisée une opération « coup de frein » de grande envergure (1). Embarqué à bord d'une vedette des affaires maritimes et vêtu d'une superbe combinaison rouge, le ministre a contrôlé, avec courtoisie, plusieurs embarcations à moteur dont les passagers, un peu surpris, font toutefois fi de son action... Diligence de sa courte virée en mer sous les yeux des journalistes : quelques pécadilles, comme un défaut de bouée en fer à cheval et l'absence d'apposition d'un numéro d'immatriculation, qui ont valu aux contrevenants de simples remontrances.

M. Mellick est un ministre consciencieux. Depuis le début du mois d'août, il a entrepris incognito un tour de France des plages, de la mer du Nord à la Méditerranée, à

l'écoute des estivants pour mieux cerner les problèmes de sécurité en mer. Guidé par un capitaine (le capitaine de la plage aux larges les moteurs), il ne veut pas être le « ministre de la répression » mais celui « des amoureux de la mer » dans un esprit de « liberté, mais aussi de rigueur ». Sa volonté : faire cohabiter toutes les activités nautiques par une organisation de l'espace littoral.

Au cours d'une conférence de presse, aux Marines de Cogolin, il s'est félicité, à ce sujet, des efforts consentis par les communes, responsables de la police des baignades dans la zone dite des 300 mètres. Il a également annoncé la mise en chantier d'une réforme du permis bateau qui a été institué en 1966 et qui a besoin d'un « sacré toilettage ». « Ce ne sont pas les épreuves théoriques qui sont en cause, a-t-il précisé, mais la pratique. Je me suis notamment rendu compte que les usagers perdaient, d'un côté à l'autre, les auto-matismes du pilotage. Le conseil supérieur de la navigation de plaisance sera consulté et lui fera des propositions afin que le nouveau permis puisse entrer en vigueur dès la saison prochaine.

Alcoolisés à la barre ?

Le ministre a également appelé de ses vœux une harmonisation de la réglementation au niveau européen, en commençant par les pays méditerranéens, tout en excluant une limitation de la puissance des

bateaux - et, donc, de la vitesse qui, par définition, « est libre ou large ». Il a indiqué, d'autre part, qu'il envisageait une modification, « peut-être sur le modèle des garde-côtes américains », du statut des agents des douanes. Bien qu'ils disposent de moyens très importants, ceux-ci ne sont pas habilités, en effet, à verbaliser en matière de police de la navigation. Interrogé, enfin, sur le problème de l'alcoolémie à la barre, M. Mellick est tombé des nues. « C'est, a-t-il dit, la première fois qu'on m'en parle. Je vais y réfléchir. Si la loi le permet, des alcoolisés pourraient, en effet, être pratiqués lorsque des excès de vitesse seront constatés ».

Comme le démontre le bilan des douze opérations « coup de frein » organisées depuis le début de l'été sur le littoral méditerranéen, les excès de vitesse représentent, précisément, plus de la moitié des infractions (331 sur 603 pour 1 312 bateaux contrôlés). Le nombre des personnes décédées et disparues a tendance, lui, à diminuer d'année en année (dix-huit au 14 août 1990, dont sept plongeurs, contre quarante-cinq en 1988 et vingt-huit en 1989).

GUY PORTE

(1) Dix bâtiments et deux hélicoptères des affaires maritimes, de la gendarmerie et des douanes y ont participé sous l'autorité du préfet maritime de la III^e région maritime (sur 110 bateaux contrôlés, 54 infractions ont été constatées, dont 32 pour excès de vitesse).

JUSTICE

L'affaire de la « joggresse de Central Park »

Trois adolescents de Harlem reconnus coupables du viol d'une jeune femme

Après dix jours de délibérations dans un procès qui tourmente l'Amérique depuis plusieurs semaines, un jury de New-York a déclaré coupables trois jeunes gens de Harlem accusés d'avoir, le 19 avril 1989, attaqué, violé et sauvagement battu une jeune femme laissée pour morte dans les fourrés de Central Park.

WASHINGTON

correspondances

Le jury, composé de dix hommes et deux femmes, n'a pas retenu le chef d'accusation plus grave de tentative d'assassinat, ni celui de sodomie. Le verdict sera prononcé le 11 septembre : compte tenu de leur âge, les jeunes gens - deux Noirs et un Latino, âgés de quatorze à seize ans - sont passibles d'une peine de dix ans de prison au maximum.

Le nom de la victime n'ayant pas été révélé, l'affaire est devenue dans les médias celle de la « joggresse de Central Park » (le *Monde*, daté 29-30 juillet). Issue d'une très bonne famille, âgée de trente ans, la jeune femme a fait de brillantes études et occupait un poste de responsabilité dans un cabinet d'affaires cotées. Son témoignage n'a pas influencé le jury, qui s'est pro-

noncé essentiellement sur la base des aveux, enregistrés sur vidéo, de deux des accusés, reconnaissant avoir attaqué la jeune femme, qui s'était débattue farouchement contre ceux qui la frappaient avec des briques et un tuyau métallique.

Les avocats des adolescents ont fait valoir que leurs clients avaient été attirés par la police à force de menaces et d'intimidation. Ils soulignèrent l'insuffisance de preuves matérielles. Tout au long du procès, des militants d'organisations noires manifestaient à l'extérieur, accusant le procureur, une femme, d'avoir menti.

La décision du jury ne peut qu'attiser les tensions raciales. La description détaillée de l'agression de Central Park a renforcé chez les Blancs la peur ancestrale que leurs femmes et leurs filles soient menacées par les Noirs. Aux yeux de la communauté noire, au contraire, elle indique que le système judiciaire américain défavorise les Noirs.

Les médias accordent, il est vrai, toujours plus d'importance à une victime blanche qu'à une victime noire. Ainsi, deux jours après le drame de Central Park, une jeune femme noire a été violée à Harlem. La presse en parla peu mais, contrairement à la règle d'éthique interdisant d'indiquer le nom d'une victime de crime sexuel, son identité fut révélée.

HENRI PIERRE

Olivier retourne en prison

Olivier, le jeune Havrais deux fois condamné à deux mois de prison ferme puis gracié par le président de la République (le *Monde* du 25 juillet), a été inculpé et écroué jeudi 16 août à Limoges pour avoir blessé un policier qui l'avait surpris en flagrant délit de cambriolage. Agé de quatorze ans, auteur d'une centaine de vols en trois ans, notamment de voitures, selon ses propres dires, Olivier avait été accueilli, à sa sortie de la prison du Havre, dans un centre d'enfants de Niort, en Haute-Vienne. Début août, il avait récidivé une première fois avec un petit cambriolage. Puis, le 15 août, le jeune garçon a volé une voiture avant de pénétrer par effraction dans une maison de Couzou, en banlieue de Limoges, et de blesser sérieusement le policier qui tentait de le cerner, à l'aide d'un rasoir.

Évasion collective à Bastia. - Six détenus se sont évadés, dimanche 19 août, de la prison Sainte-Claire, de Bastia (Haute-Corse). Après avoir menacé un gardien, Eric Grebeval, Georges Ephrem, Jean-Pierre Caille, Jacques Buttafoggi, Jean-Philippe Lucchini et Ange Federici ont franchi le mur d'enceinte. Lundi 20 août, cinq d'entre eux étaient toujours en fuite après l'interpellation, dimanche après-midi, de Georges Ephrem, de nationalité libanaise, à une trentaine de kilomètres au sud de Bastia. Construite au seizième siècle et fort vétuste, la prison Sainte-Claire est surnommée la « prison-gruyère », notamment depuis une série de huit évasions en sept mois en 1984.

Cette évasion collective porte à une cinquantaine le nombre d'évasions des prisons françaises depuis le début de l'année. La précédente avait eu lieu le 11 août et fut le fait de deux détenus de Quercy (Creuse), Philippe Bourdais et Christian Gouyon, qui sont toujours en cavale après avoir agressé deux gendarmes en Saône-et-Loire.

سكدر (عن لامل)

CULTURE

THÉÂTRE

Huit années dans la vie de Chéreau

Un livre dense, luxueusement illustré, fixe le souvenir d'un théâtre : « Nanterre-Amandiers » pendant les « Années Chéreau »

En 1982, Patrice Chéreau prenait la direction à Nanterre, du Théâtre des Amandiers, qui, après de difficiles négociations avait obtenu son statut « maison de la culture nationale », contre celui d'une SARL, la formule de gestion la plus souple. En 1990, Patrice Chéreau laisse la place à Jean-Pierre Vincent, déjà gérant associé depuis 1988, et surtout depuis leurs débuts communs au Lycée Louis-le-Grand, et ce, jusqu'en 1968, après la brève et ruineuse expérience d'une structure stable à Sartrouville.

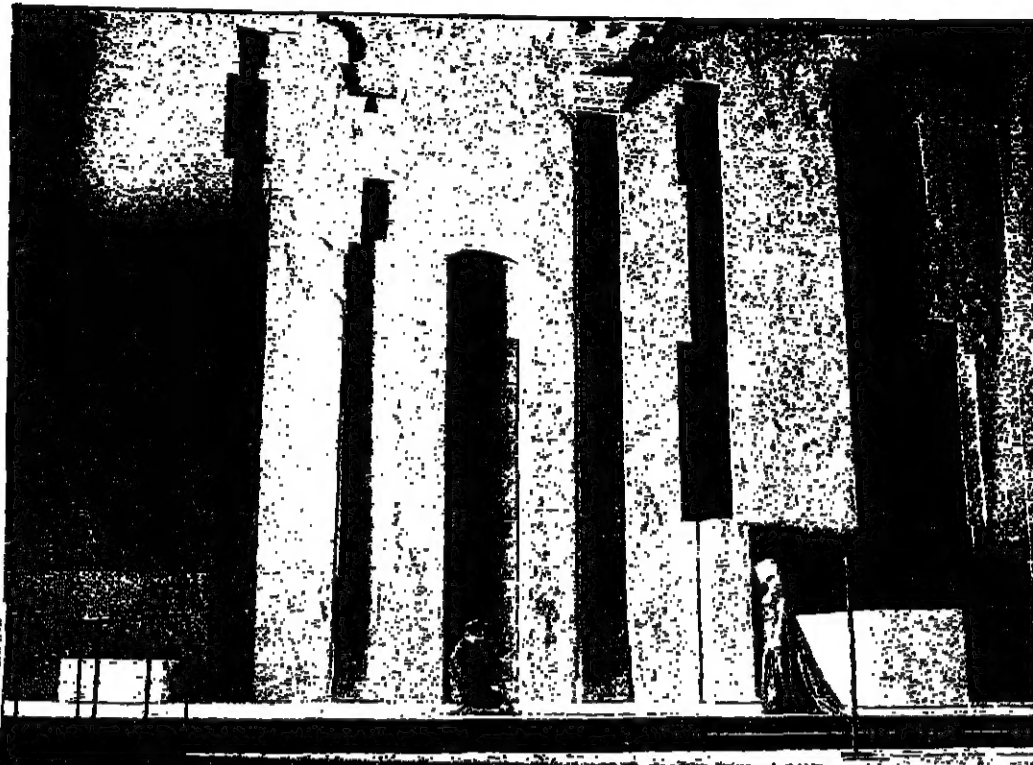
Huit ans plus tard, Patrice Chéreau s'en va ayant réalisé - autant que faire se peut - son rêve : « Donc, voilà le projet écrit-il : un théâtre, une école, un studio, une production de films. Cela n'a pas de nom, mais en bref, tout ce qui peut se faire, se dire, se rêver, se désirer, avec des auteurs, des acteurs, des techniciens, des peintres et bien sûr des metteurs en scène et un public... »

Les prochains projets de Patrice Chéreau sont un film - *la Reine Margot* avec Isabelle Adjani - puis des mises en scène d'opéra et il ne rejette pas totalement l'idée de revenir pendant ce temps au théâtre, si l'occasion s'en présente à des moments de liberté. Les huit ans qu'il a vécus là-bas dans le bâtiment blanc, à l'architecture un peu froide, mais habitée de passions, ont sûrement été extrêmement importantes. Il n'était jamais resté si longtemps quelque part, il était totalement chez lui, avait entièrement choisi son équipe - avec bien entendu Richard Peduzzi, et aussi Catherine Tassca jusqu'à ce qu'elle soit nommée au CNCL en 1986.

Des amis haut-de-gamme

Patrice Chéreau a marqué Nanterre, et Nanterre l'a marqué profondément. La preuve en est : lui qui n'aime pas s'attarder sur ce qui est fait pour se concentrer mieux sur ce qui est à faire, pour une fois a voulu rassembler et fixer dans un livre *Nanterre-Amandiers* aux Editions Imprimerie Nationale les traces de ces années-là, les *Années Chéreau* - c'est le sous-titre.

« Nanterre-Amandiers n'existe,



1985 : Quartet de Heiner Müller, d'après Laclos, dans les décors de Richard Peduzzi pour le précédent spectacle, Lucio Silla, de Mozart. Un lien dans l'esprit de Chéreau.

que par et pour un Chéreau multiforme. D'autre part, c'est un lieu qui appelle d'autres initiatives que les siennes propres, écrit Bernard Dori en préface. Nanterre héberge des concerts, des projections de films et accueille des spectacles. Mais il ne le fait pas à la façon d'une maison de la culture. Les choix de Chéreau sont plus restreints. Ils s'inscrivent dans la logique de son travail, de ses affinités et de ses amitiés ».

Etant donné la notoriété de Patrice Chéreau, son talent unique, sa personnalité, les amis auxquels il fait appel sont forcément haut-de-gamme. Sans lui, Pierre Boulez, Luc Bondy, Klaus Gruber, ou Michel Piccoli, Maria Casarès, Gérard Desarthe... ou Jane Birkin, Philippe Léotard... n'auraient peut-être pas travaillé avec lui l'ont fait à Nanterre. En fait ils ont été sollicités

d'abord pour la façon dont ils s'inscrivent dans l'univers de Chéreau, dont ils l'habitent et l'enrichissent, comme d'autres moins connus, ou même comme les élèves de l'école...

Le livre, c'est le monde de Chéreau sans exégèse ni analyses a-posteriori. Un texte de Michel Vinaver et un autre de François Regault sur Bernard-Marie Koltes dont Patrice Chéreau, dès la première année a monté *Combat de nègre et de chiens*, puis *Quai Ouest*, puis *Dans la solitude des champs de coton* et le *Retour au désert*. Des textes de Bernard Dori, Richard Peduzzi, Yves Bonnefoy. Témoignages qui entourent le corps : les photos, les extraits d'articles de critiques français et étrangers, car les productions de Nanterre ont été suivies en particulier par les journaux d'Allemagne et d'Italie.

Tout y est. Tout ce qui s'est donné à Nanterre, ou que Nanterre a produit et qui s'est joué ailleurs - ainsi la *Lulu* de Wedekind par André Engel au Bataclan ou le *Retour au désert* au Théâtre Renaud-Barraut... En 345 pages et 350 photos, à travers les extraits d'articles, le livre raconte, et montre l'étonnante continuité d'un travail qui ne s'est pas construit autour de thèmes définis à l'avance, mais dévide les encheînements d'une pensée, et reflète de façon lumineuse les fantasmes d'un poète, son parcours sensible.

COLETTE GODARD

Éditions Imprimerie Nationale. Collection « le Spectateur français » : 345 p., 350 photos noir et couleurs. 670F.

MUSIQUES

Les mille manières de jouer

Le plaisir du piano à la Roque d'Antheron, c'est aussi la diversité

LA ROQUE-D'ANTHERON de notre envoyé spécial

Dans le parc du château de Florans, où, en une double baie d'honneur, veillent trois cent soixante-cinq pianos centenaires, tous semblables et tous différents comme les jours de l'année, on a écouté depuis dix ans presque autant de pianistes. Et le plaisir de ces confrontations est de faire apparaître qu'il y a mille manières de toucher un clavier, où toutes les personnalités se reflètent comme en un miroir.

Ainsi, quel contraste, vendredi, entre une toute jeune fille, Claire Désert, comme une pile électrique, jetant toute sa passion nerveuse, sa virtuosité ultra digitale déjà exceptionnelle dans les *Fantasies* de Schumann ou deux *Sonates* de Scriabine, et le calme olympien de Gerhard Oppitz, du haut de ses trente-sept ans et de sa classe à la Musikhochschule de Munich ?

Le visage fleuri et soigneusement dessiné entre moustache, collier de barbe et cheveux blonds, reflète la sérénité supérieure qu'il imprime à la *Fantaisie-Sonate* en sol D.894 de

Schubert et aux *Intermezzi* op.117 de Brahms, ce beau jeu moelleux, équilibré, en pleine pâte, qui s'accorde si bien avec la sonorité de son Bösendorfer. Il est difficile de jouer mieux du piano, mais, comme parfois Arrau, on aimerait le voir sortir de ses gonds, découvrir au fond de lui-même de nouveaux accents : ce n'est pas le coup de boutoir, la surprise de temps en temps, qui donne de l'accent à une interprétation, c'est la flamme qui veille derrière chaque note, une présence, une ferveur qui se communique à la musique à chaque

instant. Oppitz est un poète, il ne cède jamais au spectaculaire, malgré l'enviable maîtrise technique de ses Variations sur un thème de Haendel de Brahms, mais il semble un peu trop en paix avec son inconscient...

Dans le cloître de Silvane, samedi, Olivier Baumont, trente ans, claviciniste, célèbre le culte de Rameau. Excellent technicien, savant musicologue, il joue avec netteté et distinction, mais des phrases et des mouvements parfois étranges, sans nous entraîner dans les fantaisies épiques d'une Marcelle Meyer au piano ou d'un William Christie au clavier, grâce auxquelles Rameau tout à coup claque la porte de la pure respectabilité, dévoile son tempérament de feu qui brûle les planches !

Liens d'amour

Même à La Roque-d'Antheron, on change parfois de genre musical pour renouveler le goût et les oreilles des auditeurs. Samedi soir, en direct sur France-Musique, le Quatuor de Cleveland (peu connu en France malgré ses vingt ans d'âge) nous enchantait avec le *Quatuor en ré op.76 n°3* de Haydn, dont le *largo*, d'une polyphonie très dense, semble annoncer la mélancolie schubertiennne, puis s'associe avec le merveilleux György Sebik pour le *Quatuor avec piano* de Schumann et le *Quintette* de Brahms. Deux oeuvres éclatantes de vie et de passion, où le jeu transparent, le toucher de velours du pianiste, nouait avec les cordes si flexibles des liens d'amour, tant dans les mouvements de rêve (presque à l'excès chez Schumann) que dans les fougueuses chevauchées romantiques.

JACQUES LONCHAMPT

Havel et Jagger

Les Rolling Stones ont achevé à Prague leur tournée européenne

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Les Stones ont embrasé Prague. Et le Strahov, le plus vaste stade d'Europe, réservé depuis plusieurs années aux fameuses spartakiades à la gloire du régime, n'avait jamais sans doute connu pareille ferveur ni pareille frénésie. Au coude à coude sur le gazon ou blotties dans les tribunes, cent mille personnes, samedi 18 août, ont été « bluffées » par le décor colossal du spectacle qu'une artillerie de projecteurs pouvait transformer en raffinerie incandescente, en Beaubourg fluorescent, en tableau gigantesque et animé qu'un Peter Pan du nom de Jagger pouvait à lui seul enflammer. Cent dix mille personnes de tous âges, venues de toutes les régions de Tchécoslovaquie et aussi de Pologne, d'Allemagne, de Hongrie, pour le dernier concert - sponsorisé par la radio

Europa Plus - de la tournée européenne du groupe.

« Les tanks partent, les Rolling Stones arrivent » annonçaient quelques slogans, et la lippe gourmande de Mick Jagger, devenue l'emblème du groupe et accrochée depuis plusieurs jours à la place d'une ancienne statue de Lénine, était un symbole insolent. C'est ainsi que l'avait d'ailleurs voulu le président Vaclav Havel, soucieux de marquer à sa manière - joyeuse et un brin provocante - et avec quelques jours d'avance l'anniversaire du fameux 21 août 1968, date de l'arrivée des chars soviétiques dans la capitale tchécoslovaque. C'est lui qui a écrit aux Stones pour leur demander de rajouter Prague à leur tournée et c'est lui qui a tout fait pour faciliter la conclusion d'un accord avec la formation sans doute la plus exigeante du show-business. Mi-amusés, mi-choqués, les

Tchécoslovaques ont ainsi découvert dans la presse l'étendue des caprices des stars, sidérés qu'un contrat d'une telle envergure aille jusqu'à mentionner, en plus des conditions techniques et des besoins divers en matière de communication, les exigences de Jagger concernant sa marque de thé, de voiture, de vodka et de chocolat. Mais tout, ou presque, était d'avance pardonné aux Rolling Stones, dont le cachet (amputé des frais d'organisation et de personnel technique) devait être versé à l'organisation caritative présidée par M^{me} Havel pour la reconstruction d'un hôpital pour enfants. Entouré d'amis et de conseillers chevelus et barbus comme aux plus belles heures de la carrière des Stones, le couple Havel, jumelles en main, n'a d'ailleurs rien perdu du concert et beaucoup freudonné. « It's only rock and roll »...

ANNICK COJEAN

DISQUES

L'archet transfiguré

► Duo pour violon et violoncelle, de Ravel.
Sonate pour violoncelle seul, de Kodaly.
1 disque compact Harmonic Records H/C 8823.

Ravel aimait les défis. Le *Concerto pour la main gauche*, *Trigane*, *Scarbo*, le *Boléro* témoignent du sadisme d'un compositeur qui prenait plaisir à plonger les virtuoses dans des situations impossibles.

Dans la *Sonate pour violon et violoncelle* (1921), il s'ingénie à faire sonner les deux instruments à cordes comme s'ils étaient quatre, à évoquer de sa musique toute tentation hétérosexuelle au profit d'un contrepoint sévère, associant parfois deux tonalités différentes. L'œuvre est austère, ses harmonies dures (comme l'étaient celles de certaines des *Valses nobles et sentimentales*). Son lyrisme est âpre, brûlant.

Zoltan Kodaly n'avait pas les mêmes préoccupations que son confrère français. Comme son ami Bartok, le Hongrois était davantage soucieux de retrouver les racines de la musique de son pays, de l'intégrer au discours savant pour renouveler un langage chahuté en ce début de vingtième siècle.

Sa *Sonate pour violoncelle seul* (1915), ne peut échapper au souvenir de Bach et de ses *Suites*, que Casals et Abbiate venaient de réhabiliter. Elle chante à perdre haleine, imite la harpe, le cymbalum ; tout un orchestre semble accompagner une fête villageoise imaginaire.

Une virtuosité périlleuse unit ses deux chef-d'œuvres délaissés. Ils sont joués par des interprètes en état d'apaisement qui renouvellent la réussite (chez le même éditeur) d'un précédent disque consacré à la *Sonate pour violon seul*, de Bartok et au *Duo pour violon et violoncelle*, de Kodaly.

ALAIN LOMPECH

Adolescent prolongé

► Iggy Pop : Brick By Brick.
Disque, cassette, CD Virgin.

Brick By Brick est un disque bien tourné. Avec du beau linge (membres des B 52's ou de Guns and Roses en permission pour faire masse), produit par Don Was, un nom qui fait chic sur les pochettes en ce moment, Iggy Pop n'a pas besoin de traitement cosmétique. Des Stooges - il y a vingt ans - à nos jours, il n'a jamais fait trop de concessions. Sa production a été inégale, mais ce n'était qu'une question d'inspiration, jamais de marketing.

Les années 90 le trouvent donc intact - plus que ses contemporains, David Bowie ou Lou Reed, - en forme même. *Brick By Brick* est une chose énergique, qui coule de source. Vocalement, Iggy Pop reste ce batarde fascinant de Jim Morrison et de Mick Jagger, provocateur incantatoire, shaman des bas-fonds.

Cela dit, Iggy Pop n'est plus tout jeune. C'est un truisme autour duquel quelques-uns de ses contemporains ont construit une seconde carrière, ces derniers temps. Son ex-colleague en déchéance, Lou Reed, a dû se livrer à un réajustement de perspective acrobatique pour arriver au statut d'académicien que lui ont conféré *New York* et *Songs for Drella*.

C'est sans doute en demandant un peu trop à Iggy Pop. La fidélité, la cohérence dont on parlait plus haut sont aussi des entraves. *Brick By Brick* sonne souvent comme un classique de la fin des années soixante-dix. Les chœurs virils de *The Underneath* ou le reggae hésitant de *Moonlight Lady* (avec une jolie partie de slide de David Lindley) y sont pour quelque chose. Et l'arrogance (des paroles, de la voix), comme les jupes plissées et les socquettes ou le bousin noir, se porte moins bien après un certain âge.

T. S.

JULIAN SANDS
CHARLOTTE GAINSBURG
NASTASSJA KINSKI

dans un film de
PAOLO ET VITTORIO
TAVIANI

LE SOLEIL
MÊME
LA NUIT

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1990

LE 22 AOÛT

JACQUES LONCHAMPT

10/10/10

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

Isabelle BERTAUX-WIAME et Daniel BERTAUX, Sandrine et Julien, ont la joie d'annoncer l'arrivée de

Alma,

chez Louise BERTAUX et François-Renaud LABARTHE,

le 16 août 1990.

Daniel SOULEZ LARIVIERE et Mathilde-Mahant, née Nobbouri, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Victoire,

le 1^{er} août 1990.

6, rue des Fougères,

92190 Clamart.

Décès

M. Guillaume Biro, son mari,

M. et M^{me} Guy D. Biro et leur fils,

M. Alain P. Biro et ses enfants,

M. et M^{me} Renan Biro de Bona,

Rodolphe et Pauline, leurs enfants,

M. François H. Biro, M. et M^{me} Jean Dion et leurs enfants,

M^{me} Jacqueline Schott, M. et M^{me} Christian Febvre, M. et M^{me} Danièle Lereau, M. et M^{me} Jo. Chappet et Noémie, le groupe B.G.S. SA et ses collaborateurs, ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 15 août 1990, de

M^{me} Guillaume BIRO,

Paullette Offret, maman du compositeur

Pascal Amiel,

(† le 19 janvier 1989).

Ses obsèques auront lieu le mercredi 22 août, à 16 heures, en l'église Saint-Ferdinand des Termes, 27, rue d'Armalie, Paris-17.

Cet avis tient lieu de faire-part.

44, avenue de la Grande-Armée,

75017 Paris.

Allegria et Christophe Chapuis-Markevitch et leurs enfants,

Nathalie et Jörg Frieden-Markovitch et leurs enfants,

à Fribourg, à Fribourg,

Oleg et Karin Caetani-Schafflein, à Francfort,

Le marquis et la marquise Nicolo Et Lotte Anicini et leur famille,

à Florence, à Florence,

Vassil Markovitch et ses enfants,

à Genève, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur mère, grand-mère, nièce et belle-mère,

M^{me} Topazia CAETANI,

survenue le vendredi 17 août 1990, à Lully, dans sa soixante-huitième année, après cinq années de maladie supportées avec courage et dignité.

Les obsèques auront lieu à Florence.

Un remerciement spécial va au personnel soignant du château de la Rive, à Lully.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Arène-Henry, le docteur et M^{me} Jacques Chabot, Agnès, Xavier, Nathalie et Florence, ont la douleur de faire part du décès de

Marc CHABOT,

leur petit-fils, fils et frère,

survenu à Paris, le 17 août 1990, dans sa trente-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Villette (Ain).

Eric Sarnier,

Marc et Anna,

ont la douleur de faire part à tous ceux qui l'aiment du décès de

Paula ELGHERABLI,

née Pesta Levine,

le 11 août 1990.

70, rue du Faubourg-Saint-Antoine,

75012 Paris.

Nous apprenons le décès de

Gaston GIRARD,

ancien député du Loiret,

survenu dimanche 12 août dans sa quatre-vingt-deuxième année.

(Né le 20 février 1899 à Gully (Loiret). Gaston Girard, qui était agriculteur, avait été conseiller général du canton d'Orzeaux-sur-Loire (1945-1982) et maire de Saint-Benoît-sur-Loire (1945-1973). Devenu député de la troisième circonscription du Loiret en mars 1973, après le décès de Pierre Chavé, du UDR dont il était le suppléant, il avait été réélu député (RPR) en 1978 et ne s'était pas représenté en 1981. Gaston Girard avait donné sa démission du ses fonctions de maire de Saint-Benoît en janvier 1979, mais il était resté premier adjoint jusqu'en mars 1983.)

M. Philippe Heilbronner, son épouse, M. et M^{me} Frédéric Heilbronner, M^{me} Catherine Heilbronner, ses enfants, M. André Heilbronner, son beau-père, M^{me} Claudine Poidatz, M. et M^{me} François Bédier et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Paul Clément et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Merino et leurs enfants, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, ont le chagrin de faire part du décès, survenu le 13 août 1990, de

M^{me} Janine HEILBRONNER,

née Poidatz.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 17 août 1990, à Bagat-en-Quercy (Lot).

87, avenue de Villiers,

75017 Paris.

Domaine de Quatre,

Bagat-en-Quercy,

46800 Montcuq.

Myriam de la Croix, attachée de presse et proche collaboratrice, et ses amis, ont la tristesse de faire part de la disparition de

M. Jacques SOUSTELLE,

ancien ministre, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique, Médal of Freedom (USA), commandeur de l'Ordre Aquila Azteca (Mexique).

5, rue de Luynes,

75007 Paris.

Anniversaires

Il y a sept ans

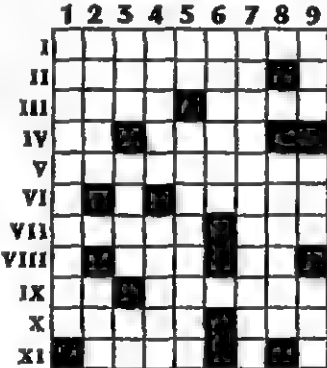
Robert SULTAN

nous quittait.

Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5329



HORIZONTALEMENT

1. Manger trop rapidement. — 10. Il n'y a pas lieu de mettre son nez. — 11. Avoir comme des mouches. Une maison où ça sent le sapin. — 14. Eau. Trop bien traité. — 15. Sert pour la grosse artillerie. — 17. Belle, peut-être une moitié de frère. On se découvre quand il arrive. — 18. Mack y capoté. Participe. — 19. Une limite pour ceux qui sont mouillés. Comporte trois ou quatre mouvements. — 20. Fils preuve d'attachement. Cassé par celui qui ne trouve personne. — 21. Récipient pour les cendres.

VERTICALEMENT

1. Le grand écart. — 2. Sans exemple. Partie de livre. — 3. Une trajectoire élevée. Parfois rejeté en même temps que le maître. En sourdine. — 4. C'est parfois une bonne pensée. En Corée. — 5. Fleuve. Va donc pas de parti pris. — 6. Une chose qu'on peut avoir à l'œil. — 7. Susceptible de nous déchirer. — 8. S'oppose à la réflexion. — 9. Eut une réaction brutale. Période. Est commune.

Solution du problème n° 5328

Horizontalement

1. Bouilleur. Noble. — 2. Introit. Acaïen. — 3. Urie. Abat. Ça. — 4. Irup-tion. Isle. — 5. Loi. Solides. ara. — 6. Lie. Irène. Ocas. — 7. Eteint. Tsu-nami. — 8. Journets. Mots. — 9. Rats. Stieley. — 10. Seul. Ne. Laon. — 11. Navets. Vilain. — 12. Oral. Emet. Patte. — 13. Bis. Utérus. An. — 14. Let. Ossu. Or. Soc. — 15. Energie. Piéture.

Verticalement

1. Bille. Encoleur. — 2. On. Unival. Louie. — 3. Urie. Abat. Ça. — 4. Irup-tion. Isle. — 5. Loi. Solides. ara. — 6. Lie. Irène. Ocas. — 7. Eteint. Tsu-nami. — 8. Journets. Mots. — 9. Rats. Stieley. — 10. Seul. Ne. Laon. — 11. Navets. Vilain. — 12. Oral. Emet. Patte. — 13. Bis. Utérus. An. — 14. Let. Ossu. Or. Soc. — 15. Energie. Piéture.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 20 août

TF 1
20.30 Feuilleton : Scandales à l'amirauté. De Harry Falk, avec Dennis Weaver, Maggie Farrell (dernier épisode).
22.05 Variétés : Salut les 60 ! Emission présentée par Claude François junior. 1968.
23.00 Magazine : Minuit sport.
23.35 Journal, Météo et Bourse.
23.55 Série : Passions.
0.20 Série : Mémoires.
0.45 Série : Côté cœur.
1.10 TF 1 nuit.
1.40 Feuilleton : C'est déjà demain.

A2
20.40 Théâtre : Drôle de couple. Pièce de Neil Simon, adaptation d'Albert Husson, mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Jacques Balutin, Jean-Pierre Guez.
22.40 Série : Disparitions. A brève échéance, d'Yves Elena.
23.40 Journal et Météo.
23.55 Diversité : La Madeleine Proust à Paris. Spectacle de Laurence Sémonin.

FR 3
20.35 Cinéma : L'Homme aux cols d'or. Film américain d'Edward Dmytryk (1959). Avec Richard Widmark, Henry Fonda, Anthony Quinn.
22.30 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Océaniques. Jeux de société, d'Eric Rohmer.
23.50 Musique : Carnet de notes. Sonate Violoncelle, 2^e et 3^e mouvement, « adagio molto » et « rondo », de Beethoven, par Gisèle Magnan, piano.

CANAL PLUS
20.30 Cinéma : L'Ouragan. Film américain de Jan Troell (1979). Avec Alia Farrow, Jason Robards, Max von Sydow.
22.25 Flash d'informations.
23.30 Corrida.
23.45 Sport : Golf. Le PLM Open et les meilleurs moments de l'US PGA.
0.45 Cinéma : Arrête de ramer. T'es sur le sable ! □ Film américain d'Ivan Reitman (1979). Avec Ed Murray, Harvey Atkin, Chris Makepeace.
2.15 Série : Deux solistes en duo.

LA 5
20.35 Téléfilm : Spécial Academy. De Rafal Zielinski, avec Brian Genesse, Lance Van Der Kolk.
22.05 Théâtre : les Bidochon, histoire d'amour. Texte de Christian Binet, avec Line Michel, Gilbert Libe, Jean-Luc Borras, Catherine Arvigo.
23.30 Sport : Cyclisme. Résumé du championnat du monde sur piste au Japon.
0.00 Journal de minuit.

M6
20.35 Téléfilm : L'impossible alibi. De Roger Spottiswoode, avec Ed Harris, Roxane Hart.
22.30 Cinéma : Rouge baiser. Film français de Vera Belmont (1985). Avec Charlotte Valandrey, Lambert Wilson, Marthe Keller.
0.25 Six minutes d'informations.
0.30 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler.

LA SEPT
20.30 Documentaire : Roman Opalka. De Christophe Louillon.
21.00 Téléfilm : Haendel esquire. De Tony Palmer.
23.05 Documentaire : Ateliers contemporains (Domela, soixante-cinq ans d'abs-traction).
23.35 Documentaire : Passages en regard.

FRANCE-CULTURE
20.50 Le roman du Rhin.
21.05 L'Europe-consonances-dissonances. L'empire romain.
22.05 Du ça dans le pastis. André Brahic, astrophysicien.
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli. Le cheval (1^{re} partie).
22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Le duo Dizzy Gillespie, Max Roach : Le quinet de Dizzy Gillespie.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Nuits bleues. Memphis Min-nie.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 8 août lors du Festival de Salzbourg) : Carnaval romain, ouverture op. 9, de Berlioz ; Concerto pour piano et orchestre en la mineur op. 16, de Grieg ; Symphonie n° 6 en si mineur op. 74, de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo, dir. Mariss Jansons ; sol : Radu Lupu, piano.
23.07 Nuits chaudes. Un Brésil secret.
0.58 Les valse de l'été.

Mardi 21 août

TF 1
16.50 Tiercé à Vincennes.
16.55 Série : Chips.
17.40 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo et Tapie vert.
20.30 Cinéma : le Serpent. Film franco-italo-allemand d'Henri Verneuil (1972). Avec Yul Brynner, Henry Fonda, Dirk Bogard.
22.40 Documentaire : Histoires naturelles. Les Aveyronnes.
23.35 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
0.25 Journal, Météo et Bourse.
0.45 Série : Mémoires.
1.15 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2
16.45 Série : Larry et Balki.
17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.35 Magazine : Giga. Alf : Les années collège.
18.10 Série : Mac Gyver.
19.00 Feuilleton : Châteaufort.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Les dossiers de l'écran : les Grands Fonds. Film américain de Peter Yates (1977). Avec Robert Shaw, Jacqueline Bisset, Nick Nolte.
22.30 Débat : Des trésors au fond de la mer... Avec Jean-Pierre Joncheray, chasseur d'épaves, Michel L'Hour, archéologue, Henri Delauze, président de la COMEX, Michel Botalla-Gambetta, administrateur en chef des affaires maritimes, Robert Stanil, chasseur d'épaves, le commandant Yvon Rawarch, directeur des opérations du Tiz-nic.
23.35 Journal et Météo.
23.50 Musique : Festival de jazz d'Antibes-Juan-les-Pins. Spécial Ray Charles.
0.20 Fin des émissions.
2.00 Magnétoscope : Rugby. Le match Argentine-Angleterre du 28 juillet (90 min).

FR 3
15.50 Magazine : 40^e à l'ombre de la 3.
18.00 Feuilleton : Sidième gauche.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 La 19-20 de l'information.
20.00 Jeux : La classe.
20.35 Téléfilm : La Belle Nivernaise. D'Yves-André Hubert, d'après Alphonse Daudet, avec André Valmy, Rosy Varte.
21.45 Journal et Météo.
22.10 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité. D'André Langenay et Gérard Calderon.
22.55 Série : Archives-mémoires. Charles Méraux : la passion contagieuse, de Bernard Maigrot.
23.35 Documentaire : Histoire de l'art. 10. Musique et danse de la cour de Chine.
23.45 ► Musique : Carnet de notes. Klavierschuck op. 118 « romance » et « intermezzo », de Brahms, par Gisèle Magnan, piano.

CANAL PLUS
13.30 Cinéma : la Princesse de Clèves. Film français de Jean Delannoy (1981). Avec Marina Vlady, Jean-François Poron, Jean Marais.
15.18 Surprises spéciales. L'Algolator.
15.45 Cinéma : Tarzan et le Safari perdu. Film américain de Bruce Humphreys (1956). Avec Gordon Scott, Robert Barry, Yolanda Donlan.

17.05 Documentaire : Tarzan fait son cinéma. Présenté par Marc Toesca.
18.05 Cabou cadin.
18.30 Cabou cadin.
19.20 Top 50.
19.55 Flash d'informations.
20.00 Magazine : Scrupules. Présenté par Jean-Luc Delarue et Isabelle Giordano.
20.30 Cinéma : Police Academy 6. Film américain d'Alan Myerson (1988). Avec Balboe Smith, David Graf, Michael Winslow.
21.55 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : Nocturne indien. Film français d'Alain Corneau (1989). Avec Jean-Hugues Anglade, Clémence Célané, Otto Tausig.
23.50 Cinéma : Adorable menteuse. Film français de Michel Deville (1981). Avec Marina Vlady, Michaël Mella, Michel Vitold.
1.30 Cinéma : Cambodge Express. Film américano-thaïlandais d'Alex King (1983). Avec Robert Walker Jr., Woody Strode, Nancy Kwan.

LA 5
13.30 Téléfilm : Ces gens qui frappent à la porte. De Wolfgang Staudte.
15.05 Série : Les cinq dernières minutes.
16.35 Dessins animés.
18.00 Série : Riptide.
19.00 Journal images.
19.10 Jeu : Je compte sur toi.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Cinéma : les Bidasses au pensionnat. Film français de Michel Vocoret (1978). Avec Jean-Marc Thibault, Jacques Jouanneau.
22.15 Téléfilm : Un tombeur de folie. De David Badier, avec Matthew Causey, Robin Harlan.
23.30 Sport : Cyclisme. Résumé du championnat du monde sur piste au Japon.
0.00 Journal de minuit.

LA 6
14.40 Feuilleton : Jo Gaillard.
17.15 Informations : M 6 info.
17.20 Série : Laredo.
18.10 Série : Cher oncle Bill.
18.35 Série : Espion modèle.
19.25 Série : Dis donc papa.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.

Audience TV du 19 août 1990

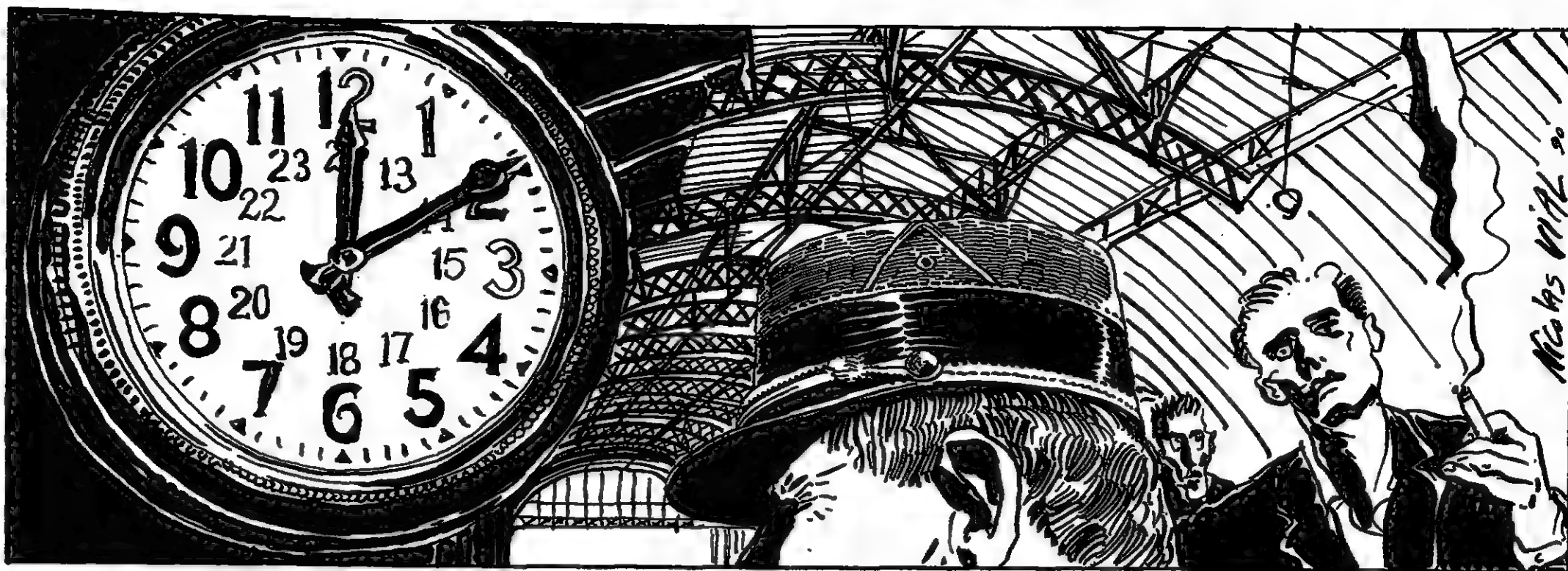
Audience échantillonnée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	30,5	11,4	4,6	6,5	1,3	5,1	1,8
19 h 45	35,0	16,5	7,4	6,8	0,5	3,2	0,7
20 h 15	46,1	20,2	11,3	6,1	1,1	4,3	3,2
20 h 55	46,8	21,5	10,1	5,3	1,1	6,0	4,2
22 h 8	47,0	22,4	9,0	3,1	0,6	7,7	6,0
22 h 44	26,2	11,4	4,8	2,2	1,9	2,9	2,7

Le Monde / SOFRES/NIELSEN

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES



Italie : Termini, terminus du rêve

Clochards, marginaux, chômeurs, déshérités en tout genre, la misère humaine s'échoue près de la grande gare romaine

Après la Turquie et l'Allemagne (« Champs économiques » du 7 août), la Grande-Bretagne et l'Inde (14 août), l'enquête sur les riches dans les pays pauvres et les pauvres dans les pays riches se poursuit en Italie.

«HÉ ! le barbone ! Tire-toi de là ! Tu penses vraiment trop fort ! » Minuit-dix à l'horloge électronique de Termini. Comme tous les soirs, à la nuit tombée, la grande gare centrale de Rome quitte son air affairé et redonne à la cour des miracles. C'est l'heure des loupes, l'heure de la chasse pour Angelo et les siens.

Le clochard incongruit qui encombre les trottoirs n'a pas demandé son reste. Le bonhomme trouve sans doute un bout de trottoir tranquille un peu plus loin. Angelo n'a pas de temps à perdre avec lui : 3 000 lire en poche et « un rencard dans deux jours seulement avec un micheton ». Il lui faut absolument trouver « un client » d'ici là.

« Maintenant que le Mondiale est terminé, raconte le jeune fauve, les sbirri (les flics) vont peut-être enfin nous foutre la paix. » Sur le grand parvis de la gare, devant le parking des loueurs de voitures, de suffocants relents d'urine surchauffée par le soleil accueillent les derniers voyageurs. Cheveux fous et regard noir, Angelo lui-même presse le pas.

Les paumés de la nuit

Calabrais d'origine, veule à la tire, prostitué à l'occasion, dealer de temps en temps, carcéral, violent parfois, voici Angelo C., huit frères et sœurs parqués dans un grand ensemble de la périphérie et quatre dents en moins dans la mâchoire. Le prince des paumés ne déteste pas la « baston » et il a déjà passé des dizaines de nuits « au placard ». Cela dit, chante comme pas un, il ne lui est rien encore arrivé de sérieux. A Naples, à Palerme, où des gamins de douze ans vous exécutent un homme pour le prix d'une trinité, il y a longtemps que la Mafia l'aurait recruté pour ses basses œuvres.

Deux années qu'il galère ainsi dans la « cour des miracles », le bel Angelo. Deux années qu'il échappe aux « coups poutres » qui ont envoyé plusieurs de ses « potes » à Rebibbia, « la grande île de Rome ». Gamins du pavé, futurs clients du barreau italien. Dans une dizaine de mois, le petit Calabrais sera majeur et, « si tout va bien », c'est-à-dire s'il échappe aux mauvais coups et au sida, qui tue pas mal autour de lui, Angelo, avec sa belle gueule de pub anti-droque, ira tenter sa chance aux « States ».

Comme tant d'autres enfants du bel paese, il a là-bas un vague cousin éloigné, émigré d'après-guerre. « Il m'aidera à m'installer et j'y arriverai », se jure-t-il. Rêve de jeune, rêve de pouvoir. Combien sont-ils à Termini, les paumés de la nuit qui s'inventent ainsi, chaque soir que Dieu fait, un avenir tout rose sous un soleil radieux ?

Le quartier de la grande gare romaine est en plein. Clochards alcoolos, marginaux en guenilles, camés en manque, pickpockets pro-

fessionnels, voleurs de poeles, chômeurs abandonnés, vieillards expulsés, immigrés désespérés, gitans à l'air, paysans égarés. Termini, terminus du rêve italien. Pas la peine d'aller plus loin, c'est ici que le fond du panier de la prospérité italienne vient s'échouer chaque nuit.

Ici que les déshérités de la Péninsule viennent promener leur ennui et leur désespoir. D'un wagon oublié à un entrepôt abandonné, d'un quai à une salle d'attente, d'un fast-food clinquant aux pelouses grasses de la grand-place voisine, ils errent chaque soir à la recherche d'un endroit où poser leur harde. Pitoyable mixture d'échec, d'ignorance, de violence, de peur et d'espoir.

Ménu quotidien de misère humaine pour les samaritains de la Caritas installés juste derrière la gare. « Près de la moitié des gens qui passent chez nous sont des déséquilibrés mentaux », affirme Pina Bonaventura, directrice de ce centre catholique d'accueil. Retour en arrière. En 1976, à la suite d'une vaste campagne contre la psychiatrie conventionnelle et ses méthodes parfois archaïques, l'Italie ouvre grand les portes de ses asiles. Trente mille malades seulement garderont une place à l'hôpital. Cent vingt mille autres se retrouveront dehors.

Méthode nouvelle, méthode moderne, il était question de créer des communautés thérapeutiques pour les suivre, « en liberté ». Mais l'intendance publique, comme souvent au bel paese, n'a pas suivi. « Il n'existe, selon Caritas, aucune structure fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et pouvant les occuper pendant la journée. »

Résultat : ils sont dehors, et quand ils n'ont pas de famille pour prendre soin d'eux, ou quand les parents les ont abandonnés, ils errent dans la grande ville, oubliés de rentrer, d'aller chercher leur pension ou même de s'alimenter. Ils perdent leurs papiers, se font parfois agresser et se clochardisent à une vitesse vertigineuse.

Au cours des trois dernières années, la seule Caritas de Termini – et l'organisation dispose de plusieurs centres d'accueil dans toute l'Italie – a hébergé au total près de cinq mille personnes. Moyenne de séjour : six semaines, logis et nourriture assurés.

Une génération sacrifiée

Que deviennent-ils après ? « On aide les plus mal lotis à obtenir quelques subsides réguliers », explique Pina Bonaventura. On reprend contact avec les familles des mineurs ou des malades quand on les trouve, et on essaie aussi de trouver des places dans les maisons communales de repos pour les vieillards. » Moyenne d'attente sur les listes : deux ans.

« De toute façon, reprend la directrice, les indigents du troisième ou du quatrième âge n'aiment pas beaucoup les asiles qui leur sont offerts et préfèrent vagabonder plutôt que de laisser enfermer dans ce qu'ils perçoivent comme des mouchoirs. » Résultat : le tiers environ des « clients » de Caritas, sans parler des foyers ouverts par une autre organisation caritative catholique, la Comunità di San Egidio, sont des personnes âgées.

Génération oubliée, génération sacrifiée, les vieux d'Italie, quand ils n'ont pas fait une belle carrière pro-

fessionnelle et cotisé à une caisse de retraite privée, reçoivent pour tout vantage la pension sociale de l'Etat, qui s'élève à environ 1 300 francs par mois. Dans un pays où tout ou presque coûte aussi cher, sinon plus, qu'en France, difficile de survivre à ce tarif. Bien sûr, les plus malins se débrouillent pour obtenir de leur commune quelques poignées de lire supplémentaires à un titre ou à un autre.

A défaut d'avoir institué un minimum vital pour tous ses citoyens – on en parle depuis deux ans – l'Etat ne s'est jamais montré trop chiche sur les « arrangements » à l'amiable, et si l'on en croit les statistiques officielles, il y aurait ainsi 9 millions d'« invalides » dans la Péninsule. Tel est en tout cas le nombre total de pensions diverses versées à ce seul titre.

Maria Macchioni et Francesco Coka, cent vingt-cinq ans à eux deux, figurent sur la liste. Elle est romaine « depuis sept générations », précise-t-elle librement. Lui, il est monté de sa Sardaigne natale il y a près d'un

demi-siècle. Leur adresse ? Via del Mattatoio, dans le vieux quartier romain du Trastevere. Le logement est facile à reconnaître, c'est un rez-de-trottoir et il y a un gros *sosta viata* (stationnement interdit) écrit en rouge sur les battants de la grosse porte de bois. Maria et Francesco vivent là, dans un garage, depuis quatre ans.

Carrelé avec amour par Francesco et ses copains, l'intérieur, dénué de fenêtre, est glacial l'hiver, étouffant l'été. Il y a l'électricité, mais pas l'eau courante. Des bidons de plastique sont entassés sous le réchaud à gaz. Un lit, une table, un mini-réfrigérateur et un petit frigo. Voilà tout l'univers de ces deux sexagénaires.

« Nous avons habité en face, Vito del Leoparda, pendant vingt-sept ans, raconte-t-elle doucement. Et puis, un jour, le propriétaire nous a mis dehors sous prétexte qu'il voulait loger son fils. Il a refait l'appartement et depuis il est vide. » C'était il y a quatre ans, le 18 juillet 1986 exactement. « Nous sommes restés sur le trottoir avec nos affaires. J'étais désespérée, je pleurais.

Les voisins du quartier ont pris pitié et une dame nous a offert son garage. Notre demande de logement municipal à loyer modéré n'a jamais abouti. »

Les Macchioni-Coka ont deux grands tois : ils n'ont pas pu avoir d'enfants et ils ne sont même pas mariés. Catholique, pratiquante, Maria vit avec son Francesco depuis plus de trente ans. Elle rêverait de s'unir à lui dans l'Eglise. Seulement voilà, malade depuis sa naissance, courbée de partout, la bonne dame n'a jamais travaillé de sa vie. Elle touche la retraite « réversible » de feu son honorable mère. Qu'elle épouse son gentil petit bonhomme et elle perd aussitôt ses 2 500 francs de pension mensuelle. « Avec quoi pourrions nous vivre alors ? » demande-t-elle.

C'est que Francesco, lui aussi, est malade. Manœuvre maçon pendant une trentaine d'années, il fut atteint de troubles respiratoires graves il y a dix ans et dut subir une laryngomie. Plus de voix, plus de forces, des contraires de santé quasi hebdomadaires, invalide à 100 %. Francesco touche 250 000 lire de pension par mois (environ 1 250 F). « A nous deux, si on ne se marie pas, calcule Maria, on pourrait payer un loyer de 150 000 lire par mois. » Le prix d'une petite HLM de banlieue. Le prix d'un insupportable exil pour un couple de vieux Romains.

Des clapiers de béton gris

D'ailleurs, Tor Bella Monaca, « le » grand ghetto gris béton de la périphérie romaine, n'est pas fait pour le troisième âge. « C'est une cité violente où le crime, la drogue et la prostitution font d'irrépressibles ravages », explique Don Mario, l'un des deux jeunes curés de la paroisse.

Deux mille habitants en 1960, sept fois plus dix ans plus tard, cinquante mille aujourd'hui. Tous les expulsés de Rome, tous les sans-toit-ri-oi qui s'entassaient dans les bidonvilles de la périphérie se sont retrouvés ici, dans « ces grands clapiers de béton gris ». L'expression est de Don Bernardino, l'autre jeune pasteur de ces hordes déshéritées.

La « Tour de la Belle Moinesse », dont la construction en 1983 a permis d'éliminer les derniers bidonvilles de la région romaine, devait être une cité modèle. C'est devenu un ghetto, qui fait d'ailleurs l'objet d'un programme spécial financé par la CEE. « Dieu seul sait où passent les aides internationales qui sont en principe censées aller à la cité, se plaint Don Mario. Il y a tout un trafic et ceux qui en ont vraiment besoin n'en voient guère la couleur. »

Selon son collègue, 5 % seulement des résidents de la « Tour » peuvent être considérés comme « vraiment très pauvres ». Les autres se débrouillent avec les maigres indemnités de chômage, les subsides diverses et le travail au noir. L'Eglise assiste directement deux cent cinquante familles – c'est-à-dire qu'elle paye une partie de leur loyer ou leur facture d'électricité. Bien sûr Caritas, la Comunità di San Egidio et, depuis peu, les petites sœurs de Mère Teresa de Calcutta ont établi des antennes de secours à l'orée du ghetto.

Tous les jours, les voitures blanc et vert « ramasse-seringues » de la municipalité viennent faire leur récolte.

Dans le décor de béton futuriste de Santa Maria Madre del Redemptore, son église, Don Mario a mis en place des services gratuits de consultation juridique, et une assistante sociale s'occupe gracieusement des jeunes toxicomanes.

Selon le padre, un « véritable couvre-feu » non déclaré s'abat chaque soir sur sa paroisse. « A la nuit tombée, les gens ont peur de sortir. » Un bon cinquième des enfants en âge scolaire ne fréquentent pas l'école et le taux d'absentéisme pour les autres serait très élevé. Graine de violence. Familles désunies, parents psychologiquement démunis, « la véritable misère de ces déracinés est avant tout morale ».

Opinion partagée par Ave Maria Petrucci, assistante sociale à Caritas. « Les trois quarts des gens qui nous contactent quotidiennement par téléphone ont avant tout besoin de parler. » La solitude tue plus sûrement que la drogue. Que faire ? « L'Eglise, rétorque le professeur Claudio Calvino, ne peut certainement pas fournir les tonnes d'affection dont ces gens ont besoin. »

Directeur du Labos, un laboratoire privé de politique sociale, le professeur estime que « la pauvreté, dans la société italienne d'aujourd'hui, est moins économique que culturelle ». Le gouvernement a tenté de gros efforts à faire pour adapter ses moyens aux manques véritables, mais la réponse, selon lui, se trouve aussi « dans la multiplication et le développement des liens de solidarité » entre les citoyens.

La famille, le clan, le clocher communal. C'est encore la structure conviviale de base dans la société italienne. Pour combien de temps ? Les immigrés, à coup sûr, n'y ont pas accès. Un exemple : le quartier de Pantanella, au sud de la Ville éternelle. Une vieille usine de pâtes alimentaires abandonnée depuis des lustres par ses propriétaires. Mille cinq cents hommes, que des hommes, tous immigrés d'Asie du Sud, Pakistanois, indiens, Sri-Lankais, Bangladeshis. Dieu seul sait comment ils sont arrivés là, mais ils y sont, pestant dans leur misère, les odeurs pestentielles, les maladies de peau et les diarrhées à répétition.

Don Luigi Di Liegro, directeur général de Caritas, a convoqué la presse. « C'est vrai, confesse humblement l'un des hôtes basanés de l'ancienne usine, c'est vrai que nous sommes sales et souvent malades. Mais que pouvons-nous faire ? La plupart d'entre nous n'ont pas de travail, pas d'argent, et ici il n'y a ni eau ni électricité. On ne peut ni consommer ni laver notre nourriture. » Don Luigi a demandé et obtenu une entrevue avec le maire socialiste de Rome.

« Il faudrait si peu, dit-il, pour que ces gens retrouvent un peu de dignité. » Si peu pour que les Tunisiens qui ramassent les tomates dans le Mezzogiorno cessent de dormir à la belle étoile ou dans les cimetières du Sud. Si peu pour offrir aux Sénégalais, aux Maliens, aux Marocains, et à tous ces damnés de la Terre qui frappent à la porte de la prospérité, il faudrait si peu pour leur rendre un peu de dignité.

de Rome
PATRICE CLAUDE

La semaine prochaine :
Mexique :
les mille familles

La déchirure

Cinquante-six millions d'habitants, le plus haut niveau d'épargne du monde occidental. Selon la fondation du Censis, l'un des meilleurs centres privés d'études sociales en Europe, chaque famille italienne possédait en moyenne, en 1989, un patrimoine de 200 millions de lire (1). Une augmentation de 30 % en deux ans.

Miroir déformant de la statistique, bien sûr. D'après le Censis, plus d'un tiers des Italiens dispose d'une richesse nette égale ou inférieure à 20 millions de lire, soit environ 100 000 francs.

Toutefois, plus de 60 % des Italiens sont propriétaires de leur logement. 95,6 % des familles transalpines consomment régulièrement de la viande. Un tiers des citoyens « mangent trop » et 20 % souffrent d'obésité. Les maladies cardio-vasculaires liées aux excès de graisse tuent chaque année quatre-vingt mille personnes.

Pauvreté morale

On pourrait multiplier les indicateurs de la prospérité accumulée au fil de ces trente dernières années en Italie. Inutile d'insister, chacun sait que l'Italie est devenue en 1987 la cinquième puissance industrielle du globe et qu'elle a devancé – activités illégales et travail au noir compris – le Royaume-Uni de Margaret Thatcher.

« L'Italie des pauvres », affirmait en 1988 le rapport annuel du Censis, diminue chaque année un peu plus. » Les familles (de trois personnes) disposant d'un

revenu égal ou inférieur à 25 000 francs par an « représentent désormais moins de 2 % du total ». Est-ce pour cela que la commission d'enquête gouvernementale créée en janvier 1985 pour mesurer la pauvreté au bel paese est aujourd'hui laissée en sommeil ?

En tout cas, selon le premier rapport de cette commission, il y avait encore, en 1983, plus de six millions de pauvres, soit 11,3 % des familles, en Italie. Difficile évidemment d'emprisonner dans quelques chiffres un phénomène aussi mystérieusement insidieux et multiple que la pauvreté morale et matérielle d'une société complexe.

Le Labos, laboratoire d'études sociales installé à Rome, s'y est pourtant essayé. Selon les chiffres de 1984 compilés par ses services, il y avait à cette époque en Italie cinq millions d'alcooliques, 1,7 million d'handicapés, deux cent cinquante mille drogués, cent vingt-deux mille détenus dans les prisons, vingt-cinq mille clochards et vagabonds, soixante-dix mille nomades.

Reste à ajouter les immigrés, qui sont environ huit cent mille, dont le quart en situation illégale, les chômeurs, qui sont officiellement près de trois millions et dont les trois quarts sont concentrés dans le Midi, puis les vieillards de plus de soixante-cinq ans, dont, selon le Labos, 22,4 % exactement « ne disposent pas de revenus suffisants ». Pour être clair, plus de deux millions de retraités n'ont aujourd'hui pour vivre en Italie que 2 300 francs par mois.

P. C.

(1) 1 lire = 0,005 franc.

CHRONIQUE

PAUL FABRA

La troisième voie du capitalisme

CONTRAIREMENT à ce qu'on pourrait avoir tendance à croire, l'emploi et même le plein-emploi (malgré la difficulté à lui donner une définition indiscutable) doit rester et restera la pierre de touche pour déterminer en dernier ressort le succès ou l'échec d'une politique, d'un système économique. Ce serait un comble si une vue, me semble-t-il, superficielle, des bouleversements qui se sont produits en Europe de l'Est et de leur suite nous abusait à cet égard.

Au socialisme marxiste assurant à chacun une place dans l'économie, à condition d'y rester bien tranquille dans tous les sens du mot, s'opposait le régime efficace mais impitoyable de la concurrence du marché, condamnant plus ou moins au chômage tous ceux qui ne savent pas ou ne veulent pas, indolence ou dégoût, s'adapter à ses exigences. L'affondrement du premier et la quasi universelle acceptation du second montrent assez dans quel sens l'expérience a tranché.

Refus de toute politique des revenus (police des salaires) et de tout dirigisme des prix mais rigueur budgétaire et monnaie solide, respect des règles du marché (d'où le terme d'économie « sociale » du marché, dévié par la suite de son sens original) à la faveur d'une surveillance effective des « ententes ». Pour le général de Gaulle (les plus grands esprits ont leur faiblesse), Erhard restera l'équivalent du « commis-voyageur en transistors » qu'était aussi à ses yeux le premier ministre japonais.

Ce qui matérialisa le succès de la politique « ordo-libérale » d'Erhard et contribua le plus à désarmer ses adversaires du moment que de soutenir que ces idées sont aujourd'hui assez couramment partagées. Elles reviennent à occulter le phénomène du chômage. Mais ce n'est pas là le plus grave. Le plus important, c'est de se convaincre que ces idées sont tout simplement fausses et dangereuses, dans la mesure où elles poussent à prendre des décisions propres à perpétuer le mal qu'elles feignent de minimiser.

C'est en Allemagne occidentale — ayons la modestie de le reconnaître — que s'est probablement joué, dans les dix années qui suivirent la fin de la guerre, la partie décisive. Même un général de Gaulle n'a pas su, il s'en faut de beau-

coup, en percevoir clairement les termes ni en mesurer tout l'enjeu. Alors que, dans la première moitié des années 60, il en appelait encore à l'« ardente obligation » du Plan, laissait ses plus chauds partisans vanter les mérites, au nom de la « participation », de la prétendue « troisième voie » et, plus concrètement, appuyait une assez médiocre politique de « stabilisation » faite de demi-contrôles ; qu'à Bruxelles, ses fonctionnaires plaident pour le flou d'une « planification à moyen terme » à l'échelle de la Communauté (généralisme restreint à six pays membres), il était patent, dès ce moment, que la voie franche suivie par le ministre des finances puis chancelier allemand Ludwig Erhard était le parti à prendre :

Refus de toute politique des revenus (police des salaires) et de tout dirigisme des prix mais rigueur budgétaire et monnaie solide, respect des règles du marché (d'où le terme d'économie « sociale » du marché, dévié par la suite de son sens original) à la faveur d'une surveillance effective des « ententes ». Pour le général de Gaulle (les plus grands esprits ont leur faiblesse), Erhard restera l'équivalent du « commis-voyageur en transistors » qu'était aussi à ses yeux le premier ministre japonais.

Ce qui matérialisa le succès de la politique « ordo-libérale » d'Erhard et contribua le plus à désarmer ses adversaires du moment que de soutenir que ces idées sont aujourd'hui assez couramment partagées. Elles reviennent à occulter le phénomène du chômage. Mais ce n'est pas là le plus grave. Le plus important, c'est de se convaincre que ces idées sont tout simplement fausses et dangereuses, dans la mesure où elles poussent à prendre des décisions propres à perpétuer le mal qu'elles feignent de minimiser.

C'est en Allemagne occidentale — ayons la modestie de le reconnaître — que s'est probablement joué, dans les dix années qui suivirent la fin de la guerre, la partie décisive. Même un général de Gaulle n'a pas su, il s'en faut de beau-

coup, en percevoir clairement les termes ni en mesurer tout l'enjeu. Alors que, dans la première moitié des années 60, il en appelait encore à l'« ardente obligation » du Plan, laissait ses plus chauds partisans vanter les mérites, au nom de la « participation », de la prétendue « troisième voie » et, plus concrètement, appuyait une assez médiocre politique de « stabilisation » faite de demi-contrôles ; qu'à Bruxelles, ses fonctionnaires plaident pour le flou d'une « planification à moyen terme » à l'échelle de la Communauté (généralisme restreint à six pays membres), il était patent, dès ce moment, que la voie franche suivie par le ministre des finances puis chancelier allemand Ludwig Erhard était le parti à prendre :

Refus de toute politique des revenus (police des salaires) et de tout dirigisme des prix mais rigueur budgétaire et monnaie solide, respect des règles du marché (d'où le terme d'économie « sociale » du marché, dévié par la suite de son sens original) à la faveur d'une surveillance effective des « ententes ». Pour le général de Gaulle (les plus grands esprits ont leur faiblesse), Erhard restera l'équivalent du « commis-voyageur en transistors » qu'était aussi à ses yeux le premier ministre japonais.

Ce qui matérialisa le succès de la politique « ordo-libérale » d'Erhard et contribua le plus à désarmer ses adversaires du moment que de soutenir que ces idées sont aujourd'hui assez couramment partagées. Elles reviennent à occulter le phénomène du chômage. Mais ce n'est pas là le plus grave. Le plus important, c'est de se convaincre que ces idées sont tout simplement fausses et dangereuses, dans la mesure où elles poussent à prendre des décisions propres à perpétuer le mal qu'elles feignent de minimiser.

C'est en Allemagne occidentale — ayons la modestie de le reconnaître — que s'est probablement joué, dans les dix années qui suivirent la fin de la guerre, la partie décisive. Même un général de Gaulle n'a pas su, il s'en faut de beau-

eh bien, le jeu ne paraît pas en valoir la chandelle. On laisse la chandelle éteinte, non sans que la société pourvoie assez généralement aux besoins de ceux qui s'abandonnent à l'obscurité absolue du non-travail. Les indemnités de chômage sont relativement importantes (par rapport au niveau des salaires). Le contraire en somme du système américain.

De notoriété publique des deux côtés de l'Atlantique, les performances de l'industrie et du commerce sont, aux Etats-Unis, globalement inférieures à ce qu'elles sont en Allemagne, en Suède, en Suisse et dans les meilleures des entreprises françaises, pour ne pas parler, bien sûr, des japonaises. Les Américains, qu'on admirait naguère pour leur esprit de compétition, semblent aujourd'hui s'inspirer beaucoup moins de ce principe essentiel de l'économie de marché. En revanche, ils sont beaucoup plus qu'en Europe restés fidèles à l'autre principe fondamental de l'économie de marché.

Ce deuxième principe est complémentaire du premier et de nature à en atténuer fortement la sévérité. Cependant, on peut privilégier l'un par rapport à l'autre. Si le premier sélectionne, le second, connu sous le nom d'« avantage comparatif », reclasse. L'économiste Paul Samuelson, je l'ai déjà rappelé, l'explique succinctement de la façon suivante : il est vrai que je suis capable de taper à la machine une fois et demie plus vite que n'importe quel dactylo, mais l'ai tout de même intérêt à faire appel à l'une d'elles car, si, en matière de dactylographie, j'ai sur elle un avantage de 1,5 contre 1, j'ai, pour faire une étude économique, sur elle un avantage beaucoup plus grand.

Ce principe, à lui seul, explique pourquoi une infinité de gens, pratiquement tous, qui ne sommes les meilleurs en rien et qu'en conséquence, une concurrence pressante devrait finir par éliminer du marché, continuons à y exercer une activité. Comme l'interrogeais récemment un chauffeur de taxi new-yorkais, originaire de la Trinidad, sur les

chances de trouver un emploi dans son pays, il me répondit : « Pour les gens qualifiés, c'est assez facile, ingénieurs ou médecins, mais pour nous qui ne sommes pas instruits, c'est presque impossible. » Aux Etats-Unis, où l'esprit public tolère (je ne porte aucun jugement de valeur) des salaires bas pour des métiers simples (ou réputés tels) — le salaire minimal est resté inchangé de 1981 à 1988 et il reste très « en retard », — le principe de l'avantage comparatif joue du bas en haut de l'échelle infiniment graduée des compétences et des aptitudes (imaginons plutôt, pour ne heurter aucune susceptibilité, cette échelle couchée à plat, avec des degrés numérotés de droite à gauche).

PARMI les grandes nations, le Japon est la seule à trahir, à peu près à égalité, les deux principes. C'est pourquoi la course incessante des firmes nipponnes pour la première place — compétition qui commence à s'exercer sur le marché nippon lui-même — n'empêche pas le plein-emploi d'y régner. En Europe, c'est plutôt à l'esprit de compétition qu'on donne le premier pas (en France, cela prend la forme de la politique dite du « champion industriel », on ne saurait mieux dire). Aux Etats-Unis, les adversaires les plus acharnés du « réaganisme » ont dénoncé une politique se contentant, selon eux, de créer des emplois de plongeur dans des restaurants de fast-food, sans s'aviser qu'ils prenaient ainsi parti pour le capitalisme des riches et des oligopoles.

Si j'ai donné dans cet article une place particulière au capitalisme allemand, c'est parce que la politique qui sera suivie dans l'Allemagne réunifiée aura une influence décisive sur l'ensemble des pays africains du régime communiste qui est un régime du « droit à l'emploi » où les principes propres à créer des emplois ont été, par suppression du marché, vidés de leur pouvoir efficient. La troisième voie est à chercher non pas entre le socialisme et le capitalisme, mais dans la fusion, adaptée à la civilisation européenne, des deux principes de l'économie de marché.

A TRAVERS LES REVUES

PAR MICHEL BEAUD

Le moins mauvais des mondes ?

A l'aube de 1929, l'ensemble des Américains étaient confiants dans la « nouvelle ère » et la prospérité durable qui l'annonçaient. Quelques années plus tard, c'était, pour beaucoup, le système capitaliste qui paraissait en cause (1). Soixante ans après, avec la débâcle des régimes socialistes, le capitalisme triomphe. Définitivement ?

Après avoir annoncé en 1942, dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*, que le socialisme était viable et que le capitalisme ne pourrait survivre, Joseph Schumpeter écrivait en 1945 : « La prédiction portant sur la survie ou la non-survie de l'ordre capitaliste est, en partie, une question de terminologie » (1). L'ensemble de l'article de Herbert

Stein, ancien conseiller des présidents Nixon et Reagan, éclaira, avec un recul et une prudence remarquables, ce propos.

H. Stein souligne d'abord que le *New Deal* a profondément transformé le capitalisme américain : embryon d'un *Welfare State* ; responsabilité fédérale du maintien d'un haut niveau d'emploi par des mesures monétaires et budgétaires ; pouvoir accru des syndicats ; poids sensible du pouvoir fédéral dans de grands secteurs économiques ; fiscalité progressive. Beaucoup d'Américains de 1929 n'auraient plus reconnu « leur » capitalisme.

Il y a certes eu des reflux, mais de nouvelles évolutions se sont produites : avec la *New Economics* de John F. Kennedy, mais aussi, sou-

lignée H. Stein, avec la politique menée par Richard Nixon, qui a hérité pas, lorsque ce fut nécessaire, à instaurer le contrôle des salaires et des prix et, plus largement, lança des programmes fédéraux — pour la santé, le développement régional, la lutte contre la pauvreté — élargit le système de sécurité sociale, renforça la réglementation en matière de consommation et d'environnement.

L'auteur constate évidemment l'effacement du libéralisme des années 80, mais souligne que « l'essentiel de ce qu'il est advenu à l'économie dans les années Kennedy, Johnson, Nixon, subsiste. Et si le capitalisme a triomphé, c'est un capitalisme qui a autant été transformé dans ces années-là que dans les années Roosevelt » (1).

Ce qui a donc triomphé selon lui, c'est « le monde industriel non communiste — de Singapour à la Suède », avec son extrême diversité : des dépenses gouvernementales qui atteignent 60 % du PNB en Suède, contre 17 % au Japon ; des paiements de transfert de l'ordre de 29 % aux Pays-Bas, contre 14 % aux Etats-Unis ; un niveau de contrôle de l'économie beaucoup plus élevé au Japon qu'ailleurs. Ce qui a triomphé, c'est donc un ensemble complexe, avec libre entreprise, *Welfare State*, gestion de la stabilité et réglementation, le tout dans une atmosphère de liberté. Mais les libéraux purs et durs répugneront à le reconnaître, c'est un capitalisme largement teinté d'interventionnisme et de social-démocratie.

Symétriquement qu'est-ce donc qui se défait à l'Est ? Le bilan en forme de synthèse, établi à partir de quelques trois cents publications par Wladimir Andreïeff, professeur à l'université de Grenoble, porte sur « Crise, régulation et réforme dans les économies socialistes » (2). On peut regretter que l'appellation « socialisme » soit prise comme une manière de parler et ne fasse l'objet d'aucune interrogation ; et si l'on dispose d'un large panorama des interprétations des dysfonctionnements des économies de l'Est, on reste sur sa faim pour l'explication de la crise, entre l'évocation d'une « vide théorique » et l'esquisse de « l'hypothèse d'une crise structurelle ».

La prise en compte des analyses en termes de déséquilibre et de pénurie (3) convient-elle à la situation actuelle ? Suffit-il de centrer le diagnostic sur les difficultés de « régulation », même entendue comme la façon dont les ajustements

monétaires et marchands « s'articulent à la planification et aux politiques économiques décidées centralement ? » (2) Les réflexions des théoriciens ne sont-elles pas en retard par rapport au cours des événements ?

Car la profondeur de la crise est patente : décomposition de l'économie, enlèvement des réformes, désarroi des dirigeants (4). Ceux qui vivent cette crise incriminent l'un « un système socialiste étatique, hypercentralisé, sans initiative, où règne le monopole d'Etat » (Michail N. Bronstein, professeur à l'université de Tartu — Estonie), l'autre l'excessive étatisation de l'économie (Boris Kourachvili, directeur d'études), un autre l'emprise des administrations centrales (Tinaïrov Poutalov, écrivain ouzbek) (5). Bref, c'est le grippage du système étatique centralisé mis en place depuis des décennies qui est en cause.

Et comment dès lors ne pas revenir aux débats essentiels des périodes fondatrices ? Jean Arrous, professeur à l'université de Saint-Etienne, nous rappelle notamment celui des années 30 sur la possibilité de substituer au marché une planification centralisée fondée sur le calcul éco-

nomique (6). Lionel Robbins et Friedrich von Hayek nient cette possibilité.

Oscar Lange soutient qu'elle existe. Pour lui, « le bureau central de planification remplit les fonctions du marché » ; et il réaffirmera sa position en 1967 : « Si je devais réécrire aujourd'hui mon essai, ma tâche serait beaucoup plus simple. Ma réponse à Hayek et Robbins serait : qu'est-ce qui ne va pas ? Introduisons les équations simultanées dans un ordinateur, et nous obtiendrons la solution en moins d'une seconde. Le processus de marché avec ses tâtonnements encombrants apparaît démodé. A vrai dire, il peut être considéré comme une méthode de calcul de l'âge préélectronique ».

Mais Hayek n'avait-il pas mis le doigt sur la question cruciale de l'incapacité qu'a qu'il soit de déterminer l'ensemble des informations et d'en maîtriser la communication ? Pour lui, seules une très grande décentralisation de l'information, qu'assure un système de prix de marché, et une multitude de décisions d'agents décentralisés, permettent la solution du « problème économique de la société », en prenant en compte les changements dans les « circonstances

particulières de temps et de lieu ».

Et Jean Arrous nous rappelle ce fait crucial pour Lange et éclairant pour la période actuelle : « La réforme économique de 1965, qui fit suite au rapport de Kossyguine, comporta, entre autres, la réforme des prix. Portant sur plusieurs millions de prix, elle s'étendit sur les années 1966-68 : la liste des prix nouveaux occupait trente-huit mille pages. On considère que, actuellement, l'URSS produit vingt-cinq millions d'articles... » (6).

Un tel système est profondément incapable à l'adaptation ; sa mutation se heurte en outre à des obstacles précisément nés de sa crise : déficit budgétaire croissant, inflation potentielle, pénuries... (7). Et puissent ceux qui poussent au changement ou tentent de le conduire ne pas se laisser prendre à l'idéal illusoire du marché pur : comme le rappelle à la fois Jean Arrous et Herbert Stein, ce n'est pas, c'est une société adaptative, avec une économie mixte, qui, au seuil des années 90, apparaît à beaucoup comme le moins mauvais des mondes...

(1) Herbert Stein, « The Triumph of the Adaptive Society », *The American Economist*, printemps 1990 (Lubin Graduate School of Business, Pace University, Pace Plaza, New York, NY 10038, Etats-Unis).

(2) Wladimir Andreïeff, « Crise, régulation et réforme dans les économies socialistes », *Revue d'économie politique*, première partie janvier-février et deuxième partie mars-avril 1990 (Ed. Sirey, 22, rue Soufflot, 75005 Paris).

(3) Sur ces analyses, voir aussi Josef M. van Brabant, « Socialist Economics : The Disequilibrium School and the Shortage Economy », *The Journal of Economic Perspectives*, A Journal of the American Economic Association, printemps 1990 (1313 21st Avenue South, Suite 809, Nashville, TN 37212-2786, Etats-Unis).

(4) Marie-Agnès Crosmer, « Désarroi économique et crise d'autorité en URSS », *Le Courrier des pays de l'Est*, avril 1990 (La Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris).

(5) URSS, décomposition ou recomposition, actes d'un colloque de novembre 1989, *Contemporary Soviet Union* (71, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris).

(6) Jean Arrous, « Socialisme et planification : O. Lange et F. von Hayek », *Revue française d'économie*, printemps 1990 (20, rue de Madrid, 75008 Paris).

(7) « Bouleversements économiques à l'Est », numéro spécial sous la direction de Gérard Roland, *Recherches économiques de Louvain*, 1990 n° 2 (Collège L.-H. Dupont, Université catholique de Louvain, place Montagneux, 3, 1348 Louvain-La-Neuve, Belgique ; abonnements : De Boeck-Wesmael SA, avenue Louise, 203 - bte 1, 1050 Bruxelles, Belgique).

Kaléidoscope

● Trois numéros d'*Economies et sociétés* : sur l'histoire du marché du travail et du revenu minimum, 1989 n° 10, série PE n° 12 ; sur la tarification de l'énergie, les politiques nationales et les stratégies des groupes, 1990 n° 1, série EN n° 4 ; sur les développements récents de la théorie keynésienne du circuit, 1990 n° 2, série MP n° 6.

● Deux surveys : sur les analyses des innovations et des changements structurels, *Revue d'économie politique*, mai-juin 1990 ; sur les modèles explicatifs du chômage, *The Economic Journal*, vol. 100, juin 1990.

● Un dossier sur les politiques économiques dans les années 80, les *Cahiers français*, mars-avril 1990.

● Epargne, production potentielle, investissement résidentiel dans les pays industrialisés, *Revue économique* de l'OCDE, printemps 1990.

● Financement des entreprises et coût des crédits bancaires en France, *Documents du CERC*, premier trimestre 1990. Analyse des patrimoines à la lumière de l'hypothèse du

cycle de vie, *Annales d'économie et de statistique*, janvier-mars 1990. Epargne, crédit et assurances aux Etats-Unis : crises et réformes, *Contemporary Policy Issues*, avril 1990.

● L'enseignement de la gestion dans les années 1990, *Revue française de gestion*, mars-mai 1990. Structures des entreprises et relations industrielles en France et en RFA, *Revue de l'INES*, printemps-été 1990. Capacités de production et temps de travail : débats sur l'allocation universelle ; l'hypothèse Gata, *Futuribles*, juin 1990.

● Sur la mesure de la valeur économique des « bontés de la nature » (*environmental amenities*), *Southern Economic Journal*, avril 1990.

● Résultats économiques et indicateurs de bien-être (*well-being*) dans des pays pauvres, *The Economic Journal*, vol. 100, supplément, 1990.

● Croissances en Asie, privatisations au Maroc, épargne au Mali, *Economie et humanisme*, mai-juin 1990. Le Niger : économie et politique, *Politique africaine*, juin 1990.

Délices d'initiés

Dans le numéro daté de l'hiver 1989 de la *Revue française d'économie* (20, rue de Madrid, 75008 Paris), Edmund S. Phelps, de l'université Columbia (New-York), compare les capacités explicatives de deux théories du chômage : l'une, qu'il qualifie de « keynésienne », héritée de Keynes, Hicks, Tobin, Patinkin... et organisée autour du schéma IS/LM (investissement épargne/offre et demande de monnaie) complété par la verticale du chômage naturel ; l'autre, qu'il qualifie de « structurelle », basée sur la prise en compte de la rigidité du salaire réel et sur l'analyse des forces réelles de l'économie, avec le rôle pivot (notamment au niveau international) du taux d'intérêt réel.

Dans le numéro du printemps 1990 de la même revue, Lawrence H. Summers, de l'université Harvard, estime que les keynésiens devraient se passer de la courbe de Phillips, présentée comme la courbe du taux naturel du chômage. Les étudiants s'y retrouveront-ils ? En tout cas, il est probable que ni Milton Friedman (pour le taux naturel), ni Alban W. Phillips (pour sa courbe), ni John Maynard Keynes (pour l'essentiel) n'y retrouveraient leurs petits.

● Dans ce numéro, les contributions à un séminaire de la R.F.E. consacré au rôle Cooke (norme internationale de solvabilité) ; Xavier Richet sur la transition vers l'économie de marché en Hongrie ; Robert Boyer et Genevieve Schmeder sur la division du travail d'Adam Smith à nos jours.

هكذا من زلزل

Les conséquences de la crise du Golfe

Choc pétrolier et politique salariale

La crise du Golfe se prolongeant et les prix pétroliers restant élevés, la question va se poser de savoir si la France doit modifier sa politique économique. Interrogation qui vaut bien sûr pour l'ensemble des gouvernements des pays industrialisés.

M. Rocard a annoncé, à la fin de la semaine dernière, la création d'un groupe d'experts qui devra d'ici la fin du mois de septembre établir un rapport sur les conséquences immédiates et plus lointaines des événements du Golfe. Mais dans un mois, beaucoup de choses se seront passées et le gouvernement aura pris des mesures pour adapter sa politique à la nouvelle donne pétrolière. Ne serait-ce qu'à travers le projet de budget pour 1991 qui doit être rendu public le 12 septembre.

L'erreur commise lors des chocs pétroliers de 1974 et de 1979-1980 avait été de faire payer le surcoût de la facture pétrolière non par les Français comme consommateurs mais par les entreprises et par l'Etat.

Les premières avaient réduit leurs profits et leurs investissements au bénéfice des salariés; le second avait gonflé son déficit budgétaire en accroissant les dépenses publiques. Le résultat avait été catastrophique si l'on en juge par la formidable montée du chômage qui s'en était ensuivi.

La leçon a été comprise et la France comme les autres nations occidentales demandera à coup sûr aux particuliers d'accepter une certaine austerité, le temps pour notre économie d'absorber le choc, si choc il y a. L'augmentation inévitable des coûts de production des entreprises qui se répercutera dans les prix de détail ne devra pas donner lieu à rattrapage salarial.

On retrouve l'écho de ces préoccupations dans les propos de M. Pierre Bérégovoy (lire ci-contre), qui déclare que la demande — publique et privée — devra être parfaitement maîtrisée.

Le message est clair : alors que la progression des dépenses publiques a tendance depuis deux ans à s'accroître, alors que la hausse des salaires est probablement devenue excessive eu égard aux gains de productivité, un effort de rigueur va être nécessaire.

La déclaration du ministre de l'économie pourrait impliquer la mise en veilleuse d'un certain nombre de promesses ou d'orientations politiques, à commencer par la revalorisation des bas salaires. La crise du Golfe n'a pas fini d'être douloureuse...

Selon le ministère du travail Les créations d'emplois se sont ralenties dans les grandes entreprises

Le rythme des créations d'emplois dans les établissements de cinquante salariés et plus s'est nettement ralenti au cours du premier trimestre 1990. Selon une enquête du ministère du travail, la progression atteint 0,1 % au cours des trois premiers mois de cette année contre 0,6 % pour le dernier trimestre 1989.

La hausse des effectifs reste soutenue (+ 0,6 %) dans le secteur bâtiment-génie civil et agricole mais le tassement est net dans le tertiaire (+ 0,2 % contre + 0,8 % pour le trimestre précédent). Dans l'industrie, le ministère fait état d'un recul de 0,2 %. Néanmoins, le marché de l'emploi reste actif dans les établissements de cinquante salariés et plus.

Si les embauches sous forme de contrats à durée déterminée marquent un palier, les contrats à durée indéterminée progressent de 2,4 % alors que les démissions sont en augmentation (de 1,7 % à 1,9 % des effectifs d'un trimestre à l'autre).

M. Bérégovoy aux chefs d'entreprise : « Ne jouez pas avec les étiquettes »

Estimant que la hausse du pétrole brut allait se répercuter mécaniquement sur l'indice des prix d'août, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, s'exprimant dans la Tribune de l'Expansion du 20 août, lance un appel aux chefs d'entreprise et aux commerçants. « Je leur dis : ne jouez pas avec les étiquettes, la meilleure garantie de votre activité, demain comme aujourd'hui, c'est la stabilité des prix. » Il rappelle en outre que « la demande publique et privée devra être parfaitement maîtrisée ». M. Michel Rocard devait recevoir à Matignon, lundi en fin de matinée, le président du CNPF, M. François Périgot.

« La hausse du pétrole aura un effet mécanique sur l'indice des prix dès le mois d'août et la facture énergétique sera alourdie d'une vingtaine de milliards de francs si le prix du pétrole se stabilise autour de 25 dollars le baril », déclare M. Pierre Bérégovoy dans l'entretien publié par la Tribune de l'Expansion.

« La croissance soutenue que connaissent la RFA et la plupart des pays d'Europe occidentale ne sera pas remise en cause », poursuit M. Bérégovoy. « En France, le taux de croissance sera proche de 3 % en 1990 et 1991. Je peux vous dire que tout sera fait pour préserver la croissance car rien ne serait pire qu'une remontée du chômage (...). C'est pourquoi nous devons éviter tout retour de l'inflation (...). En clair, cela signifie que la demande publique et privée devra être parfaitement maîtrisée. »

Le ministre de l'économie ajoute : « Plus que jamais la priorité est de donner à l'investissement productif et donc à l'augmentation de l'épargne nationale au détriment de la consommation immédiate. Nous n'y arriverons pas sans un vigoureux effort du pays tout entier (...). L'important, c'est que cette hausse d'origine externe (la hausse

des prix du pétrole) soit rapidement absorbée par notre économie. » Après avoir jugé excessive la baisse de la Bourse de Paris (« Il est grand temps que les opérateurs regardent un peu plus loin... »), le ministre émet un pronostic plutôt optimiste sur l'avenir : « Si elle reste dans les proportions actuelles, la hausse du pétrole doit pouvoir être absorbée sans dommage majeur par le Japon et l'Europe occidentale, dont les économies sont en bonne position après l'assainissement des années 80. L'économie mondiale est moins dépendante du pétrole qu'il y a vingt ans, c'est en particulier le cas de la France. Les réserves de pétrole sont abondantes et les pays producteurs ont intérêt à les commercialiser. »

« Pas de changement de politique économique », selon M. Charasse. « Il n'est pas question pour l'heure de changer d'orientation ni de politique », a déclaré dimanche 19 août M. Michel Charasse, ministre du budget, qui s'exprimait à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire). « Si cette crise devait se prolonger ou s'aggraver, il faudrait prendre les mesures nécessaires. Nous ne les préparons pas mais nous nous y préparons, en espérant que la sagesse l'emporte. »

Framatome plaide pour une relance du nucléaire

Le constructeur français de chaudières nucléaires Framatome a publié, vendredi 17 août, un communiqué dans lequel il plaide à nouveau, à l'occasion de la crise du Golfe, en faveur d'un développement de l'énergie nucléaire dans le monde. Dans leur projet énergétique, les Américains n'envisagent pourtant pas de recourir à l'atome pour faire face aux conséquences du renchérissement du pétrole.

« La crise du Golfe rappelle aujourd'hui que le Moyen-Orient contrôle 80 % des réserves de pétrole mondiales et met en évidence la fragilité de l'équilibre des marchés internationaux de l'énergie », note le communiqué Framatome, qui ajoute : « La crise va, sans aucun doute, relancer les programmes d'équipement dans le monde et accélérer la sortie du creux de la vague nucléaire. (...) Framatome est prêt à répondre aux demandes de ce marché exigeant. » Le constructeur français de chaudières nucléaires se frotte les mains devant les événements qui frappent les grands rivaux de l'atome : les pétroliers.

Il y a peu de temps, on avait vu les partisans du nucléaire chercher à tirer parti de l'effet de serre et se poser en défenseurs de l'environne-

ment (le Monde du 23 septembre 1989). On voit aujourd'hui Framatome se saisir de la crise du Golfe pour rappeler que « le nucléaire est la clé de notre indépendance énergétique », qui, « par ailleurs, dans un contexte international instable, d'atténuer fortement l'impact des fluctuations de prix et assure à la France une sécurité énergétique à long terme. Et de vanter tous les bienfaits que le pays a tirés de ses choix en faveur de l'atome, faits d'ailleurs en leurs temps sur fond de choc pétrolier : le taux d'indépendance énergétique a frôlé cette année les 50 %, il a plus que doublé en dix ans. »

Les ingénieurs de Framatome vont même jusqu'à assurer, tout en se protégeant derrière « les experts », que « le prix de revient du kilowatt/heure nucléaire est en moyenne deux fois moins élevé que celui du kilowatt/heure pétrolier », en période de crise pétrolière, il peut même atteindre quatre fois son prix. Et d'ajouter : « C'est dire les économies en devises qui ont été réalisées depuis le lancement du programme français. Sans ce choix fondamental, la facture énergétique de la France, qui est actuellement de 80 milliards de francs, se situerait entre 140 et 230 milliards de francs. » La fourchette est large !

Le ton adopté par Framatome tranche avec la retenue dont fait preuve EDF : on y évite tout cocorico et on y montre infiniment plus nuancé. « S'il s'agit d'un coup de semonce qui rappelle que l'électricité, c'est la stabilité, alors c'est bon pour nous. Si la crise relance l'inflation, c'est différent, car nous dépendons de la croissance économique », nous explique M. François Ailleret, directeur général adjoint d'EDF.

Selon lui, la perte de 1 % de PIB équivalait à une baisse de 1 % de la consommation d'électricité, entre 3,5 et 4 milliards de kilowatt/heure (1). Rappelant que ce sont tous les jours les pays pauvres qui souffrent les premiers des chocs pétroliers, il ajoute que « si la crise est durable, ce n'est pas bon pour l'électricité ».

L'oubli américain

En réalité, toute la question est de savoir ce qui sera décisif pour le nucléaire, de l'avantage d'un baril cher ou de l'inconvénient d'un ralentissement de la croissance que cela induirait. Pour reprendre l'expression d'un dirigeant de la maison, existe-t-il un « prix d'indifférence » du pétrole où les deux facteurs s'équilibrent ? En tout cas, si elle change, la donne ne se modifiera que lentement et, selon les experts, un éventuel regain de faveur pour le nucléaire devrait venir des Etats-Unis.

C'est déjà sur ce pays que les « nucléocrates » avaient les yeux fixés, dans l'espoir d'un redémarrage dont on parlait prudemment

Les pays membres de l'OPEP restent toujours divisés sur l'opportunité d'une réunion d'urgence

Après leur raffermissement des jours précédents, les cours du brut avaient tendance à s'effriter. Lundi 20 août, perdant 20 cents à 26,80 dollars sur le marché de Rotterdam. L'intention affichée des Saoudiens d'augmenter leur production (le Monde daté 19-20 août) a contribué à cette accalmie. Les pays membres de l'OPEP, restant, en début de semaine, divisés sur l'opportunité d'une réunion d'urgence.

La crise du Golfe et la détermination de Saddam Hussein rendent-elles nécessaire une réunion d'urgence de l'OPEP destinée à compenser le manque à produire de 4 millions de barils/jour (mbj) l'un par l'Irak et le Koweït ? L'OPEP restait divisée, en début de semaine entre les partisans d'une réduction immédiate des quotas et les membres de l'organisation préférant attendre.

Lundi 20 août, l'agence de presse nationale algérienne annonçait qu'une majorité de pays membres, dont l'Algérie, avait accepté l'idée d'une réunion d'urgence, confirmant toutefois la subsistance de différends sur la date et la procédure à suivre. Les bureaux de l'OPEP à Vienne refusaient d'apporter la moindre confirmation sur l'existence de cette majorité. La veille, le ministre vénézuélien des affaires étrangères, M. Reinaldo Figueredo, avait affirmé que sept pays de l'OPEP étaient favorables à une réunion extraordinaire, tout en refusant de les nommer.

Si l'Arabie saoudite et le Vene-

zuela préconisent l'urgence, il semble que la majorité de leurs partenaires soient hostiles pour l'instant à toute précipitation. Dans un entretien publié le 19 août par le quotidien saoudien *Asharq Al-Awsat*, le ministre du pétrole, M. Hicham Nazer, a admis que rien n'avait encore été décidé par les pays membres, précisant que seul le Venezuela avait accepté l'idée d'une réunion.

Outre l'Irak qui a menacé de représailles ceux de leurs partenaires qui dépasseraient leurs quotas, l'Iran, le Nigeria et l'Equateur ont manifesté leur opposition à toute décision rapide. De son côté, l'Indonésie a proposé d'attendre jusqu'au début du mois de septembre, préférant agir lorsque les stocks de pétrole des pays consommateurs auront diminué de façon significative. S'il s'agit d'une majorité de sept membres sur treize pour réunir l'OPEP, les décisions importantes se prennent uniquement selon le mode du consensus (le Monde daté 19-20 août).

Eviter un « Caire pétrolier »

On fait remarquer, dans les milieux pétroliers, qu'une conférence extraordinaire au plus fort de la tension dans le Golfe risquerait d'entraîner l'organisation dans « une tourmente politique et militaire » susceptible de provoquer son éclatement. Ryad et Caracas sont soupçonnés d'agir sous « pression américaine ».

D'aucuns redoutent de surcroît qu'une concertation des membres de l'OPEP ne se transforme en « Caire pétrolier », faisant allusion au récent échec du sommet arabe.

Dans ce contexte, il est peu probable que le vœu des Saoudiens de convoquer l'organisation avant jeudi 23 août, date de la réunion d'urgence à Paris des 21 membres de l'AIE (Agence internationale de l'énergie), ne soit satisfait.

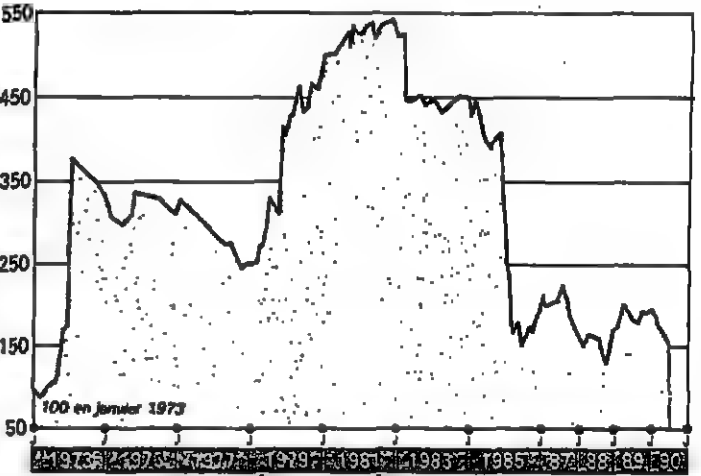
Composée de tous les membres de l'OCDE à l'exception de la Finlande, de l'Islande et de la France (celle-ci pourrait y adhérer prochainement), d'après les déclarations de M. Michel Pecqueur, ancien patron d'Elf Aquitaine, aux Echos du 20 août, l'AIE va se pencher sur la situation de l'approvisionnement pétrolier.

Depuis le début de la crise du Golfe, l'OPEP et l'AIE considéraient que la situation ne justifiait pas la prise de mesures d'urgence. Actuellement, chacun tempore et attend de l'autre qu'il prenne l'initiative... Il reste que l'Arabie saoudite et le Venezuela paraissent déterminés à accroître sans attendre leur production de pétrole. En plus de son quota actuel de 5,38 mbj, Ryad affirme pouvoir extraire 2 mbj supplémentaires, soit une compensation de près de la moitié du manque irakien et koweïtien.

Le Venezuela et les Emirats arabes unis auraient quant à eux la possibilité d'augmenter chacun de 0,5 mbj leur production. Il resterait à trouver un million de barils/jour chez les autres pays pétroliers pour compenser totalement le défaut irako-koweïtien. Les adversaires d'une telle stratégie observent que tout supplément de production viendrait gonfler les stocks, précisant que la demande de brut adressée à l'OPEP dépasse à peine 21 mbj, pour une production (en juillet) de 23,5 mbj.

E. F.

La vérité sur le prix de l'or noir



Prix réel du pétrole brut (en dollars par baril, ajusté de l'inflation) dans les pays de l'OCEC.

L'évolution du prix réel du pétrole brut depuis le début des années 1970 révèle un élément important dans la crise actuelle du Golfe. En termes de pouvoir d'achat, c'est-à-dire compte tenu à la fois de la valeur du dollar — la monnaie de facturation — et de l'in-

flation, le prix du baril était pratiquement identique en 1990 à celui en vigueur à la mi-1973, c'est-à-dire avant les deux chocs pétroliers de 1974 et 1979. Les pays industrialisés, consommateurs d'or noir, ont largement profité de cette manne.

Les ventes de yearlings à Deauville Discretion arabe record japonais

Préoccupés par la crise du Golfe, les acheteurs arabes se sont montrés très discrets lors de la première session de vente de yearlings, samedi 18 août à Deauville, laissant le champ libre aux acheteurs japonais (le Monde du 14 août).

Le Français Patrick Baume agissant pour le compte du propriétaire nippon M. Kihachiro Watanabe a ainsi payé le prix record de 6,5 millions de francs pour un poulain de dix-huit mois. Ce chiffre, est égal en franc constant à celui concédé en 1989 par le cheik Mohammed Al-Maktoum, émirat de Dubaï, au cours d'une même vente de l'Agence française de vente du pur-sang. — (AFP)

5,3 milliards de francs en quelques jours Ventes massives d'or soviétique

Le ministre de la justice de la Fédération de Russie, M. Nicolas Fyodorov, a déclaré dans un entretien aux Izvestia que l'URSS avait vendu pour 1 milliard de dollars (5,3 milliards de francs) d'or sur les marchés étrangers en l'espace d'une ou deux semaines.

Une accélération spectaculaire du rythme des ventes quand on sait que Moscou cède d'ordinaire, chaque année, pour 2 à 3 milliards de dollars de métal fin.

M. Fyodorov n'a pas précisé qui étaient les destinataires de cet or. Ils pourraient servir de dépôts bancaires pour garantir les nombreux prêts demandés en Occident par l'Union soviétique.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO

Fully approved to grant the

MBA. Master of Business Administration
spécialisé en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Academic program, unique in concept, format and professional experience.

Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise...

Programme :
12 mois à San Francisco, modulés en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant à :

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
with an emphasis in international management

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chailiot (métro 13ma) - 75116 Paris, 16 (11) 40.70.11.71
Coordonnées par European University of America : 1429 Pine Street at Van Ness - San Francisco, CA 94109
Programmes associés en Europe et en Asie : Yeh Ming, Hong Kong et son USA : P&D



2e ANNEE

Informations financières, rapports annuels,
assemblée générale des actionnaires,
publicité financière, le monde change.

La communication financière occupe une place
prépondérante dans l'activité des entreprises
à vocation internationale.

Aussi, LE MONDE a créé les ECUS OR
de l'Image Financière Internationale
pour récompenser les entreprises qui
se sont particulièrement distinguées
dans ce domaine.

En 1989, pour la première année,
le prix a été attribué à SAINT-GOBAIN.

En 1990, un prix sera attribué pour chacun
des secteurs d'activités suivants :

- banques, assurances, établissements financiers
- grandes entreprises, industries et autres services
- petites et moyennes entreprises, industries
et autres services.

Le grand prix récompensera
la meilleure communication internationale.

Si vous avez communiqué en 1990
vers les places boursières et les investisseurs étrangers
vous pouvez concourir,
quelle que soit la taille de votre entreprise.

Pour recevoir un dossier de participation,
appelez Valérie CHRISTIN au 40 93 98 40

*Quand les chiffres
prennent la parole.*

Le Monde

CFCE

info

هكذا من رطل

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Vingt mille passagers retardés dans la vallée du Rhône

Après les manifestations organisées, le 18 août, par la Coordination associative régionale de défense de l'environnement (CARDE), contre le projet de TGV dans la vallée du Rhône, en Provence et en Languedoc, toutes les parties au conflit se déclarent satisfaites. La CARDE se félicite de la mobilisation de ses troupes, qui ont occupé

Les manifestations contre le projet de TGV

neuf gares et retardé, pendant plusieurs heures, près de vingt mille voyageurs. La SNCF, elle, se réjouit que les manifestants n'aient jamais été plus de quatre mille. Le dossier n'a pas avancé pour autant et M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, a rappelé, dans un entretien publié le 18 août par France-Soir que, s'il n'ex-

cluait pas des modifications de tracés, il était hors de question de suivre « les faiseurs d'illusions qui laissent entendre que les trains à grande vitesse pourraient emprunter sans de graves problèmes des voies existantes d'ores et déjà surchargées ou des couloirs ferroviaires au cœur des agglomérations ».

La « victoire » de Miramas

MIRAMAS

de notre envoyé spécial

Dans la nuit chaude, une clameur s'élève au-dessus de la gare de Miramas, dans les Bouches-du-Rhône. Plusieurs centaines de Provençaux, hommes, femmes et enfants, massés derrière leurs drapeaux tricolores, provoquent le retrait des CRS, boucliers et fusils lance-grenades en bandoulière. Il est 1 heure du matin. Le ballast de cet important nœud ferroviaire aux bâtiments tout neufs reste donc aux adversaires du TGV qui l'occupent depuis plus de quatre heures. C'est un moment d'émotion et le point culminant de cette folle soirée du 18 août dont des Méridionaux tireront sans doute un jour des récits homériques.

Tout avait commencé gentiment en début d'après-midi. De petits commandos de militants en short et chemise, accrochant leurs banderoles aux platanes, avaient installé quelques barrières filantes sur les routes. Ainsi, à Vernègues, sur la N 7, deux ou trois tracteurs placés en quinconce à la hauteur d'un bistro suffisaient à créer un bouchon pour rire.

« Nous, à Brest, on le voudrait... »

Les vacanciers qui remontent sont au courant, ceux qui descendent ne sont pas autrement surpris. La plupart prennent le retard avec le sourire. Beaucoup approuvent. Les grinchoux remontent leurs vitres. Seul un Breton s'étonne :

« Nous, à Brest, on aimerait bien l'avoir, votre TGV. Si on vous le propose, ne vous plaignez pas ».

A la terrasse du café, un personnage du genre costaud et curieusement vêtu d'un veston de garden-party, accorde des interviews en série. C'est Gérard Perrier, quarante-deux ans, professeur de lettres à Marseille, le président de la CARDE, la coordination de quatre-vingt-dix associations locales et professionnelles qui se sont dressées contre le projet de ligne à grande vitesse.

Subtil, il dissocie les trois branches du TGV Méditerranée : « Pour le Languedoc et le Paris-Marseille, explique-t-il, les lignes nouvelles sont d'intérêt général et nous ne les refusons pas. Mais nous souhaitons qu'elles suivent les couloirs ferroviaires existants. En revanche, le tronçon Avignon-Fréjus n'a aucune vocation européenne. Il n'a pas d'intérêt pour la France et ne sera qu'une vache à lait pour la SNCF. A celui-là, nous opposons un non catégorique. » Pour le reste, il renvoie aux élus. Ceux-ci détaillent, avec un peu d'émphase, les vergers, les vignobles, les milliers d'exploitants, les villages préservés, les forêts, les sites naturels, les trésors archéologiques qui, selon eux, seraient ruinés par la voie nouvelle. « Notre atout économique, plaident-ils, c'est la qualité de la vie. Elle n'attire pas seulement les touristes, mais aussi les entreprises du tertiaire et de haute technologie. Le TGV nous en prive. »

Quand on s'étonne de ce front du refus, alors que la région a déjà

subi sans grogne, en trente ans, les saignées du canal de Provence, de l'autoroute A 7 et des lignes à haute tension, ils répondent : « Justement, trop c'est trop. Les esprits ont changé. Les Provençaux ont redécouvert leur terroir et maintenant, ils le défendent ».

Visite guidée dans l'arrière-pays

A l'étranger qui parcourt la N 7, où la Provence se prostitue à coups d'écritures et de publicités hideuses, on propose une balade dans l'arrière-pays, sur le tracé du prochain TGV. Voici, au bout d'une allée de chênes verts plusieurs fois centenaires, un délicieux château dix-huitième, entouré de 70 hectares de vignes d'appellation contrôlée. Voici les colonnes d'un temple romain encore debout et que rien ne signale. Puis on grimpe sur un piton parmi les ruines et l'ancien village de Vernègues, abattu jadis par un tremblement de terre. A voir les petits damiers d'exploitation bordés de séparations, on comprend que la moindre amputation soit perçue comme une catastrophe.

Au loin, l'horizon est borné par les Alpes, le Lubéron, la montagne Sainte-Victoire, le massif des Maures, des noms et des lieux de rêve qui, plus que jamais, nourrissent le mythe provençal. En pointant du doigt ces collines magiques où croissent les cigales, on se persuade en effet que ce pays de charme ne peut être traité comme un autre.

Mais la journée n'est pas finie. A

Senas, à Châteaurenard, dans les Bouches-du-Rhône, à Bollène dans le Vaucluse, aux Arcs dans le Var, à Pujaut dans le Gard, les associations ont donné rendez-vous à leurs militants : « Munissez-vous de provisions, de chandails et de lampes électriques, la nuit sera longue », a-t-on prévenu.

De Châteaurenard, douze cars spécialement affrétés conduisent les manifestants vers une destination inconnue. Après quelques détours pour tromper la police, ils débloquent par surprise à Miramas, au nord de l'étang de Berre, point de passage obligé pour tout ce qui circule sur les voies du Sud-Est. M. Léon Douchet, député RPR des Bouches-du-Rhône, est au premier rang des six cents personnes qui, sans coup férir, s'installent sur les rails.

Armistice négocié

Dès lors, la tension va monter d'un cran, car bientôt, voici un commissaire divisionnaire suivi d'une centaine de CRS. « On nous garantit qu'il n'y aura pas de violences », annonce Henri Bodard, chargé de cours à l'université d'agriculture, vice-président du CARDE et organisateur de l'opération. Restez calmes, et appelez-vous sur les voies. Pour garder le moral, on scande : « Delebarre, ton tracé, y en a marre. » Ou « Delebarre au placard ».

Mais soudain, à 23 h 30, un train de marchandises surgit dans l'obscurité sur une voie que les manifestants ont omis d'occuper.

Les CRS s'interposent. Quelques bousculades suivent, dangereuses car une personne pourrait tomber sous les roues du convoi.

Du coup, un commando débordé les forces de l'ordre et va barrer les rails un peu plus loin. Il est clair désormais qu'à ce petit jeu, on n'en finira pas de la nuit. Alors, on négocie. En fin de compte, l'honneur est sauf pour tout le monde : les cheminots ont fait passer le train ; les CRS l'ont protégé et les manifestants interdisent tout autre passage. A 1 heure du matin, les protagonistes signent un armistice et vont se coucher. Un à un, les trains de voyageurs assoupis quittent les voies de garage et reprennent leur course.

MARC AMBROISE-RENDU

Les cantons de Suisse romande demandent une ligne TGV Genève-Mâcon. Les six cantons francophones de l'ouest de la Suisse se sont mis d'accord vendredi 17 août à Berne pour demander, avec l'accord du ministre helvétique des transports, le raccordement de la Suisse au réseau TGV français par la ligne Mâcon-Genève. Les cantons allemands devraient prendre position fin août et le gouvernement (Conseil fédéral) en octobre. Les directeurs ferroviaires des six cantons romands et celui de Berne estiment que la ligne Mâcon-Genève est la seule « pénétrente » permettant un raccordement à grande vitesse avec le réseau français, a déclaré M. Jean-Philippe Maltre, membre de l'exécutif cantonal de Genève. (AFP)

REPÈRES

DETTE

1 300 milliards de DM pour l'Allemagne unifiée

La dette publique totale de la future Allemagne unifiée atteindra, à la fin de 1991, 1 300 milliards de DM (4 350 milliards de francs environ) contre 1 040 milliards de DM fin 1989, a annoncé samedi 19 août le gouvernement fédéral. L'endettement additionnel (mesuré au niveau des deux Etats, des Länder, des communes, auquel il faut ajouter le fonds spécial unité allemande) devrait s'élever à 103 milliards de DM l'année prochaine (contre 87 milliards cette année), a ajouté le gouvernement fédéral.

Le Brésil refuse de payer les intérêts

Le ministre de l'économie du Brésil, M. Zelia Cardoso de Mello, a annoncé que son pays n'avait pas l'intention de payer les intérêts de sa dette extérieure, dont le montant est estimé à 57 milliards de dollars (298 milliards de francs). La dette publique du plus gros débiteur du tiers monde s'élève à 108 milliards de dollars (582 milliards de francs). M. Cardoso de Mello a par ailleurs précisé qu'un accord devrait d'abord être trouvé dans le cadre du FMI (Fonds monétaire international) d'ici le mois d'octobre avant que ne se déroule la négociation avec les banques. (Reuters)

ERRATUM. - Dans l'article « Motorola va mettre en place un réseau de radiotéléphone par satellites » (le Monde du 15 août), il fallait lire sous l'interligne, dans la deuxième colonne : « Ce chiffre de 77 explique d'ailleurs le choix du nom de baptême du système : l'Iridium est le 77^e élément dans la classification de Mendeleïev », et non « comportant 77 atomes sur l'échelle de Mendeleïev ».

SOCIAL

Sortir de la somnolence démocratique

Suite de la première page

Aux craintes confuses ressenties par les uns, entretenues par les autres, face à la construction de l'Europe, à la unification allemande, ou encore aux risques écologiques, s'ajoute un phénomène d'accoutumance à la marginalisation, à l'exclusion, au chômage... Notre société semble bien avoir perdu sa capacité d'indignation, qu'elle ne retrouve qu'à de trop rares exceptions (Carpentras ou la Roumanie).

Ce qui se passe à l'Est nous interroge pour nous-mêmes

Avec la fin de l'hypothèque communiste sur l'histoire de ce siècle, s'ouvre une ère nouvelle pour la démocratie. A l'Est, chaque jour qui passe consomme un peu plus l'échec d'une tyrannie fondée sur une imposture idéologique.

Que les premiers pas soient difficiles n'a rien d'étonnant. Les pays de l'Est cherchent leur voie dans un monde où la complexité ressurgit après des décennies de vitrification. Mais qu'on ne s'y trompe pas, le basculement va bien au-delà de leur situation présente.

La perspective d'une société idéale et pacifiée apparaît définitivement pour ce qu'elle est : un mythe sans fondement. Finit les chimères, les raccourcis théoriques ou les échappatoires : la démocratie est en soi le présent et l'horizon incontournable de nos sociétés. Il n'y a en fin de compte pas d'autre ambition vraie que celle de construire des aujourd'hui un progrès économique, social et culturel pour tous avec des tensions permanentes réglées par le seul système qui le permette : la démocratie. Finit le temps où l'on pouvait renvoyer à « des lendemains qui chanteront » les solutions aux problèmes de tous les jours.

Loin d'être un objectif minimaliste, l'approfondissement de la démocratie est une des raisons d'être

démocratie est une des raisons d'être d'un syndicalisme authentique, libre et indépendant. C'est à coup sûr un défi pour notre société, car bien des signes montrent que nous vivons d'une certaine façon dans l'illusion démocratique. Non pas que l'Etat de droit ici fasse défaut ou que les libertés soient foulées aux pieds. La difficulté n'est pas de cette nature. Elle est dans le trop de discours ; elle est dans la coupure entre l'économique et le social ; elle est dans la peur confuse face à l'avenir, face à l'autre, face à l'étranger. En somme, elle est dans la perte du sens et le manque d'exigences.

Cependant faisons attention à tout angélisme, car pas plus qu'il n'existe de société idéale, il n'y a de démocratie parfaite, de démocratie achevée, ni de démocratie définitivement acquise.

La démocratie en effet ne signifie ni la disparition des conflits ni le consensus mou. Choisir la démocratie, c'est accepter de vivre dans une société d'opinions divergentes, d'antagonismes, d'aspirations contraires et d'intérêts souvent contradictoires. C'est accepter de vivre avec son adversaire sans avoir pour but de le détruire physiquement, mais en cherchant à réduire sa capacité d'influence, de manipulation et de nuisance lorsqu'il s'agit d'organisations qui s'attaquent au fondement même de la démocratie comme l'extrême gauche ou l'extrême droite. C'est aussi avoir la capacité de construire avec les autres acteurs démocratiques les compromis nécessaires à toutes évolutions de la société.

Un syndicalisme plus fort

Je retiendrais trois conditions pour illustrer comment l'exercice de la fonction syndicale peut participer de façon positive à l'enrichissement de la démocratie.

Même s'il y a des signes tangibles d'une remontée du taux d'adhésion à la CFDT, la force globale du syndicalisme dans notre pays n'est pas à la

hauteur de son rôle de contre-pouvoir.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous continuerons à agir pour un rapprochement intersyndical durable des organisations confédérales démocratiques. C'est également pour cette raison que nous recherchons de nouvelles formules d'adhésion à notre action pour les salariés. Parmi les voies multiples à ouvrir dans cette perspective, le chevron syndical nous paraît être une réponse à expérimenter sans hésitation. Ce chevron syndical doit la concrétisation et l'expérimentation viennent d'être contractualisées chez AXA jette les bases d'une nouvelle forme de cotisations qui entraînera des droits pour les salariés et des obligations pour l'organisation qui recueillera ces chèques. Il ouvre la voie au syndicalisme de masse indispensable à une société démocratique forte, favorise la prise de conscience et la responsabilisation des salariés, les constitue enfin une source de légitimité supplémentaire pour les organisations syndicales.

Enfin la présence syndicale dans les entreprises, toutes les entreprises petites ou grandes, devient une priorité, car sans présence syndicale les salariés restent dans un face-à-face forcément inégal avec leur direction. Ceux que le recul syndical satisfait feraient bien de réfléchir. La démocratie se dessèche quand le désert syndical avance.

Pas de complexe du compromis

La deuxième condition pour l'approfondissement de la démocratie, c'est qu'il importe que la recherche du compromis par la voie de la négociation soit enfin reconnue comme un acte démocratique majeur. Le compromis n'est pas synonyme de renoncement ou de soumission. Il est au contraire en démocratie l'aboutissement positif de la nécessaire confrontation des intérêts et la seule façon d'être partie prenante à l'élaboration de décisions qui nous concernent. Il n'exclut pas non plus le conflit. Mais laisser à d'autres que soi le soin de décider par un refus de discuter ou par peur de s'engager conduit tout droit à l'arbitraire et à la subordination de l'action syndicale au pouvoir politique ou économique.

Nous souhaitons donc que la contractualisation, c'est-à-dire la

recherche et l'aboutissement de la négociation à un accord entre les partenaires sociaux ayant pour objectif la prise de conscience et la responsabilisation des salariés, devienne le mode normal de rapports sociaux dans l'entreprise comme au plan national.

Une telle évolution implique des efforts tant du côté des organisations syndicales que du patronat et des forces politiques. Du côté syndical, il s'agit en particulier d'intégrer les aspects économiques, techniques et financiers comme des données nécessaires à la réflexion et à la construction de réponses pertinentes. Du côté patronal, cela suppose que les chefs d'entreprise considèrent les organisations syndicales comme des acteurs incontournables sur tout ce qui touche aux questions sociales mais aussi à la transformation et à l'organisation du travail, aux choix technologiques et techniques, aux qualifications et à la formation. Du côté des forces politiques, celles-ci doivent enfin comprendre qu'elles n'ont pas à tout traiter par la loi.

S'il n'y a pas de contestation sur la place du Parlement comme source de la légalité, cette dernière ne peut exclure d'autres formes de légitimité. Il est donc urgent de sortir de cette concurrence malsaine entre la loi et l'accord. Si, juridiquement, les deux n'ont certes pas la même valeur, l'accord négocié par les acteurs sociaux peut avoir dans les faits autant de poids qu'une loi dans la mesure où il engage les deux parties et où ils ont un intérêt commun à sa concrétisation.

Contractualiser, c'est trouver un point d'équilibre entre des intérêts et des logiques différents. C'est aussi s'engager à respecter les termes de l'accord. Par leur capacité à le faire, les acteurs feront progresser la société par la réforme, donc dans la démocratie. Mais ce qui est vrai pour les accords nationaux l'est a fortiori au sein des entreprises qui constituent le premier lieu d'intervention du syndicalisme et donc le premier niveau de mise en œuvre de ces règles du jeu qui fondent une certaine forme de démocratie économique.

De nombreuses entreprises tentent de mettre aujourd'hui en place de nouvelles formes de gestion participative. Ces dernières sollicitent l'implication personnelle des salariés et peuvent être pour eux l'occasion d'une valorisation de leurs compétences.

Les méthodes participatives, lorsqu'elles dépassent le stade des fausses semblances ont le plus grand besoin d'un syndicalisme qui permette à tous les salariés d'avoir une parole libre, celle de l'homme ou de la femme responsable capable de participer. Cette parole libre n'existe que si le salarié est à égalité de dignité dans les rapports hiérarchiques, ce que seule l'existence d'un contre-pouvoir peut réaliser. C'est là que le rôle du syndicalisme apparaît comme garant de cette liberté de la parole, garant de l'autonomie du salarié à l'égard de sa hiérarchie.

Savoir arbitrer entre les intérêts divergents

La troisième condition, enfin, réside dans la capacité du syndicalisme à choisir et hiérarchiser entre des intérêts divergents, voire contradictoires, du monde du travail pour promouvoir et construire de nouvelles solidarités.

Aux problèmes déjà anciens et toujours non résolus du chômage, de l'avenir de notre système de protection sociale, des politiques salariales, des inégalités, de l'insuffisante préparation professionnelle des jeunes... s'ajoutent, à présent, de nouveaux sujets de tension comme les inégalités dans les modes de vie, l'immigration, l'avenir de nos systèmes de retraite, et les changements dans le travail. Tout ne peut pas être mis sur le même plan.

La démocratie est toujours un équilibre difficile et précaire entre le libre développement des initiatives individuelles et collectives et la nécessité de les organiser.

C'est la raison pour laquelle il importe alors d'y voir clair dans la hiérarchie des priorités. Confronté

aux multiples revendications, le syndicalisme doit à la fois gérer leur diversité et leur complexité. Cela ne consiste pas à les additionner mais à leur donner un sens et à arbitrer entre les demandes contradictoires. Car, si le syndicalisme a une fonction revendicative, il a aussi, dans sa tradition historique, un rôle d'éducateur.

Ainsi en est-il de la contribution sociale généralisée que souhaite la CFDT, de l'avenir des systèmes de retraite et de l'emploi. Il s'agit d'expliquer, par exemple, qu'il n'est pas choquant que les revenus de remplacement contribuent au financement de la protection sociale dès lors que tous les revenus sont concernés. D'expliquer encore que l'on ne pourra pas consolider des systèmes de retraite sans la mise à plat de tous les régimes. De convaincre que l'amélioration de la situation économique doit certes bénéficier aux salariés mais aussi aux chômeurs et à tous ceux qui sont marginalisés par un système économique imployable.

Sans cette capacité d'arbitrage, le syndicalisme accepterait, dans les faits, de subordonner son action à celle des gouvernants ou des forces économiques et contribuerait, à son corps défendant, à l'affaiblissement de la démocratie.

Alors ? Y a-t-il question plus urgente que de s'attaquer à l'indispensable approfondissement de la démocratie dont dépendent le progrès économique et social et les libertés ?

C'est cette exigence que la CFDT se fixe à elle-même, en souhaitant que nombreux soient ceux qui se joignent à cet effort.

JEAN KASPAR

La direction micro-informatique de Hewlett-Packard à Grenoble. La direction mondiale micro-informatique du groupe américain Hewlett-Packard va être située en France, à Grenoble, après la nomination de M. Jacques Clay, jusqu'alors directeur des PC (ordinateurs individuels) en Europe, à la tête de la micro-informatique au niveau mondial. En revanche, le groupe conserve ses deux usines de production, dont celle de Sunnyvale en Californie.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

MARCHÉS FINANCIERS

Manifestations d'agriculteurs dans le Calvados

Des agriculteurs du Calvados ont organisé, le 19 août, deux opérations «escapades» à la sortie de Caen et sur l'autoroute de Normandie pour protester contre la chute des cours de la viande due principalement à l'importation de viande étrangère. Ils demandent en outre des aides d'urgence à la suite de la sécheresse. Une première action a été déclenchée à la sortie de Caen, où près de cent personnes, avec quelques tracteurs et bétailiers, ont pris la direction de l'autoroute de Normandie, sur laquelle ils sont entrés à hauteur de Troarn.

Une proposition de M. Ryjkov

Les entreprises étrangères pourraient s'implanter en URSS

Réagissant aux attaques du président de la Fédération de Russie M. Boris Eltsine (le Monde du 18 août), le premier ministre de l'URSS M. Nikolaï Ryjkov a défendu le travail de la commission chargée de la réforme économique, qui doit soumettre son projet d'ici au 1^{er} septembre. Interrogé par l'agence TASS vendredi 17 août, M. Ryjkov s'est déclaré prêt à prendre en compte «tout ce qui est valable» dans le programme actuellement élaboré par une autre

commission co-présidée par MM. Gorbatchev et Eltsine. M. Ryjkov a par ailleurs ouvert la perspective de l'implantation véritable d'entreprises étrangères en URSS estimant qu'il est désormais impossible de dépendre uniquement des sociétés-mixtes, la seule forme de coopération économique poussée actuellement autorisée entre l'URSS et les pays étrangers. La nouvelle loi sur les entreprises étrangères serait soumise au parlement à l'automne.

Numéro trois mondial

Le papetier James River annonce un plan de restructuration

Le papetier américain James River, installé à Richmond (Virginie), prévoit de se recentrer sur les produits de grande consommation et de céder dans l'année qui vient certaines activités représentant un quart de son chiffre d'affaires.

Ces mesures sont la conséquence du ralentissement des ventes de papier sur le marché américain, phénomène qui a entraîné une baisse de 13 % des bénéfices de James River en 1989. Ceux-ci se sont élevés à 222 millions de dollars (1,15 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires de 5,9 milliards de dollars (30,6 milliards de francs).

Pour retrouver une meilleure rentabilité, James River va donc se concentrer sur ses activités destinées au grand public comme les essuie-tout (Okay), le papier toilette (Lotus, Maitland), les gobelets et assiettes en papier et plastique ainsi que l'emballage alimentaire.

Gaz de France intéressé par la distribution du gaz en RDA

Gaz de France (GdF) est intéressé par la privatisation du grand distributeur est-allemand de gaz, Verbundnetz Gas (VNG). L'entreprise française a des contacts «exploratifs» avec ses homologues à Berlin à ce sujet. A Paris, on indiquait lundi 20 août que GdF «pourrait éventuellement apporter des capitaux, selon des modalités à définir avec les pouvoirs publics, notre tutelle» ou qu'elle pourrait faire profiter VNG de son «expérience de la conversion (NDLR : c'est-à-dire le passage du gaz manufacturé au gaz naturel) pour la distribution et le stockage sous-terrain».

Les discussions n'ont pas encore été entamées officiellement mais GdF n'exclut donc pas de rentrer au capital de VNG, dont 55 % des actions sont encore à vendre. Le 29 juin dernier, Ruhrgas AG et BEB ont pris respectivement 35 % et 10 % des parts VNG, une compagnie qui contrôle 8 300 kilomètres de pipelines et qui est évaluée à 1 milliard de Deutschmarks (3,35 milliards de francs). BEB, déjà actionnaire à 25 % de Ruhrgas, est détenu à 50/50 par Exxon et Shell.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global de base 100 : 23 décembre 1989

10 août 17 août

Valeurs franc. à rev. variable : 87,8 21,9

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Pérouse-Europe : 125,9 122,2

Coteaux : 51,9 79,3

Midi-Pyrénées : 51,9 79,3

Nord-Pas de Calais : 100,9 94,6

Sud-Ouest : 85,1 79,3

Ind. de consommation, non alt.

Agriculture : 81,8 84,3

Industrie : 85,4 84,2

Services : 87,8 74,6

Transport, info, services : 85,9 89,9

Assurances : 83,7 79,3

Coteaux : 51,9 84,4

Sud-Ouest : 85,1 84,1

Industrie et service : 85,1 84,1

Investissement et portefeuille : 74,2 77,9

Base 100 : 23 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

Base 100 : 21 décembre 1989

Valeurs franc. à rev. fixe : 85,1 86

Valeurs étrangères : 85,2 84,2

Valeurs européennes : 85,9 87,9

PARIS, 20 août ↓

Nouvelle hémorragie

Le moral des boursiers a encore pris un coup, lundi, à la Bourse de Paris, alors que le risque de guerre est plus imminent que jamais.

Dès l'ouverture, la cote abandonnait 1,5 à 2 %, après le recul de la Bourse de Tokyo, survenu quelques heures auparavant, dans la foulée du recul de Wall Street vendredi (-1,38 %).

La baisse s'est accentuée à l'annonce de l'interception par les Irakiens, dans un hôtel de Koweït, de quatre-vingt-deux Britanniques.

La situation des «otages» occidentaux inquiète les meilleurs financiers, qui voient mal comment les Etats-Unis pourraient prendre une initiative militaire dans ces conditions.

Lundi, les premiers vacanciers d'août sont de retour, et ils vendent des titres sur lesquels ils sont encore gagnants. Mais ils vendent dans le vide, car les investisseurs institutionnels, les seuls capables d'acheter, sont absents du marché lundi.

L'appel au calme de M. Pierre Bérégovoy n'est en tout cas pas entendu à la Bourse, où l'on continue pour la première fois depuis le début de la crise, une tension sur les taux à court terme. Pendant quinze jours, la courbe des taux s'est rétablie grâce à la hausse des taux à long terme.

Suez a cessé lundi matin son cours de privatisation der 317 F, à 308 F, vers 14 heures. Cette baisse est d'autant plus spectaculaire que la Compagnie de Suez a vu ses actifs tripler en trois ans avec le rachat de la Générale de Belgique et de Victoire.

A 14 heures, l'indice CAC40 perdait 4 %, après avoir abandonné jusqu'à 4,62 % à 13 h 15.

TOKYO, 20 août ↓

Repli

Dans un marché très calme, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi sur un repli, les indices restant proches de leur plus bas niveau atteint dans la journée.

Après une hausse de 0,5 % en fin de semaine, l'indice Nikkei a cédé 1,11 % soit 296,25 yens à 28 480,47 yens, après un niveau plus bas de 28 456,08.

Quelque 110 millions de titres ont été échangés durant la session du matin contre 170 millions vendredi matin et 300 millions pour l'ensemble de la journée de vendredi.

VALEURS	Cours de 17 août	Cours de 20 août
Alcatel	791	780
Banque Paribas	1 290	1 280
Carrefour	1 610	1 590
Elf	2 200	2 180
Heidelberg	1 510	1 500
Industrie de la Soie	1 800	1 780
Michelin	823	810
Sanyo	7 800	7 710
Toyota	1 950	1 930

FAITS ET RESULTATS

■ Ciba-Geigy : 12 % de bénéfice en moins en 30 j. - Le groupe Ciba-Geigy, numéro 1 de la chimie en Suisse, annonce pour le premier semestre un bénéfice de 13 % de son bénéfice après impôts dont le montant revient à 1,216 milliard de francs suisses. La marge brute diminue de 10 % à 1 148 millions de francs suisses, pour un chiffre d'affaires consolidé de 10,9 milliards de francs suisses (-2 %). Corrigées des variations de change, les ventes du groupe sont en augmentation de 3 %. La direction explique cette évolution par la vigueur du franc suisse. Pour l'ensemble de l'exercice, elle s'attend à des résultats globalement inférieurs à ceux de 1989.

■ Le ralentissement de la croissance des industries nord-américaines de l'automobile, du textile et de la construction, ainsi que les problèmes structurels de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est, ont été particulièrement préjudiciables au développement de nos affaires. L'industrie continue à vivre sur d'importantes marges, mais la direction indique qu'elle ne peut pas exploiter pleinement les possibilités de vente.

■ Les champagne Roederer continuent les portes Rouges. La maison de champagne Roederer a pris une participation majoritaire de 51 % des parts de la société Rouges, avec quelque 180 hectares de vignes, possède un vignoble équivalent à Roederer, qui réalise deux tiers de son chiffre d'affaires à l'exportation. Roederer entend ainsi continuer sa politique de diversification et d'implantation à l'étranger après un investissement de 100 millions en Californie (720 000 bouteilles en 1989) et de 6 millions en Australie.

■ Adidas augmente sa participation dans sa filiale hongroise. - Le groupe Adidas (articles de sport), qui vient de passer sous le contrôle de l'homme d'affaires français Bernard Tapie, va augmenter de 51 % à 85 % sa participation dans sa filiale hongroise Adidas-Budapest. D'ici au 31 décembre, le groupe comptera avoir acheté les parts appartenant à trois autres actionnaires et représentant respectivement 9 %, 10 % et 15 % du capital.

Adidas-Budapest n'aura alors plus que deux actionnaires : Adidas et la Banque du commerce extérieur de Hongrie (15 %).

■ Ferranti : l'augmentation de capital souscrite à 47 %. - L'augmentation de capital de la société Ferranti (470 millions de francs) lancée en juillet par Ferranti International a été souscrite à seulement 47 %, a annoncé le groupe d'électronique de défense. Néanmoins, Ferranti recevra l'intégralité de l'appel de fonds car l'émission avait été entièrement garantie par un groupe d'institutions financières.

■ L'échec de l'augmentation de capital était attendu dans la Cyp depuis que Ferranti avait annoncé à la fin juillet une perte annuelle avant impôts de 162 millions de livres. Cela-ci reflétait en partie les conséquences de l'appareillage fraude aux États-Unis découvert l'an dernier pour un montant de 215 millions de livres dans les comptes de la filiale américaine International Signal and Control (ISC), mais également des difficultés plus profondes.

■ Banco Comercial (Uruguay) vendu à un consortium international. - La banque uruguayenne Banco Comercial, établissement public depuis 1986, a été cédée pour 30 millions de dollars (150 millions de francs) à un groupe financier international représenté par Banco General de Negocios de Argentina (BGN). Le groupe d'acheteurs est composé du consortium panaméen San Luis Investment, qui détient 28 % des actions, de Chemical Bank (EU), du Crédit suisse et de Deutsche Sudamerikanische Bank (RFA) avec chacun 24 % des parts.

■ Pampury vient d'acquiescer 40 % de Citicorla Correntina. - IFA Pampury, filiale du groupe français Pernod-Ricard, vient d'annoncer une prise de participation de 40 % du capital de Citicorla Correntina (production et transformation d'agrumes). Citicorla Correntina, implantée à Belavista dans la province de Corrientes, produit annuellement 3 000 tonnes de concentré. La société française a, pour sa part, une production annuelle de 128 millions de litres de jus de fruit, nectars et autres boissons fruitées sous les marques Pampury et Bang.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel Associes	420	415	BOZ	280	280
Ayrol	105	102	LP&M	133	133
B.A.C.	194 80	192	Loisirs Invest.	322 20	300 40
Bay Tunnard	171	175	Locatour	113 50	111
BELCOM	840	840	Meca Com.	144 10	140
Bolton (Ly)	361	361	Mécat. Mod.	183 40	161 80
Boussat (Ly)	231 80	231 80	Mécat.	181	181
Citibank de Lyon	3018	2928	Nord-Océan	590	588
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	1100	1070	Océan Logis.	590	588
Colson	433 80	441	On. Gest. Fin.	595	593
Carif	525	520	Presbourg	92	92
C.E.E.	345	345	Préfinance Assur.	576	559
C.E.S.E.P.	285	285	Publi-Financ.	596	570
C.F.P.I.	285	284 40	Radi	329	329
Compart d'Origine	600	600	Rhone-Alp. Eco. Ly.	233	228 20
C.N.I.M.	1090	1100	S.H. Méditerran.	330	320
Codisur	276	276	S.C.G.P.M.	300	290
Comeng	315	308 80	Ségur Ly.	100	100
Concord	350	350	Sélect Invest. Ly.	100	100
Crosta	335	325	Serbo	480	459
Dalac	210 50	210 50	S.M.T. Group	200	194 10
Daphin	574	574	Sopis	180	173
Danachy Worme Co.	576	576	Sups	250	241
Dequenne et Gid.	274	263 50	TFI	280	280
Develuy	901	885	Thermador H. P. Ly.	285	280
Devil	438 50	438 20	Unilog	174 80	170
Dolac	184 80	181	Union Fin. de Fr.	448	415 30
Edisons Belfort	285	285	Val et Co	176	159 50
Elyon	13	13	V. St-Laurent Group	865	867
Emp. Propulsion	380	380			
Fisco	195	195			
Garnier	885	885			
GFF (groupement)	358 80	358 80			
Gundelin	440	440			
Guyot	215	214			
Gazpar	850	850			
I.C.C.	250 10	250 10			
IDA	315	305			
Imvora	148	143 50			
L.M.S.	1135	1102			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 17 août 1990

Nombre de contrats : 19 848					
VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bouygues	728	-	-	220	-
CCF	680	5,50	18	67	-
EDF-Aggrégation	728	11,50	-	42	42
Emmenthal SA-PLC	58	2,48	5,28	3,50	5
Euro Disneyland SC	100	0,69	2,90	13	-
Havas	680	-	11	72	-
Laferrière-Capelle	408	7,50	-	26	32
Michelin	80	4,50	9	4,49	9
Midl	1 200	3,70	-	225	55
Paribas	566	5	-	62	-
Pernod-Ricard	1 167	11	-	165	66
Pernod SA	12	32	34,50	50	-
Rhône-Poulenc CI	340	3	5,10	69	-
Saint-Gobain	480	2,50	6	22,50	-
Source Perrier	1 500	12	50	118	-
Société générale	560	3	8	-	-
Suez Financière	360	6	13	38	40
Thomson-CSF	110	2	6	11,50	-

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 20 AOUT

Cours relevés à 13 h 49[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

17/8

VALEURS	% du nom.	% du cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net
Obligations																				
Emp.Etat 8,25/77	118	2 14	Comptech	615	596	Alcan	148 80	142 80	A.A.A.	1018 30	893 48	First-Association	39 36	30 38	Pharmex	8127 68	8125 43			
Emp.Etat 9,75/79	99 90	1 10	Colwell	6800		Navigation M&I	278	270	Acadian	218 10	210 32	First-Can.	38 00	34 51	Pharmex	8612 78	8601 58			
Emp.Etat 12,25/80	100 80	1 05	Colwell	6800		Norand	165	150	Agropur	756 80	723 06	First-Can.	120717 15	120717 15	Pharmex	117 38	114 25			
Emp.Etat 12,25/80	100 80	1 05	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37	55643 37			
Emp.Etat 15,95/82	100 80	1 10	Comcor	827	799	Ortel	350		Agropur	6901 12	6801 12	First-Can.	236 72	226 72	Pharmex	55643 37				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demande - e : prix précédent - m : marché connu

RDA : la crise gouvernementale

Les sociaux-démocrates confirment leur retrait de la coalition

BONN

de notre correspondant

Comme prévu, le SPD est-allemand a décidé dimanche 19 août de se retirer de la coalition gouvernementale dirigée par M. Lothar de Maizière (chrétien-démocrate). Ce choix, fait à l'issue d'une réunion extraordinaire du groupe parlementaire social-démocrate, pose de nouveau la question de la date de la fusion des deux États allemands.

La coalition n'aura finalement duré que cent trente jours puisque les libéraux l'ont quittée le 24 juillet bien que leurs deux ministres continuent de siéger au conseil des ministres. Les cinq ministres SPD, dont le chef de la diplomatie, M. Markus Meckel, ont en revanche donné leur démission lundi matin. Le SPD a tiré les conséquences du limogeage, jeudi 16 août, des ministres des finances, M. Walter Rombach et de l'agriculture, M. Peter Pollack. Avec ce « coup de balai », M. de Maizière,

fort des conseils que lui prodigue le chancelier Kohl, avait cherché à faire endosser au SPD la responsabilité du marasme économique dans lequel s'enfonçait chaque jour davantage la RDA.

Le SPD-Est, qui n'était pas entièrement unanime à voter le retrait de la coalition (60 voix pour, 5 contre et 4 abstentions), jouit du soutien sans faille du SPD de RFA et de son président, M. Hans-Jochen Vogel. Celui-ci a accusé dimanche soir M. de Maizière d'avoir « fait éclater de son propre chef la coalition ». Le premier ministre est-allemand a pour sa part accusé le SPD de « fuir devant ses responsabilités ». L'éclatement de la coalition pose le problème de « l'adhésion de la RDA à la RFA » selon le droit constitutionnel ouest-allemand, sous un jour nouveau. La grande coalition issue des premières élections libres et démocratiques en terre est-allemande avait pour mission essentielle de conduire le pays à son adhésion à la

RFA. Ce processus exige une modification de la Constitution de la RDA qui requiert une majorité des deux tiers de la Chambre du peuple. Mais, après le départ des sociaux-démocrates, M. de Maizière ne dispose plus de cette majorité au Parlement.

Le SPD-Est veut que l'adhésion se fasse « le plus vite possible », c'est-à-dire le 12 septembre, après le dernier tour des négociations « 2 plus 4 » à Moscou. La CDU-Est prône quant à elle le 14 octobre mais la CDU-Ouest fait pression pour que cette date soit avancée, compte tenu de l'ampleur du marasme économique en RDA.

Enfin, le SPD de RDA a indiqué qu'il n'était pas disposé à signer le « traité d'union » des deux États, « du moins pas dans sa forme actuelle ». « On n'en a pas besoin, s'il ne fait qu'apporter la RFA sur un plateau d'argent à la RFA », selon le vice-président du SPD-Est, M. Karl-August Kamilli. (Interim.)

Deux candidats à la mairie

Les socialistes de Limoges veulent éviter une situation « à la marseillaise »

MM. Pierre Mauroy, Pierre Joxe, Tony Dreyfus, Jean-Marie Rausch et, peut-être, MM. Alain Pöher, Michel Charasse et Claude Evin devaient participer, mardi 21 août, sur le parvis de la mairie de Limoges, à un hommage à l'ancien maire, Louis Longueque, décédé le 11 août. La population limogeoise a été conviée à cette cérémonie, qui, aussitôt terminée, devait céder le pas au bref, mais rude, dernier acte de la succession, la date limite pour élire le nouveau maire étant le 26 août.

LIMOGES

de notre correspondant

Après M. Robert Savy, député, président du conseil régional, fribourgeois (le Monde du 17 août), M. Alain Rodet, député et premier adjoint au maire, jospiniste, a annoncé publiquement, dimanche 19 août, une candidature que l'on savait certaine depuis plusieurs mois. « J'aurais souhaité pouvoir annoncer cette décision après l'hommage public qui sera rendu à Louis Longueque mardi matin. Les impératifs du calendrier m'ont contraint à le faire avant », a déclaré M. Rodet, en rappelant qu'il assure l'intérim du maire « depuis près d'un semestre ».

Les deux concurrents, également déterminés, se disent tous deux soucieux d'éviter une situation « à la marseillaise », qui les ferait s'affronter devant le conseil municipal et livrerait la décision aux composantes non socialistes de l'assemblée.

Reste donc à déterminer la procédure qui devrait trancher, avant l'acte final, entre les deux rivaux. La fédération socialiste de la Haute-Vienne met deux solutions en avant : le vote de l'ensemble des militants électeurs à Limoges (ils sont environ huit cents et devraient être convoqués pour le 24 août) et le vote des élus du PS au conseil municipal. Selon les estimations, la première solution serait plutôt favorable à M. Rodet, et la seconde, à M. Savy. Lequel se dit néanmoins tout à fait prêt à affronter la décision de la base.

« Lors du vote préalable, au congrès de Rennes, la motion Jospin a recueilli 41 % des voix, les trois courants alliés Fabius-Chevènement-Pöperen, 43 %, la motion Rodet, 16 % », observe-t-il. M. Savy estime, néanmoins, que « le vote des militants ne devrait être qu'indicatif » et que « c'est aux conseillers municipaux, qui sont les élus du peuple et qui ont la responsabilité de voter, que doit incomber la décision ».

Dans les deux cas, les rocardiens feront la décision, et l'opinion locale

M. Mitterrand en famille dans le Gers. — Dimanche après-midi 19 août, le président de la République a participé, comme chaque année, dans la ferme de Sion, au cœur du Bas-Armagnac (Gers) à l'anniversaire de son petit-fils Adrien, fils de M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller pour les affaires africaines à l'Elysée. Les responsables politiques locaux n'étaient pas conviés à cette réunion qui se voulait strictement familiale. (Corresp.)

spécule beaucoup sur la redistribution des cartes et les négociations que l'on devine en coulisse. Qui, pour le siège de sénateur laissé vacant par Louis Longueque (élection fixée au 30 septembre) ? Qui, si M. Savy était maire, pourrait accéder au siège, et qui devrait abandonner, de président du conseil régional du Limousin ? Réponse de M. Savy : « La présidence d'un scrutin municipal n'est pas celle d'un congrès politique ; une redistribution des cartes est tout à fait possible hors des courants constitutifs ». Réponse de M. Alain Rodet : « Une succession municipale, ce n'est pas la foire aux jambons ».

En outre, M. Gérard Le Gall, jospiniste, membre adjoint du secrétaire national du PS, a annoncé, le 13 août, que la direction nationale « aura son mot à dire ».

GEORGES CHATAIN

EN BREF

□ Popularité stable pour MM. Mitterrand et Rocard. — Les cotes de popularité du président de la République et du premier ministre restent stables en août, selon le baromètre mensuel IFOP-Journal du dimanche. 37 % des personnes interrogées se déclarent « satisfaites » de M. François Mitterrand (sans changement par rapport à juillet), alors que 42 % (+1 point) affirment être « mécontentes ». M. Michel Rocard fait 40 % d'heures (+1) contre 33 % (sans changement). Ce sondage a été réalisé du 30 juillet au 7 août auprès de 1 801 personnes.

□ « Journée de réflexion » du PS en Corse. — La fédération de Haute-Corse du Parti socialiste a organisé, dimanche 19 août à Corte, une « journée de réflexion », à laquelle ont participé des représentants de l'UPPC (Union du peuple corse) et de l'Accademia nazionalista, la principale organisation nationaliste de l'île, ainsi que M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. L'UPPC a déclaré que « le pouvoir semble donner sa préférence à une simple autonomie de gestion », et l'Accademia nazionalista a reproché au gouvernement « une démarche visant à écarter toute solution politique du problème corse ».

□ Un avion soviétique détourné sur Karachi. — Un avion soviétique de l'Aeroflot, venant de Tachkent et détourné par un groupe de pirates armés, a atterri lundi matin 20 août à 12 h 20 heures locales, sur l'aéroport de Karachi, ont annoncé les autorités de l'aéroport. Le Tupolev-154 a tourné pendant plusieurs heures au-dessus de l'aéroport avant d'obtenir l'autorisation d'atterrir, a-t-on précisé. Selon l'agence soviétique Interfax, vingt-neuf otages étaient détenus par les onze pirates de l'air. Ceux-ci appartenaient à un groupe de prisonniers en provenance de Sibérie et qui, après avoir maîtrisé leurs gardiens, ont d'abord contraint l'appareil à se poser à Tachkent où ils ont libéré une partie des passagers et, après une nuit de tentatives, ont pu s'envoler lundi pour l'Irak. Ils se sont rendus quelques heures plus tard aux autorités pakistanaïses. (AFP, Reuters.)

MALI

De nouveaux affrontements auraient opposé des commandos de Touaregs et les forces armées

Contrairement aux déclarations apaisantes des autorités de Bamako, selon lesquelles la « quêtude » commencerait à régner de nouveau dans le nord du pays (le Monde du 18 août), il semble que la guerre d'embuscade qui oppose, depuis la fin juin, les rebelles touaregs et les soldats gouvernementaux se poursuive de plus belle.

D'après le témoignage d'un voyageur de retour du Mali, la localité de Boughessa (extrême nord du pays) aurait été attaquée dans la nuit du 10 au 11 août par un groupe de vingt-cinq Touaregs. Ces derniers auraient tiré au mortier sur le poste militaire, tuant quinze soldats et en blessant une dizaine d'autres.

Le commando d'hommes bleus aurait réussi à garder le contrôle de Boughessa « pendant plusieurs jours », avant d'en être délogé par des renforts gouvernementaux dépêchés sur les lieux « le 15 ou le 16 août ».

Une seconde attaque se serait produite, dimanche 12 août, contre la localité de Tin Zaouaten, sans que les Touaregs parviennent à mettre en déroute les troupes régulières.

Ratissages et passages à tabac

Pendant ce temps, opération de « ratissage » contre les campements de nomades semble battre son plein. Plusieurs troupes auraient été vues, errant sans maître ni gardien... Dans le village de Tin Aouker (au nord de Gao), « investi par les militaires » le 4 août, les habitants auraient été autoritairement rassemblés, certains d'entre eux « forcés de se déshabiller » en public, tandis que d'autres auraient été « passés à tabac », voire « torturés ».

La « chasse aux Touaregs », lancée dans le nord du pays depuis l'attaque de Menaka, fin juin,

aurait permis, outre ces violences « ordinaires » contre les civils, l'arrestation d'une quinzaine de « combattants » touaregs le 15 ou le 16 août. Parallèlement, des rafles seraient actuellement organisées dans les quartiers touaregs de Bamako. On estime à environ deux cents le nombre de Touaregs résidant dans la banlieue ouest de la capitale.

Selon des témoignages recueillis dans les milieux militaires à Bamako, ces événements auraient déjà causé la mort « de près de trois cents soldats ».

Ce bilan, peut-être exagéré, pourrait s'expliquer en partie du fait que l'armée malienne ne dispose que d'un matériel assez peu adapté aux montagnes et aux déserts du Nord : les embuscades fréquentes de ses véhicules la rendent particulièrement vulnérable aux embuscades des nomades.

CATHERINE SIMON

La crise du Golfe

M. Lecanuet : il faut « resserrer la pression militaire sur l'Irak »

Emissaire du président de la République en Turquie et en Inde pour y expliquer la position française dans le conflit du Golfe, M. Jean Lecanuet (UDF) a estimé, lundi 20 août, qu'il faut « resserrer la pression militaire sur l'Irak par un embargo qui soit effectif, c'est-à-dire empêcher le mouvement des navires ». Invité de Franco-Inter, le président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat a affirmé que la position française avait été « très bien ressentie » par les deux pays qu'il a visités.

M. Fillon souhaite un « blocus total ». — M. François Fillon, député (RPR) de la Sarthe, ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, a plaidé, lundi 20 août, sur Radio-Montecarlo pour une plus grande fermeté de la France dans le conflit du Golfe et souhaité que le gouvernement « accepte de participer à un blocus total ».

AFRIQUE DU SUD : depuis le début des émeutes

Les combats dans les cités noires ont fait près de trois cents morts

Selon un rapport rendu public par la police sud-africaine dimanche 19 août, les affrontements entre les bandes rivales de Xhossas et de Zoulous ont fait 49 morts, cette fin de semaine, dans le ghetto de Tokosa et dans cinq autres cités noires de la banlieue de Johannesburg. Ces nouvelles victimes portent à 291 le nombre de personnes tuées depuis le début des émeutes.

Des soldats ont été envoyés pour aider les policiers dans le ghetto de Tokosa (est de Johannesburg), où certaines victimes ont été castrées et d'autres ont eu les mains tranchées. Des cadavres étaient carbonisés, et la police n'a pu déterminer leur sexe. A Soweto, les journalistes ont assisté à la mise à mort d'un Zoulou d'une quarantaine d'années qu'une vingtaine de jeunes Noirs ont lardé de coups de couteaux avant de le faire brûler vif. Dimanche, la police qualifiait la situation de « calme, mais tendue » aussi bien à Soweto,

où l'armée a également été déployée, qu'à Tokosa. Rien, en réalité, ne laisse prévoir une prochaine retombée des violences.

Le « forum de la paix », dont la mise sur pied avait été annoncée la semaine dernière par le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, et le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, n'a toujours pas été réuni. Les Xhossas et les Zoulous, les deux plus grandes tribus d'Afrique du Sud, ne semblent pas pressés d'arrêter les tueries, les deux communautés se renvoyant la responsabilité des affrontements.

Selon le Sunday Times, « les Sud-Africains blancs observent ce carnage et se demandent s'ils pourront un jour partager le pouvoir avec des gens qui considèrent la machette et le bâton comme des moyens d'expression politique ». — (AP, Reuters, AFP.)

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

La crise du Golfe

Trois jours d'escalade 3 à 7

La guerre civile au Libéria

Des pourparlers sont annoncés mais les massacres continuent 7

SOCIÉTÉ

Un nouveau permis bateau

Le ministre de la mer a annoncé une réforme du permis bateau qui entrera en vigueur dès l'été prochain 8

Sida et bharzioses

Une équipe française a découvert un lien de parenté entre le virus du sida et le parasite de la bharziose 8

Mort du psychologue B.F. Skinner

Le célèbre théoricien du comportementalisme s'est éteint aux États-Unis à l'âge de quatre-vingt-six ans 10

CULTURE

Huit ans dans la vie d'un théâtre

Un ouvrage trace le portrait des Américains de Nanterre pendant les « années Chéreau » 9

Le Festival de la Roque-d'Anthéron

Sérénité ou dynamisme, les mille et une façons de toucher un élève 9

ÉCONOMIE

Les conséquences économiques de la crise du Golfe

Les prévisions de M. Bérégovoy. Les demandes des exploitants d'énergie nucléaire 15

Créations d'emplois

Net relâchement au premier trimestre 15

Les manifestations anti-TGV

La victoire de Miramas 17

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Italie : Termini, terminus du rêve « La chronique de Paul Fabra » A travers les revues : le moins mauvais des mondes ? 13-14

Services

Abonnements 10
Cartes 11
Loto, Loto sportif 10
Marchés financiers 18-19
Météorologie 12
Mots croisés 11
Radio-Télévision 11
Spectacles 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19-20 août 1990 a été tiré à 547 730 exemplaires.

RADIO

Qu'il es



REPORTAGE
L'ÉPIQUE
DE LA
LIBÉRATION
DE LA
PALESTINE

REPORTAGE
L'ÉPIQUE
DE LA
LIBÉRATION
DE LA
PALESTINE

REPORTAGE
L'ÉPIQUE
DE LA
LIBÉRATION
DE LA
PALESTINE

REPORTAGE
L'ÉPIQUE
DE LA
LIBÉRATION
DE LA
PALESTINE

سكزا عن ليل